



# Supplément Radio-Télévision Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

15, rue Falguère, 75591 Paris Cedex 15

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

DIMANCHE 27 - LUNDI 28 MAI 1990

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE - N° 14099 - 6 F

## M. Arafat maximaliste

UNE intervention du chef de l'Olp devant les Nations unies est toujours un événement, et M. Yasser Arafat en a profité. Mais, en s'adressant, vendredi 25 mai, aux membres du Conseil de sécurité, réuni après le massacre de Palestiniens par un israélien et une répression meurtrière dans les territoires occupés, il n'a pas apporté d'éléments nouveaux susceptibles de faire évoluer la situation diplomatique au Proche-Orient. Son discours de 1988 devant l'Assemblée générale de l'ONU (à Genève déjà), dans lequel il avait reconnu le droit d'Israël à l'existence, avait été autrement plus important.

Demandant l'envoi de « forces internationales d'urgence » pour protéger le peuple palestinien dans les territoires occupés et réclamant des sanctions contre Israël, M. Arafat a fait entendre une déclaration inacceptable non seulement par le gouvernement de Jérusalem, mais encore par les États-Unis. Parlant de « crimes contre l'humanité », il a tenu des propos maximalistes qui étaient davantage destinés à l'opinion palestinienne et à celle de l'ensemble des pays arabes qu'au reste de la communauté internationale.

À la veille du sommet de Bagdad, des négociations de politique internationale ont été percées dans son allocution, par exemple quand il a omis de citer la Syrie parmi les pays qu'il juge menacés par l'« expansionnisme israélien ». Le différend entre M. Arafat et le régime du président Assad est loin d'être réglé.

Le président de l'Olp a été écouté avec la plus grande attention en Cisjordanie et à Gaza. Rassemblés autour des postes de radio et de télévision, les Palestiniens ont applaudi avec ferveur. Manifestation d'unité en dépit de divisions certaines. En employant un langage dur, il a, évidemment, cherché à s'imposer aux extrémistes dans le monde arabe et à ceux qui, à l'intérieur des territoires occupés, ne suivent pas toujours - tant s'en faut - la politique de la direction de l'extérieur.

De son côté, en déclarant le Conseil de sécurité, avant même qu'elle ne commence, le délégué israélien a renouvelé une attitude de refus systématique qui irrite de plus en plus les États-Unis, de loin le meilleur allié de l'État hébreu, et place celui-ci dans un isolement diplomatique encore confirmé à Genève. Israël est plus que jamais en position de défensive, et s'y camoufle. Pourtant, l'administration américaine, soulignant son impuissance, avait fait, au début de la semaine, un pas notable en envisageant l'envoi d'« observateurs » de l'ONU dans les territoires occupés. Mais M. Arafat a exigé beaucoup plus que ne sauraient accepter les Américains.

L'heure n'était pas, vendredi, à la recherche de compromis. M. Arafat a voulu se poser en leader incontesté du peuple palestinien. Il n'aura pas manqué de points significatifs en dehors du monde arabe, mais ce n'était visiblement pas son but ce jour-là. Aussi n'y a-t-il pas, pour le moment, de la part des parties les plus concernées par le conflit. En tout cas, pas avant la fin du sommet de Bagdad et de longues discussions en Conseil de sécurité.

Lire nos informations page 3.

M 0146 - 528 0 - 6,00 F



## Les divergences entre Occidentaux et Soviétiques

### L'Allemagne sera au centre des entretiens Bush-Gorbatchev

Le conflit sur l'avenir de l'Allemagne unie dominera les entretiens Bush-Gorbatchev, qui commenceront le 29 mai à Washington. Comme on pouvait s'y attendre, le président soviétique a durci le ton à ce sujet à l'occasion de la visite, vendredi 25 mai, de M. Mitterrand à Moscou. Devant le chef de l'État français, qui a défendu l'idée de l'appartenance de l'Allemagne unie à l'OTAN, M. Gorbatchev a menacé de remettre en cause les négociations sur le désarmement conventionnel.

MOSCOU

de nos envoyés spéciaux

Pour M. Gorbatchev, cette rencontre avec le chef de l'État français était une sorte de répétition générale, une occasion de tester son discours à quelques jours du sommet de Washington. Le président soviétique aura trouvé en M. Mitterrand un interlocuteur difficile, fermement solidaire des positions occidentales sur le problème allemand et lui rappelant sans cesse que, dans l'épreuve de force engagée sur cette question, l'URSS est en position de faiblesse.

M. Mitterrand avait réagi, au début de sa conférence de presse, à la difficulté dans la partie publique de l'exercice, c'est-à-dire la conférence de presse conjointe diffusée en direct par une chaîne de télé-

vision soviétique, et d'y faire passer clairement son message : il n'est question pour la France ni de profiter du moment pour chercher à isoler l'URSS ni de l'exclure a priori de l'Europe de demain dans laquelle elle a sa place.

On put voir, à l'extrême tension lisible sur le visage de M. Gorbatchev quand vint le tour du président français de s'exprimer sur l'Allemagne, à quel point est crucial ce sujet qui accapare la majeure partie des conversations et dont les deux hommes conviennent que de lui dépendait tout le reste. C'est un constat de désaccord qui fut dressé sur la question de l'appartenance de l'Allemagne unie à l'OTAN.

BERNARD GUETTA  
et CLAIRE TRÉAN  
Lire la suite page 5

## Dans une lettre aux formations parlementaires

### M. Michel Rocard propose une « charte » sur l'immigration

Dans une lettre adressée, vendredi 25 mai, aux responsables des formations politiques de la majorité et de l'opposition, M. Michel Rocard propose l'établissement d'une « charte solennelle » sur l'immigration et l'intégration. Le premier ministre renvoie un certain nombre de mesures pouvant « faire l'objet d'un très large accord », en vue de la table ronde du mardi 29 mai à l'Hôtel Matignon à laquelle il espère toujours que le RPR et l'UDF seront représentés.



Lire nos informations et l'article de ROBERT SOLÉ  
« Répertoire pour un consensus », page 7

## Le Gabon ébranlé par l'émeute

Fuyant Port-Gentil, où la tension reste vive après les violences et les pillages, plus de cinq cents Français ont été rapatriés

LIBREVILLE

de notre envoyé spécial

À l'ambassade de France, la salle d'attente est occupée par les « crânes rasés » de l'infanterie de marine qui tapent le carton avec, à leurs pieds, le fusil d'assaut et le casque lourd camouflé. Cela fait partie du dispositif de sécurité. Le téléphone ne cesse de sonner dans le bureau du premier conseiller. Une cérémonie religieuse est organisée, vendredi après-midi à Libreville, à la mémoire de Joseph Rendjambé, l'opposant dont le décès suspect a

mis le feu aux poudres. Les Français doivent-ils rester dans les parages ? D'une façon générale, doivent-ils continuer à fréquenter leurs lieux de travail ? « Il n'y a pas de consigne », répond le conseiller. Chacun se détermine en fonction de ce qu'il voit autour de lui et de ce qu'il ressent.

À l'évidence, les instructions de Paris sont d'éviter une vague de départs ressemblant au lâchage du régime par la France. « Il n'y a pas de consigne », assure le conseiller. « On a demandé aux coopérants et

aux agents du consulat de rester sur place, mais les gens du secteur privé et leurs familles doivent avoir les moyens de partir s'ils le désirent. » Les Transall de l'armée de l'air ont donc ramené, vendredi, plusieurs centaines d'étrangers de Port-Gentil à Libreville. Là, deux avions spéciaux d'Air France ont rapatrié un peu plus de cinq cents Français vers Paris. Vendredi soir, un grand nombre attendaient encore leur départ pour samedi : pour la plupart, des femmes et des enfants, dont la présence égayait les hôtels de Libreville, habituellement tou-

chés par le marasme économique. Ces réfugiés, assez traumatisés par la soudaineté de l'événement, ont été souvent conduits à l'aéroport de Port-Gentil sous escorte militaire française. Cent cinquante soldats français avaient pris position, jeudi, dans la capitale économique du pays. D'autres étaient attendus du pays. Ils contrôlent l'aéroport, vendredi, les contrôles de l'aéroport, un quartier dit « Concession Elf » où s'étaient repliés beaucoup d'ex-patriés, et les abords du consulat en partie incendié par les émeutiers.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE  
Lire la suite page 3

## Un entretien avec le président de Lufthansa

« Les compagnies aériennes européennes sont trop petites », nous déclare M. Heinz Ruhnau

M. Heinz Ruhnau, président du directoire de la compagnie aérienne ouest-allemande Lufthansa, tranche sur ses pairs : il n'hésite pas à parler politique et à tancer la Commission de Bruxelles.

Jamais enfermé dans la routine et le jargon aéronautiques, il explique, dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, son analyse de la situation en Europe de l'Est et son admiration pour le chemin de fer. Il s'efforce de calmer les angoisses françaises vis-à-vis de l'unité allemande.

« Votre compagnie va prendre une participation de 26 % dans le capital de la compagnie est-allemande Interflug. Est-ce que cela signifie un changement de stratégie pour vous ?

« Nous avons conclu un accord aux termes duquel Lufthansa acquerra 26 % des actions d'Interflug et l'État allemand en conservera 51 %, le reste sera coté en bourse. Lufthansa a une priorité aux personnels d'Interflug et éventuellement à Lufthansa. La SARL Interflug sera transformée en société anonyme, mais elle demeurera autonome.

« Je ne peux en dire plus, car les bouleversements sont si rapides à l'Est que toute prévision est fragile. Je suis pourtant convaincu que rien ne sera plus comme avant. Le 1<sup>er</sup> juillet prochain, la création d'un seul deutschemark accélérera la

demande. Dans tous les magasins de RDA, les prix des produits de grande consommation sont en baisse de moitié parce que les gens préfèrent mettre leur argent sur un livret d'épargne où ils profiteront d'un change favorable. Avec cet argent, ils achèteront ensuite des produits de qualité.

« Regardez ce qui est arrivé aux voitures est-allemandes Trabant : en novembre dernier, les carnets de commande s'élevaient sur dix-sept ans pour six millions de voitures. Aujourd'hui, ils ont disparu. Est-ce que cette révolution économique sera accompagnée par des mesures sociales ? Ce serait souhaitable, car il vaut mieux avoir un filet quand on saute des étages d'un immeuble !

Propos recueillis par  
ALAIN FAUJAS  
Lire la suite page 13

QUE FAIRE ?  
LES GRANDES  
DÉTERMINATIONS DU  
MONDE  
Thierry de Montbrial  
150 F T.C.

20 ans d'analyses  
et de réflexion  
en vente dans toutes les librairies.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 DH ; Tunisie, 700 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 178 PTA ; Grèce, 70 dr ; Irlande, 10 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 1,75 \$ ; USA (other), 2 \$.

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

2 Le Monde • Dimanche 27 - Lundi 28 mai 1990 •••

## Le Monde

**REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
15, RUE FALGUIÈRE,  
75001 PARIS CEDEX 15  
**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
M<sup>me</sup> Geneviève Beuve-Méry,  
M. André Fontaine, gérant.

## Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 42-22-20-20.

## Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE  
ou 36-15 - Tapes LM

**ABONNEMENTS**  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	EUROPE	MONDE	AUTRES PAYS
3 mois	345 F	395 F	594 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

**ÉTRANGER :**  
Par voie aérienne. Tarif sur demande.  
Pour vous abonner  
RENOUVEAUZ-CE BULLETIN  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL  
3615 LEMONDE  
code d'accès ABO  
**SERVICE À DOMICILE :**  
Pour tous renseignements :  
Tél. : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse effectués ou prévus :  
nos abonnés sont invités à formuler  
leur demande deux semaines avant  
leur départ, en indiquant leur numéro  
d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

**DURÉE CHOISIE**  
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire  
tous les noms propres en capitales  
d'imprimerie. 071 MOND1

Édité par la SARL Le Monde  
Gérant : André Fontaine,  
directeur de la publication  
Ancien directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1988)  
Jacques Fauvet (1989-1992)  
André Laurens (1992-1995)  
Directeur de la rédaction :  
Daniel Vernet

Administrateurs délégués :  
Antoine Griset, Nelly Pierrat  
Rédacteurs en chef :  
Bruno Frappet,  
Jacques Amélie,  
Jean-Marie Colombani,  
Robert Solé

**REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
15, RUE FALGUIÈRE,  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-29-59  
**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-30-10

## DATES

Il y a cinquante ans

# Les déportations de masse en Pologne orientale

**L**e 27 septembre 1939, alors que la Pologne agonise sous le feu croisé de la Wehrmacht et de l'armée rouge, Ribbentrop, ministre des affaires étrangères de Hitler, arrive à Moscou pour fixer le tracé définitif de la frontière avec l'URSS. Pris de regrets après le partage en zones d'influence prévu par le protocole secret du pacte Molotov-Ribbentrop, qui laissait la Lituanie à l'Allemagne, Staline propose d'échanger la Lituanie contre la rive droite de la Vistule, attribuée tout d'abord à l'URSS. L'Allemand s'empresse d'accepter, et le « traité de frontières et d'amitié » signé dès le lendemain accorde à l'Union soviétique plus de la moitié du territoire polonais d'avant guerre : quelque 200 000 kilomètres carrés et 13 à 14 millions d'habitants, dont 6,5 millions sont des Polonais d'origine. Peu après, Vilnius et sa région (6 000 kilomètres carrés) sont rattachés à la Lituanie, qui devient un protectorat de l'URSS, avant d'en devenir quelques mois plus tard une république.

Le reste est aussitôt incorporé à l'Union. Des élections précipitamment organisées se tiennent le 22 octobre 1939, dans la meilleure tradition soviétique : candidats uniques, scrutin sans isolement, sous la surveillance de militaires en armes. En Ukraine, c'est le premier secrétaire du PC de la République, Nikita Khrouchtchev, qui supervise personnellement la campagne électorale. L'admission dans l'URSS, demandée par les deux Assemblées ainsi élues - l'une en Ukraine occidentale, l'autre en Biélorussie occidentale - est prononcée début novembre par le présidium du Soviet suprême, qui, le 29 du même mois, attribue la nationalité soviétique à tous les habitants des zones rattachées.

Staline, qui a fait dissoudre le PC polonais en 1938, ne nourrit alors aucun projet de restauration d'un État polonais, et Molotov a beau jeu d'ironiser, le 31 octobre, à la tribune du Soviet suprême, sur le « vilain bâtarde du traité de Versailles » à nouveau disparu de la carte de l'Europe. Sur le terrain, ce choix signifie que la polonité est vouée à l'éradication : les institutions culturelles polonaises sont fermées et une campagne de propagande est lancée pour discréditer la Pologne, « État de seigneurs et de capitalistes », « oppresseur de minorités » et « exploiteur des masses laborieuses ».

### « Sans bruit ni panique »

L'administration des nouveaux territoires est confiée au NKVD, la police politique, qui, à des les premiers jours d'occupation procède à l'arrestation des principaux dirigeants politiques et syndicaux, les plus susceptibles d'organiser un mouvement de résistance clandestin. Mais l'ampleur de la tâche requiert de la méthode, et l'instruction NKVD n° 1223 du 11 octobre 1939, relative aux « modalités de déportation des éléments antisoviétiques », y pourvoit en dressant la liste de ces « éléments » : dirigeants des partis « bourgeois » et organisations associées, fonctionnaires de l'État, policiers, officiers, magistrats... S'y ajoutent les Polonais capturés lors de tentatives de franchissement de la frontière pour rejoindre l'armée en cours de constitution en France, ainsi que les propriétaires fonciers et les industriels.

Arrêtés individuellement, ils sont justiciables, à l'issue d'un procès sommaire devant un tribunal spécial, d'une peine de trois à cinq ans de « privation de liberté » pour « crime contre la révolution et les intérêts du prolétariat » ou pour « activités au service d'un État capitaliste ». Après un séjour plus ou moins long en prison, la destination finale est, pour les survivants, toujours le camp de travail, une des lies de l'archipel du Goulag. On évalue à 250 000 le nombre de ceux qui ont subi ce sort entre octobre 1939 et juin 1941.

Mais c'est une entreprise d'une tout autre nature qui se prépare, dans le plus grand secret, pour le printemps suivant. Pendant la nuit du 8 au 9 février 1940, le NKVD, secondé par l'armée rouge et la milice, procède à une rafle massive dans les territoires pris à la Pologne. Dans la discrétion : l'instruction du 11 octobre 1939 prescrit d'opérer « sans bruit ni panique, pour éviter les débordements et l'exode de la part des déportés ou du voisinage ». Rappel inutile : les hommes de Béria possèdent un solide savoir-faire. Une fois cernés les maisons et appartements, leurs occupants se voient accorder une heure pour rassembler quelques effets personnels et des vivres pour un mois, puis sont acheminés par camions, avant l'aube, vers la gare la plus proche.

Là les attendent des trains formés de wagons

de marchandises ou à bestiaux spécialement équipés : des grilles ont été posées sur les ouvertures, les portes condamnées, des belfanc en bois installés et des latrines de fortune - un simple orifice dans le plancher - aménagées. Les plus heureux trouveront un petit poêle ou un réchaud.

### Trois catégories de victimes

Après un tri pour séparer les hommes valides, dirigés vers les camps de travail, des femmes, enfants et vieillards, les déportés sont entassés à 50 par wagon. Ils sont 220 000 à être ainsi convoyés, par 110 trains, vers les immensités glacées du Grand Nord russe. Le plus souvent, le voyage se prolonge pendant plusieurs semaines, dans les conditions que l'on imagine en cet hiver 1939-1940 plus rigoureux encore que les autres - la tempéra-

l'Allemagne, des juifs en grande partie. 240 000 prennent le chemin de la Sibérie.

Une dernière vague, qui précédera de quelques jours l'attaque allemande de juin 1941, emportera encore vers les camps et l'exil plus de 300 000 déportés : des employés, des ouvriers qualifiés, des cheminots ainsi que nombre de Polonais résidents dans les républiques baltes annexées par l'URSS en 1940.

A chaque rafle, les victimes sont réparties en trois catégories :

- Ceux qui sont « arrêtés », des hommes surtout, seront acheminés, à l'issue d'une condamnation sommaire, vers un des 132 camps identifiés qui s'étendent tout le long de l'axe polaire soviétique, depuis la presqu'île de Kola jusqu'au détroit de Béring. Ceux-là connaîtront les conditions de détention les plus inhumaines : aucun des 3 000 déportés envoyés dans les mines de plomb de Tchoukotka ne survivra à cette

Le tribut est à la mesure de ces conditions effroyables : une mortalité de 30 % par an dans les camps, de 15 % à 20 % chez les exilés. Les évaluations du nombre de déportés qui ont péri en l'espace de deux ans varient de 400 000 à 800 000.

Pour une partie des survivants, l'attaque de l'URSS par l'Allemagne annonce la fin du calvaire : Staline, qui a renoué le 30 juillet 1941 avec le gouvernement, en exil à Londres, du général Sikorski, autorise la création d'une armée polonaise sur le territoire soviétique et accorde l'« amnistie » - un terme qui, d'application à des civils déportés sans autre forme de procès, relève de l'humour noir - « aux citoyens polonais privés de liberté en URSS ». Mais seulement 113 000 civils et militaires parviendront à quitter l'Union soviétique par l'Iran, en 1943, avec cette armée, celle du



ture descend jusqu'à - 40 degrés. Les moins résistants, enfants et vieillards au premier chef, succomberont avant d'arriver à destination. Les autres se voient infliger d'épuisantes marches à pied, sur des centaines de kilomètres, avec bivouacs en plein air, pour rejoindre leurs lieux de détention.

Contrairement à la Gestapo en zone allemande, le NKVD n'a pas frappé au hasard. Les listes de déportés ont été composées en fonction de critères « sociaux » pour identifier les « éléments antisoviétiques » et autres « suspects » : ce qui reste des fonctionnaires de l'État polonais et des propriétaires terriens, les paysans-colons bénéficiaires de la réforme agraire de 1925. Curieusement, la rafle s'étend à tous les gardes forestiers, probablement pour éliminer tout risque d'assistance à la formation de maquis au printemps. Bien que les déportés soient en majorité ethniquement polonais, les Ukrainiens et les Biélorusses sont nombreux dans les wagons : certains villages d'Ukraine ont été vidés de la totalité de leurs habitants.

Puis, sans se tarir tout à fait, le flux s'amoindrit jusqu'à la vague suivante, deux mois plus tard, le temps de faire revenir les trains. Régée selon le même scénario qu'en février, la rafle qui se déroule du 12 au 15 avril 1940 vise maintenant les familles des détenus politiques arrêtés individuellement depuis septembre, mais aussi les paysans aisés et les habitants des zones frontalières avec l'Allemagne. Dans la seule région de Lvov, qui en est proche, ils sont 25 000 à être arrachés à leur domicile ; et ce sont maintenant 160 trains qui emportent quelque 320 000 ex-citoyens polonais vers l'Asie centrale et le Kazakhstan.

Un nouveau répit s'installe jusqu'à la rotation suivante des trains, fin juin 1940 : cette fois-ci, la rafle vise avant tout les réfugiés de la partie occidentale de la Pologne, occupée par

épreuve et sent un nombre infime de quelque 10 000 Polonais affectés aux mines d'or de la Kolyma reviennent vivants.

« Les « déplacés de catégorie spéciale » (« spetspereseleniye »), qui jouissent d'une certaine liberté de mouvement, mais sont astreints au travail forcé - exploitation forestière et construction de lignes de chemin de fer dans le Grand Nord, extraction du charbon dans le bassin du Don - et soumis au même régime alimentaire que dans les camps.

« Les « exilés », enfin, femmes, enfants, vieillards, répartis en quelque 3 000 lieux de rélegation, qui sont libres de ne pas travailler, mais, laissés à l'abandon, sans ressources, dans un milieu généralement sauvage et hostile, en Asie centrale et en Sibérie, n'ont évidemment pas d'autre choix.

Ce sont donc, au total, plus d'un million de personnes - dont près des deux tiers de Polonais d'origine - qui prennent, en l'espace de quinze mois, le chemin de la déportation. Ce chiffre avoisine le million et demi si l'on y ajoute les détenus politiques arrêtés individuellement et les quelque 200 000 prisonniers de guerre expédiés eux aussi dans les camps et les mines (1).

### Une chape de silence

Les souffrances subies - et partagées avec les autres victimes du stalinisme, russes, baltes, tatars... - inspireront après guerre les premières pages, polonaises, de la « littérature des camps » : le froid et la faim, l'absence d'hygiène et la maladie (scorbut, pellagre et typhus), la loi de la jungle que font régner les criminels de droit commun soviétiques, les tristement célèbres oulhas, sont le lot quotidien de ces centaines de milliers de déportés.

général Anders. D'autres trouveront une planche de salut en rejoignant l'armée formée ensuite par des communistes polonais sous le commandement du général Berling. Parmi eux, un jeune officier d'une vingtaine d'années, Wojciech Jaruzelski, dont les parents, également déportés, ont péri dans le maélstrom. Quelque 400 000 déportés seront rapatriés en Pologne pendant l'immédiat après-guerre, entre 1944 et 1948, mais une soixantaine de milliers d'entre eux devront attendre la mort de Staline et le « dégel » pour pouvoir regagner la Pologne.

Couvert par une chape de silence dans la Pologne communiste, au nom de la « raison d'État », peu connu à l'Ouest en dehors des cercles d'émigrés, éclipsé par l'affaire de Katyn, ce dossier honteux de l'histoire des relations polono-soviétiques - ce fut l'une des plus grandes déportations de masse de l'ère stalinienne - a été ouvert à la faveur de la campagne, lancée en 1987 par M. Gorbatchev, sur les « taches blanches de l'histoire ». Ce n'est qu'alors qu'une commission mixte d'historiens a été autorisée à l'étudier. L'ensemble de cette histoire a, il est vrai, déjà été écrit par les témoins des événements et des auteurs indépendants. Mais cette démarche était le préalable à une reconnaissance de la responsabilité des Soviétiques et, a servi de fondement à la demande de réparations pour un montant de 4,5 milliards de roubles, formalisée début avril 1990 par le gouvernement polonais.

STÉPHANE MEYLAZ

(1) Les hommes du rang soviétiques, les 15 000 officiers et sous-officiers ayant été envoyés à Katyn ou ayant disparu sans laisser de traces.

## “GRAND JURY” RTL - Le Monde

dimanche 18h30

en direct sur

**FRANÇOIS  
LEOTARD**  
PRÉSIDENT DU PARTI RÉPUBLICAIN

animé par  
Olivier MAZEROLLE

**RTL**

avec Daniel CARTON  
et Patrick JARREAU (Le Monde)  
Dominique PENNEQUIN  
et Paul JOY (RTL)



# ÉTRANGER

Devant le Conseil de sécurité réuni à Genève

## M. Arafat demande l'envoi de forces de l'ONU dans les territoires occupés

Vendredi 25 mai, au palais des Nations à Genève, M. Yasser Arafat ne s'est pas privé de se servir de la tribune qui lui était offerte et d'exploiter les réactions suscitées par le récent meurtre, près de Tel-Aviv, de sept ouvriers palestiniens par un jeune israélien. Le chef de l'O.L.P. qui prenait pour la première fois la parole devant le Conseil de sécurité, n'a toutefois pas vraiment apporté d'élément nouveau.

GENÈVE

de notre envoyé spécial

Tout en réaffirmant l'attachement de l'O.L.P. à la « stratégie de paix » qu'il avait lancée au même endroit, devant l'Assemblée générale de l'ONU - il y a un an et demi, M. Arafat s'est montré particulièrement dur dans ses attaques contre Israël, accusé de pousser l'ensemble de la région à une « catastrophe sans précédent menaçant la paix et la sécurité mondiale ». Aussi a-t-il invité la communauté internationale à accentuer ses pressions sur l'Etat hébreu pour sortir de l'impasse actuelle.

M. Arafat a formulé cinq mesures pratiques répondant aux vœux de l'O.L.P.

La désignation par le secrétaire général de l'ONU d'un envoyé spécial et permanent chargé de se consacrer au processus de paix et de

procéder aux contacts nécessaires afin de trouver une solution pacifique, juste et durable au conflit arabo-israélien. A moins que le secrétaire général ne se charge lui-même de cette mission.

L'envoi de « forces internationales d'urgence » en plus des observateurs de l'ONU déjà stationnés à Jérusalem. Ces forces auraient pour mission de protéger le peuple palestinien, ses biens et les lieux saints et de mettre complètement fin à l'occupation israélienne.

L'adoption par le Conseil de sécurité d'une résolution « claire » garantissant son action pour arrêter l'immigration de colons dans les territoires occupés.

La convocation immédiate des cinq membres permanents du Conseil de sécurité afin de discuter du processus de paix et de préparer une conférence internationale sur le Proche-Orient.

L'imposition de sanctions à Israël « pour les crimes commis contre le peuple palestinien dans les territoires occupés ».

Dans la foulée, M. Arafat a encore demandé la constitution d'une commission internationale composée de membres du Conseil de sécurité pour enquêter sur place. Il a aussi tenu à réaffirmer que l'Etat hébreu poursuivait jusqu'à la reconnaissance des droits des Palestiniens.

Tout en rappelant que son organisation avait répondu « avec simplicité et sincérité à toutes les initiatives internationales de paix », y compris le plan en cinq points du secrétaire d'Etat américain James Baker, M. Arafat n'a pas manqué

de reprocher aux Etats-Unis d'apporter « un soutien illimité à Israël » et d'avoir « également négligé les droits du peuple et de l'homme palestiniens », alors qu'ils se veulent les champions des droits de l'homme.

Malgré l'évolution de la diplomatie de son pays, le représentant des Etats-Unis avait demandé en début de séance un vote sur la prétention palestinienne de s'adresser en tant qu'Etat au Conseil de sécurité. Mais seul Washington s'est opposé à la demande de l'O.L.P., acceptée par onze voix et trois abstentions (Royaume-Uni, Canada et France).

Nouveaux refus israéliens

Alors que plus de trente orateurs s'étaient inscrits, les Etats-Unis ne se montrant pas pressés d'intervenir. Dans les milieux proches de la délégation américaine, on indiquait que Washington ne comptait pas voter en faveur de l'envoi d'une mission permanente de l'ONU dans les territoires occupés, donnant la préférence à « une courte visite » d'information. De son côté, lors d'une conférence de presse, l'ambassadeur de la Ligue arabe, M. Clovis Maksood, a apporté son soutien à la proposition de M. Arafat, mais s'est opposé à une mission permanente « car cela impliquerait la permanence de l'occupation israélienne ».

Intervenant après M. Arafat, le vice-ministre israélien des affaires étrangères, M. Benjamin Netanyahu, a clairement fait savoir que son pays n'accepterait pas l'envoi d'observateurs dans les territoires occupés. Il

a indiqué que les représentants de la presse et d'organisations humanitaires pouvaient observer ce qui s'y passait comme nulle part dans les pays arabes. Après avoir rappelé que le gouvernement et le peuple israéliens avaient été unanimes à condamner le meurtre d'Anabaz par un déséquilibré, il a accusé l'O.L.P. et les dirigeants arabes de transformer en héros ceux qui assassinent des juifs. Pour M. Netanyahu, cette réunion du Conseil de sécurité ne sert qu'à « attiser la violence alors qu'il y a beaucoup d'autres endroits dans le monde où la paix est plus menacée ». Il a aussi estimé que cela ne faisait que retarder la recherche d'une solution, et que le Conseil de sécurité pourrait mieux utiliser son temps. Il a ensuite accusé l'O.L.P. d'avoir besoin du sang arabe versé pour raviver l'ouïdjal qui s'ensuivait.

Intervenant dans la soirée, les représentants de la France, de l'Union soviétique et de la Chine se sont, tour à tour, prononcés pour la convocation d'une conférence internationale de paix sur le Proche-Orient. L'ambassadeur de France, M. Pierre Louis Blanc, a préconisé l'envoi d'une « mission d'évaluation », premier pas vers la mise en place d'observateurs de l'ONU.

M. Arafat devait donner une conférence de presse samedi en fin de matinée, tandis que le Conseil de sécurité ne prendra vraisemblablement aucune décision avant la reprise de ses travaux à New-York.

JEAN-CLAUDE BUIHNER

JORDANIE

## Le royaume est dans une situation économique critique

La Jordanie, qui se trouve dans une situation économique critique qu'elle traverse une série d'épreuves politiques, compte solliciter un « soutien arabe » lors du sommet qui s'ouvrira, lundi 28 mai, à Bagdad et au cours duquel doit être discutée la question de « la solidarité » avec Amman.

AMMAN

de notre envoyé spécial

Planté sur l'une des dix-sept collines d'Amman, le chantier du nouveau palais royal est aujourd'hui abandonné. L'autorité oblige. Le roi montre l'exemple et, comme on le fait remarquer à Amman, « on ne peut à la fois continuer à tendre la main et perpétuer des projets à caractère non indispensables ». Malgré, en effet, les mesures prises par les deux gouvernements qui ont succédé au cabinet de M. Zeid Rifai - emporté dans la tourmente des émeutes contre la vie chère de l'année dernière - la situation économique de la Jordanie demeure critique, sans espoir d'amélioration à court terme.

Avec ses trois millions d'habitants et une dette de 8,3 milliards de dollars, la Jordanie figure - par rapport à son produit national brut - parmi les pays les plus endettés du monde. Un record inquiétant pour un Etat aux ressources limitées, qui a dû faire appel l'année dernière au concours du FMI pour tenter de redresser la situation.

L'ensemble du système demeure fragile et l'effort demandé à la population très lourd, en dépit de quelques signes positifs : une stabilisation du dinar à un taux de 0,67 dollar (soit 50 % de moins qu'il y a deux ans), un ralentissement du taux de l'inflation (30,3 % en 1989), qui devrait se poursuivre cette année et se limiter à 15 % compte tenu des résultats du premier trimestre, un meilleur taux de couverture de la balance commerciale - 51 % en 1989 contre 37 % en 1988 - dû tout à la fois au cours élevé des phosphates et de la potasse, qui représentent les deux tiers des exportations jordaniennes, et à une réduction drastique des importations.

Réajustements sans fin

Grâce aux réajustements de ses créances, vis-à-vis du Club de Paris et de Londres, la Jordanie a obtenu un allègement substantiel (535 millions de dollars en 1990) du service de sa dette publique, qui va quand même atteindre cette année 638 millions de dollars. Mais, comme l'affirme un expert, « on est resté dans un cycle sans fin de réajustement qui va largement dépasser l'an 2000 ». Amman a d'autre part obtenu, sur la période juillet 1989 - janvier 1991, un prêt du FMI de 76,7 MDT, dont 51,8 ont été tirés, et un prêt d'ajustement fonctionnel à l'industrie de 150 millions de dollars de la Banque mondiale. Un autre prêt d'aide à la balance des paiements de 150 millions de dollars est toujours en négociation avec le Japon.

Toutefois, la Jordanie ne peut vivre sans un concours financier extérieur. L'année dernière, le roi n'avait pas craint de faire porter sur pays arabes qui n'avaient pas

tenu leurs engagements - décidés en 1978 au sommet de Bagdad - la responsabilité de la situation catastrophique des finances jordaniennes. Si ces pays ont donné 400 millions de dollars en 1989, aucun n'a pris d'engagement pour cette année alors que, selon le ministre des finances, la Jordanie attend d'eux un minimum de 360 millions de dollars - dont trente seulement ont, jusqu'à présent, été versés par les Emirats arabes unis et le Qatar. Malgré deux voyages du roi et une visite du premier ministre, l'Arabie Saoudite n'a toujours pas reconstruit les 200 millions de dollars d'aide qu'elle avait versés en 1989, contre 360 en 1988.

Alors que les besoins mensuels en devises du pays s'élèvent à 200 millions de dollars, les réserves nettes de la Banque centrale étaient négatives de 95 millions de dollars à la fin du mois d'avril. Pour répondre à la demande du FMI de voir progressivement supprimer les subventions aux produits alimentaires de base - qui comptent pour près de 10 % des dépenses budgétaires - le gouvernement envisagerait de remplacer celles-ci par un système d'aide aux consommateurs les plus défavorisés sous forme, par exemple, de cartes d'approvisionnement.

Il semble, en effet, impossible sous peine d'explosion sociale de presser encore les couches de la population les plus touchées par la crise, alors que, selon les chiffres officiels, 20 % des Jordaniens vivent en dessous d'un seuil de la pauvreté calculé au plus juste, que le pouvoir d'achat des ménages a chuté de moitié et, qu'enfin, le chômage dépasse 20 % de la population active. Pour lutter contre celui-ci, le gouvernement a bien pris des mesures de non renouvellement des permis de travail aux étrangers (200 000 officiellement) mais en excluant les deux secteurs dans lesquels ils sont les plus nombreux, l'agriculture - une spécialité égyptienne - et le personnel de maison, où les Asiatiques dominent. Le chômage touche, en outre, en priorité les diplômés et, de ce côté là, il y a peu d'espoir d'amélioration dans la mesure où l'automatisation a naturellement entraîné une baisse sensible de l'activité économique et que, depuis deux ans, tous les grands projets d'infrastructure ont été arrêtés. De plus, les rentrées en devises des travailleurs expatriés, surtout dans le Golfe - 350 000, essentiellement d'origine palestinienne, - ne cessent de diminuer et n'ont représenté que 600 millions de dollars l'année dernière.

La situation tendue dans la région, les manifestations de ces derniers jours, dont l'attentat contre des touristes - même s'il s'agit d'un acte isolé - et la montée de l'islamisme ne sont pas des éléments qui peuvent favoriser le doublement en trois ans, comme le souhaitent les responsables, des revenus touristiques de la Jordanie - 400 millions de dollars en 1989 - qui représentent, avec les départs des travailleurs émigrés, l'une des principales ressources en devises du pays.

FRANÇOISE CHIPAUX

# AFRIQUE

ZAIRE

## La Belgique gèle les crédits publics

Le gouvernement belge a décidé, vendredi 25 mai, de geler immédiatement les crédits publics destinés à son ancienne colonie africaine, le Zaïre, à la suite des événements sanglants de Lubumbashi au cours desquels une cinquantaine d'étudiants ont été tués par la brigade spéciale du président Mobutu (le Monde du 24 mai). Le gouvernement a également décidé, avec effet immédiat, de suspendre la préparation de la réunion d'une commission mixte belgo-zaïroise. Cette réunion, prévue pour le mois de juin, devait permettre de mettre en vigueur les arrangements esquissés par des accords de coopération bilatérale signés à Kinshasa il y a deux mois seulement. Bruxelles prendra aussi des initiatives immédiates pour lancer une enquête « neutre et indépendante » sur les événements survenus sur le campus universitaire de Lubumbashi dans la nuit du 11 au 12 mai.

La Belgique devait octroyer un prêt d'Etat à Etat de 350 millions de francs belges (48 millions de dollars) pour l'année 1989. « Ce prêt est gelé », a déclaré M. Mark Eyskens, ministre des affaires étrangères, en ajoutant : « Pour 1990, aucune décision (sur le montant) n'avait été prise jusqu'ici, et il n'y aura aucune décision aussi longtemps que la clarté n'est pas faite. » - (AFP)

AFRIQUE DU SUD : le garde du corps de Winnie Mandela reconstruit le meurtre. - La Cour suprême de Johannesburg a déclaré, vendredi 25 mai, coupable du meurtre d'un jeune Noir Jerry Richardson, ancien garde du corps de M<sup>me</sup> Winnie Mandela, à l'issue d'un procès qui a gravement terni la réputation de l'épouse du chef historique du Congrès national africain (ANC), Jerry Richardson, quarante et un ans, entraîneur du Mandela United Football Club, soi-disant club sportif, sera condamné dans quelques jours pour l'assassinat, le 29 décembre 1988, d'un jeune Noir de quatorze ans, James « Stompie » Mooketsi Seipel. Au terme de ce procès de trois semaines, la Cour a considéré qu'il avait bien enlevé « Stompie » ainsi que trois autres jeunes Noirs d'une église méthodiste de Soweto, qu'il les avait agressés, tentant également de tuer un autre de ces adolescents. - (AFP)

## Le Gabon ébranlé par l'émeute

Suite de la première page

Deux unités de la Légion renforcée des six cents hommes du 6<sup>e</sup> bataillon d'infanterie de marine, habituellement cantonnées dans le camp De Gaulle de Libreville, près de l'aéroport. Mais, en dehors des abords de l'ambassade et de quelques halls d'hôtels, on ne les voit pas. Tout était calme vendredi après-midi sur le front de mer, façade trompeuse de la ville moderne, mais on faisait état d'une certaine tension dans plusieurs quartiers africains.

On remarque le caractère sélectif des cibles des émeutiers lors des deux dernières journées de troubles à Libreville : des bâtiments et des magasins appartenant à la famille du président Bongo ou à ses proches. A Port-Gentil, les manifestations se sont symboliquement acharnées sur la maquette du salon présidentiel de l'aéroport. Le contact entre les chefs des agitateurs, notamment les promoteurs d'otages, et les militaires français a été correct dès lors qu'on a compris que ces derniers « n'avaient pas de mission offensive », soulignent-ils à l'ambassade.

Port-Gentil, d'où était originaire Joseph Rendjambe, a toujours été fondé par l'égard de M. Bongo, l'ennemi minoritaire de la race colé, appartenant à celle des Bakéles, n'y étant guère aimée. Cette hostilité

ethnique se retrouve à Libreville. En l'état actuel des choses, on ne voit pas quel intérêt le pouvoir aurait eu à éliminer Joseph Rendjambe, opposant notoire, certes, mais parfaitement intégré dans le système. Demain, d'un ministre, président de la société éditrice du quotidien national, directeur d'une société d'investissement, membre du conseil d'administration d'une chaîne de radio à Franceville, il n'avait rien d'un lesbeux révolutionnaire. Pour le moment, la tactique du président Bongo semble être d'attendre et de ne rien faire qui puisse raviver les passions. Aucun militaire, aucun policier et pas même un pompier ne sont intervenus lors des troubles de Port-Gentil.

A Libreville, il y a eu une apparente vacance du pouvoir mercredi et jeudi. Le président Bongo n'est rentré dans la capitale qu'après avoir assisté, jusqu'au bout, aux funérailles d'une de ses sœurs à Franceville. Il n'a pas cru utile de s'adresser sur-le-champ à la nation, se contentant d'affirmer sa volonté de rétablir l'ordre et de continuer à assumer sa charge au cours d'une brève rencontre avec la presse internationale dans le hall d'un hôtel, vendredi soir.

Certains s'attendent à quelque initiative spectaculaire pour renverser le cours des événements. Mais, si adroit

## Le président Bongo : « Cela a assez duré »

Le président Omar Bongo n'est pas « préoccupé outre mesure » par les émeutes anti-gouvernementales qui ont secoué son pays cette semaine, mais estime « que cela a assez duré et que si ça se répétait, nous mettrions le paquet pour rétablir l'ordre ». Le chef de l'Etat, qui s'exprimait au cours d'une conférence de presse improvisée dans un hôtel de Libreville, a estimé que les troubles avaient été « trop rapides pour être spontanés ». Pour M. Bongo, qui a accusé la presse française de « désinformation », ces troubles, les plus sérieux que le pays ait connus depuis sa prise de pouvoir il y a plus de vingt-deux ans, « ce n'est pas la fin d'un règne ». « Je suis décidé à mettre de l'ordre, je ne suis pas président, je ne mourrai pas président », a-t-il lancé.

Le chef de l'Etat gabonais s'est déclaré disposé à poursuivre les réformes. Il a indiqué à propos du multipartisme qu'il vient d'être instauré : « Il paraît que c'est ce qu'il faut faire. Nous l'avons fait. Eh

bien, voyez les conséquences, ça commence bien ! »

Le calme est revenu dans la capitale, mais la situation est toujours tendue à Port-Gentil, deuxième ville du pays. De 600 à 700 femmes et enfants ont été acheminés sur Libreville et bon nombre d'entre eux ont déjà été rapatriés en France. Deux avions sont déjà arrivés à Paris. Il ne s'agit pas pour le Quai d'Orsay, d'une évacuation, mais « de déplacements volontaires ». Le ministre français des affaires étrangères a également affirmé, dans une mise au point, que « le dispositif militaire mis en place à Port-Gentil et les renforts envoyés à Libreville ne peuvent en aucun cas être interprétés comme une immixtion dans les affaires intérieures gabonaises ».

Selon plusieurs témoignages, le saccage a été total à Port-Gentil. Des pillages de magasins privés, de bâtiments publics et de sièges d'entreprises ont souvent été commis par des enfants âgés de peine douze ans. - (AFP)

soit-il, le président gabonais peut-il lutter contre le vent de fronde qui souffle sur l'Afrique noire ? La situation au Gabon ne peut s'isoler de tout un contexte continental.

Vendredi après-midi un membre des forces de sécurité nous reconduisait courtoisement mais fermement à notre hôtel pour mettre un terme à nos investigations - non autorisées - en ville. Ayant allumé la radio dans sa voiture, il écoutait pensivement le bulletin d'information : « Tension en Côte d'Ivoire, tension au Cameroun, tension au Zaïre... »

« Nous sommes au bord de l'explosion à tout instant », reconnaissent deux ministres de l'Union socialiste gabonaise, une des quatre formations contestataires représentées dans le gouvernement de transition, formé fin avril, qui compte six ministres de l'opposition sur un total de vingt-trois.

L'un d'eux, M. Max Ropibia, ministre des petites et moyennes entreprises, a fait trois ans de prison dans les années 70. Avec son collègue, M. Serge M'ba, ministre de la santé et des affaires sociales, il affirme que leur parti était organisé dans la clandestinité avant l'acceptation du multipartisme il y a quelques semaines. Selon ces deux hommes, la promesse d'élections libres en septembre et l'adoption d'une nouvelle Constitution représentaient des concessions qu'aucun opposant responsable ne pouvait dédaigner et « le silence que la presse internationale, occupée par les événements d'Europe, a fait là-dessus » n'était pas de nature à encourager les bonnes volontés.

Mais ces anciens professeurs, beaux parleurs, ne répondent pas clairement quand on leur demande s'ils se sentent solidaires du gouvernement au quel ils arrivent. D'ailleurs, leur langage a-t-il une chance d'être entendu dans les quartiers populaires de Port-Gentil, où l'on disait, vendredi soir, que la violence avait continué une bonne partie de la journée ?

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Lutte ouvrière et les Verts critiquent l'envoi de troupes françaises au Gabon. - M<sup>me</sup> Arlette Laguiller, dirigeante de Lutte ouvrière ( trotskiste ), estime que « sous le prétexte classique de protéger ses ressortissants », le gouvernement français a envoyé des troupes au Gabon pour « protéger les intérêts des grosses sociétés » et « contribuer au maintien de l'ordre ». Elle réclame « le retrait immédiat des troupes françaises stationnées en Afrique ». Les Verts estiment que « l'armée française pourra peut-être sauver le président Omar Bongo » qui a régné depuis vingt-trois ans sur le Gabon à l'ombre des baïonnettes françaises, mais ajoutent qu'une telle politique « conduit à la catastrophe ».

هكذا من الأصل



## EUROPE

### URSS

# M. Eltsine en tête pour la présidence de la Fédération de Russie

Le Parlement de la Fédération de Russie votait à nouveau samedi 26 mai pour élire son président et départageait M. Boris Eltsine, candidat des députés réformateurs, et M. Ivan Polozkov, un communiste orthodoxe. Vendredi, M. Eltsine avait manqué l'élection de trente-quatre voix, selon des résultats cités samedi par Tass. L'annonce des réformes économiques a par ailleurs provoqué une ruée sur les magasins d'alimentation.

#### MOSCOU

de notre correspondant

D'un coup, dans cette élection pour la présidence de la Fédération de Russie, ce fut le suspense. Seul encore en lice des candidats proches de l'appareil, M. Vlasov, venait, vendredi 25 mai en fin de matinée, de se retirer. Cela ne laissait plus face à Boris Eltsine qu'un jeune universitaire « indépendant », M. Morokine, et un conservateur a priori trop conservateur pour être crédible, M. Polozkov, premier secrétaire de Krasnodar.

Critique acharné de M. Gorbachev, le plus populaire des hommes politiques soviétiques

avait ainsi des chances de se retrouver à la tête d'une Fédération regroupant plus de la moitié de la population de l'URSS et couvrant les deux tiers de son territoire. Si cela se produisait, c'est tout l'échiquier soviétique qui en serait modifié, et le Parlement de Russie, puis Moscou, puis tout le pays furent soudain pris de fièvre.

Les députés ont voté. Il aurait, pour l'emporter, fallu 531 voix à M. Eltsine. Il en a obtenu 497 contre 473 à M. Polozkov, 32 à M. Morokine et 32 bulletins nuls. On revotait ce samedi. Le suspense était plus grand encore puisque M. Eltsine et Polozkov, deux Russes, deux « radicaux » de leurs camps respectifs étaient au coude à coude et que tout pronostic était hasardeux tant le blocage - tous deux au-dessous de la barre - était possible.

Restait donc, sur toutes les lèvres, une question : pourquoi M. Vlasov, premier ministre sortant de la Fédération et conservateur modéré, s'était-il retiré ? Si M. Polozkov était capable de recueillir tant de suffrages, n'aurait-il pas pu, lui, obtenir la majorité requise ? Ce soudain abandon ne devait-il pas, en d'autres termes, s'expliquer par un accord au sommet entre M. Gorbachev et M. Eltsine ?

Car après tout, si les deux

hommes sont liés par une franche inimitié et si le premier dénonçait encore publiquement le second il y a deux jours, il n'en reste pas moins que le président soviétique a besoin d'alliés. Pour conduire le pays à travers les épreuves des réformes économiques et du « passage au marché », il faut - lui-même le répète sans cesse - un minimum de consensus national. Il faut que des hommes bénéficiant d'un crédit de confiance dans la population appuient cette politique. Et cette alliance, disait lundi M. Gorbachev, doit se faire sans exclusive et regrouper « la gauche radicale et les conservateurs modérés ».

#### Ruées dans les magasins

De là à penser que M. Vlasov avait été sacrifié sur l'autel de l'ouverture à gauche, il n'y avait qu'un pas. Beaucoup le franchissaient et le spectacle qu'offraient vendredi les magasins soviétiques ne faisait que renforcer leur conviction.

Du long discours-programme prononcé jeudi par le premier ministre soviétique, M. Rykov, la population a en effet retiré une certitude : les prix vont augmenter. L'un après l'autre et le niveau de vie baisser. Chacun s'est aussitôt rué sur les rayons, raflant tout

pour stocker jusqu'aux denrées les plus périssables.

A Kiev, on a vendu en une journée 320 tonnes de pâtes et 140 tonnes d'huile de table. Le premier ministre ukrainien a dû appeler au calme de la tribune du Parlement républicain, et la municipalité de Moscou a de son côté décidé qu'on ne pourrait plus acheter, dans les deux prochaines semaines, de produits alimentaires dans la capitale sans fournir la preuve qu'on y réside.

Il y a déjà plusieurs mois que les Républiques baltes - indépendantes obligées - ont adopté des mesures semblables. La demande s'était en conséquence reportée sur Leningrad où l'on fait aussi ses courses sur passeport. C'est la crise, et c'est chacun pour soi.

B. G.

■ Menace de grève en Ukraine. - Les mineurs du plus grand bassin houiller de l'URSS, à Donetsk en Ukraine, ont menacé de faire grève pour protester contre le projet de réformes économiques, a déclaré vendredi 25 mai un de leurs représentants. Le premier ministre ukrainien, M. Vitaly Mossol, a déclaré le même jour au Parlement local que son gouvernement « s'opposait fermement » à la réforme. - (Reuters)

■ YOUGOSLAVIE : le premier ministre veut former un nouveau parti. - Le chef du gouvernement yougoslave, M. Ante Markovic, a annoncé vendredi 25 mai qu'il envisageait de former avec son gouvernement un nouveau parti favorable aux réformes politiques et économiques, et distinct de la Ligue des communistes (LCY) au pouvoir depuis quarante-cinq ans. Par ailleurs, les communistes de Macédoine, l'une des six républiques de la fédération, ont refusé de participer à la reprise, samedi 26 mai à Belgrade, des travaux du quinzième congrès extraordinaire de la LCY, interrompus en janvier dernier après le départ des délégations de la Slovaquie et de la Croatie. Le « Parti des transformations démocratiques » (ex-PC) de Macédoine déclare « inacceptable » la conception proposée par « une partie de la direction de la LCY » (allusion à la Serbie et au Monténégro) qui veut supprimer l'autonomie des ligues des différentes républiques et créer un parti centralisé. - (Reuters, AFP)

### ROUMANIE

## Un président débordant d'ecuménisme...

Les résultats définitifs de l'élection présidentielle du 20 mai en Roumanie, publiés vendredi 25 mai, confirment la victoire écrasante de M. Ion Iliescu, candidat du Front de salut national. Il a obtenu 85,07 % des voix. MM. Radu Campeanu, pour le Parti national libéral, et Ion Ratiu pour le Parti national paysan, ont recueilli respectivement 10,64 % et 4,29 % des suffrages.

#### BUCAREST

de notre envoyé spécial

Américains, Soviétiques, Turcs, Hongrois... C'est promis juré : Ion Iliescu, le président de la République roumaine, sera ami avec tout le monde ! Il serait même très heureux de recevoir le pape Jean-Paul II à Bucarest. N'a-t-on pas vu récemment Ion Iliescu se signer au cours d'une cérémonie reli-

gieuse ? « Je reste libre penseur, a toutefois précisé le président roumain au cours d'une conférence de presse vendredi 25 mai, mais dans mon évolution intellectuelle je suis devenu un libre penseur non athée. » Si Paris vaut bien une messe, 85 % des suffrages - le score de Ion Iliescu aux élections du 20 mai dernier - valaient bien un signe de croix...

Pour le reste, Ion Iliescu, élégamment vêtu d'un costume gris et d'une cravate « presque club », a été encore plus ecuménique que d'habitude : main tendue aux partis d'opposition, appel à tous les techniciens de bonne volonté, nouveau credo, en faveur d'une « voie roumaine » de transition vers l'économie de marché. Ion Iliescu n'a pas répondu à une seule question : qui va-t-il décevoir les premiers. Ceux à qui il a promis de tout changer ou ceux à qui il a promis de ne rien changer du tout ?

#### JOSE-ALAIN FRALON

LES RÉSULTATS OFFICIELS :  
- Front de salut national (FSN) : 85,07 % (233 sièges)  
- Union démocratique magyare : 7,23 % (23)  
- Parti national libéral : 6,31 % (20)  
- Mouvement écologiste roumain : 2,62 % (12)  
- Parti national paysan : 2,51 % (12)  
- Alliance pour l'unité des Rou-

### POLOGNE

## M. Mazowiecki lance un sévère avertissement aux cheminots en grève

Le premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, a adressé, vendredi 25 mai, un sévère avertissement aux cheminots en grève dans le nord-ouest de la Pologne, en affirmant que son gouvernement « ne cédera pas » à la « menace » des débrayages.

« Face à cette grève qui paralyse une partie du pays, le gouvernement fera preuve de fermeté », a-t-il déclaré, « car cette grève commence à prendre l'allure d'un jeu politique dangereux », a affirmé le premier ministre dans un discours prononcé à Wloclaw devant quelque 2 500 syndicalistes de Solidarité et retraités à la télévision. M. Mazowiecki a mis en garde les grévistes contre l'exploitation politique de leur manifestation, en ayant

visiblement à l'esprit la récupération de la grève par le syndicat OPZZ (proche de l'ancien Parti communiste).

L'exploitation par les « démagogues » de la grève des cheminots pour « conduire la Pologne à une guerre civile », a déclaré par ailleurs Lech Walesa, vendredi, dans un entretien diffusé par Radio-Varsovie, en citant en particulier le syndicat OPZZ et son président, M. Alfred Miodowicz. - (AFP)

■ Le premier ministre polonais à Paris. - Le chef du gouvernement polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, fera une visite officielle à Paris lundi 28 et mardi 29 mai.

### RFA : conflit au sein de l'extrême droite

## M. Franz Schönhuber quitte la présidence des républicains

M. Franz Schönhuber, soixante-sept ans, fondateur et président du parti d'extrême droite ouest-allemand les Républicains, a annoncé, vendredi 25 mai, sa démission en raison de la présence à la direction du parti, d'une petite clique d'extrémistes de droite.

#### BONN

de notre correspondant

Depuis quelques mois, la contestation grondait contre M. Schönhuber dans les instances dirigeantes des « Réps ». On reprochait au fondateur du parti son style de direction « égomane », et sa tendance à vouloir faire des Républicains une formation plus bourgeoise en effaçant au moins pour l'image extérieure,

les aspirations néo-nazies un peu trop visibles. La fronde interne était menée par le secrétaire général du parti, M. Harald Neubauer, qui, malgré son jeune âge - trente-huit ans - est déjà un vétéran des groupes d'extrême droite.

Profitant des absences de plus en plus fréquentes de Munich de M. Schönhuber, occupé par ses fonctions de député européen et son engagement dans les campagnes électorales régionales, M. Neubauer avait pris la haute main sur la section bavaroise des Républicains, la plus importante du pays.

M. Schönhuber a attaqué violemment « la petite clique d'extrémistes de droite qui s'est emparée des leviers de commande du parti, alors que la base est saine dans son immense majorité ». Mais il a annoncé son intention de reconquérir le parti en s'appuyant sur

cette « base » et de poser à nouveau sa candidature à la présidence lors du prochain congrès des Républicains, prévu pour la fin juin.

Cette crise chez les « Réps » intervient à la suite d'une série d'échecs électoraux cuisants : les Républicains n'ont obtenu que 1,5 % des suffrages en Basse-Saxe et 1,8 % en Rhénanie-du-Nord-Westphalie (le Monde du 15 mai). En 1989, ils avaient recueilli 7 % des suffrages à Berlin-Ouest et aux élections européennes. Interdits de candidature lors des élections du 18 mars en RDA, ils ne cessent depuis de voir leur influence décliner, en raison de leurs querelles internes et de leur absence dans le débat sur l'unification. Le potentiel électoral de l'extrême droite reste cependant de l'ordre de 5 %, selon les sondages.

LUC ROSENZWEIG

### ESPAGNE

## Un membre du GRAPO meurt en prison après six mois de grève de la faim

#### MADRID

de notre correspondant

Après six mois de grève de la faim, entrecoupée de périodes d'alimentation forcée, un membre du GRAPO (Groupe révolutionnaire antifasciste du 10 octobre) en prison, José-Manuel Sevillano, est décédé le vendredi 25 mai, après une longue agonie dans un hôpital de Madrid. Plusieurs autres membres de l'organisation, eux aussi en grève de la faim, sont actuellement dans un état très grave.

C'est le 30 novembre dernier qu'une soixantaine de prisonniers appartenant au GRAPO, une organisation responsable, depuis son apparition en 1975, de plusieurs dizaines

d'assassinats, avaient décidé d'entamer un jeûne pour une période indéterminée. Jusque-là regroupés dans un même établissement pénitentiaire, celui de Sorio, ils entendaient ainsi protester contre la décision, alors prise par le gouvernement, de les disperser dans différentes prisons aux quatre coins du pays.

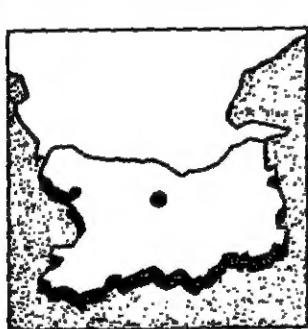
Le ministre de la justice allait toutefois se montrer intransigent, estimant que cette dispersion interdirait aux prisonniers de transmettre d'un commun accord, via leurs avocats, des instructions aux membres de l'organisation encore en liberté, et ordonna même l'alimentation forcée des gré-

vistes. Ceux-ci étaient dès lors alimentés lorsqu'ils perdaient conscience, ce qui freinait la détérioration de leur état physique, sans toutefois les stopper.

La mort de José-Manuel Sevillano, qui risque d'être suivie de celle de plusieurs de ses compagnons, ne semble pas avoir entamé la détermination du gouvernement.

En attendant, des mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises par les responsables des forces de l'ordre, le GRAPO ayant annoncé une vague d'attentats si l'un de ses membres venait à décéder en prison.

THURRY MALINIAK



## Le Monde

### SERVICE A DOMICILE

#### CAEN

## LE MONDE CHEZ VOUS TOUS LES SOIRS AVANT 19 H PAR PORTEUR SPÉCIAL

POUR 123 F PAR MOIS SEULEMENT

Vous habitez Rouen, vous pouvez bénéficier du service à domicile du Monde et de ses quatre avantages majeurs :

#### LA RAPIDITÉ

Le porteur du Monde passe chez vous chaque soir avant 19 heures pour vous remettre la première édition du Monde.

#### LA RÉGULARITÉ

Vous êtes certain de recevoir le Monde chez vous tous les soirs. Et même le samedi.

#### LA LIBERTÉ

Vous pouvez interrompre votre service du Monde à tout moment sur simple lettre.

#### LA SOUPLESSE FINANCIÈRE

Vous réglez par prélèvement automatique mensuel, soit 123 F par mois seulement ; le service à domicile est gratuit. Votre budget n'est donc jamais grevé.

Si vous souhaitez recevoir le Monde par porteur spécial, il vous suffit de nous retourner la demande de documentation ci-jointe le plus rapidement possible.

P.S. : Si vous êtes abonné au Monde et que le service à domicile vous intéresse, appelez le 06-04-03-21 (numéro vert - appel gratuit).

### DOCUMENTATION LE MONDE « SERVICE A DOMICILE »

Oui, je désire recevoir la documentation complète sur le service à domicile du Monde sans aucun engagement de ma part.

NOM : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ Bulletin à découper et à retourner à :

Adresse : \_\_\_\_\_ LE MONDE

Codé postal : \_\_\_\_\_ Localité : \_\_\_\_\_ SERVICE A DOMICILE

Tél. : \_\_\_\_\_ 1, place Hubert-Beuve-Méry

94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX



## DIPLOMATIE

### La visite de M. Mitterrand à Moscou

Suite de la première page

Deux mois après les élections en RDA et le démarrage de la conférence « 2 + 4 », les points de vue paraissent plus que jamais inconciliables. M. Mikhail Gorbatchev, campé sur ses positions, affirme qu'elles ne sont pas un « bluff », rappelle que l'URSS conserve le droit de maintenir des troupes en RDA et assure le tout d'une menace : celle de reconstruire une attitude « envers tout le processus de négociations en Europe », y compris dans les pourparlers sur le désarmement conventionnel à Vienne.

Mettez-vous à notre place, demandait-il en substance vendredi à l'ensemble des Occidentaux, en développant une rhétorique aux prémices fallacieuses. Si l'Allemagne unie et souveraine décidait d'adhérer au pacte de Varsovie, disait-il, ne pensez-vous pas que tous les équilibres européens seraient rompus, que tout le processus de dialogue pan-européen en serait définitivement compromis et que les négociations sur le désarmement n'auraient plus de sens ? Au déjeuner, M. Mitterrand avait coupé court à cette argumentation en invitant le président soviétique à regarder la réalité en face et à cesser de faire de la « politique-fiction ». Lors de la conférence de presse, il se contenta de rappeler le résultat des élections en RDA, le désir de la RFA de rester dans l'OTAN et le principe selon lequel la souveraineté ne se partage pas : « Un pays ne peut pas être à moitié souverain ».

Second élément de la panoplie rhétorique de M. Gorbatchev : la duplicité des Occidentaux. On ne peut pas, dit-il, prétendre qu'on fait confiance à l'Allemagne et vouloir à tout prix l'encadrer dans une alliance militaire. Et sur ce, il relance l'idée de la neutralité, l'idée d'une Allemagne sortie des blocs militaires et qui les aiderait à changer de nature pour se transformer en alliances politiques. Il y ajoute une variante : pourquoi, demande-t-il, l'Allemagne ne pourrait-elle prétendre au même statut que la France dans l'OTAN, ce qui est encore un moyen de répandre le désarmement et l'organisation militaire atlantique, inacceptable par l'Ouest.

#### Une complexité malgré tout

Deux positions s'affrontent, et pourtant, malgré la mechaïre portée du président soviétique, malgré la fermeté ciselée avec laquelle M. Mitterrand constate le désaccord, on sent une complexité entre les deux hommes.

Chacun dans son rôle, ils jouent le premier acte d'une partie de taille : la définition de l'Europe, de celle qui se cherche sur les débris de l'après-guerre et du mur. Pour M. Gorbatchev, il importe d'être ferme, menaçant même, pour faire comprendre tant à M. Bush qu'à l'Allemagne qu'il est réellement prêt à l'épreuve de force. S'il devait en arriver là, cependant, cela lui coûterait très cher, à lui et à son pays. C'est toute la bienveillance de l'Ouest à l'égard de la tentative de réformes soviétiques, toutes les possibilités d'appuis financiers occidentaux qui se trouvent mises en jeu. Ce serait grave, catastrophique même, pour l'URSS, qui a un besoin vital de réduire ses dépenses militaires, d'importer la technologie, de rebâtir son industrie et de se rebâtir elle-même, surtout, sans que le monde

extérieur ne joue la carte de son étonnement. Ce serait grave, mais l'appartenance à l'OTAN de l'Allemagne unifiée le serait, pense M. Gorbatchev, plus radicalement encore. Ce qu'il craint, c'est qu'un nouveau mur vienne couper l'Europe, que ce mur épouse les frontières occidentales de l'URSS et sépare une Europe de la prospérité d'une Union soviétique abandonnée aux cataclysmes de l'après-communisme.

Dans cette hypothèse-là, non seulement la Russie, rejetée vers la steppe, ne pourrait même plus prétendre au statut de puissance européenne, mais c'est aussi tout le parti européen de M. Gorbatchev qui serait mis en échec par l'Europe elle-même. Pour réussir, le président soviétique a besoin d'acrocher son pays à l'Europe, et ce besoin est tel qu'il est prêt à risquer pour cela la crise en Europe.

M. Mitterrand, lui, pense pouvoir contribuer à éviter cette crise. Surtout pas, bien sûr, en renouant le temps jusqu'à l'effacement russe d'il y a un siècle, puisque la France ne peut aujourd'hui, à aucun point de vue, jouer seule. Sa prospérité, sa stabilité, sa sécurité dépendent entièrement de la force de la Communauté européenne et de l'alliance atlantique dont elle est membre. Ce n'est qu'en tant que membre de ces deux ensembles qu'elle peut agir en faveur de l'unification européenne.

#### Des garanties pour les voisins de l'Allemagne

M. Mitterrand a redit à Moscou son souhait de voir s'amorcer, autour d'un « secrétariat » et de concertations ministérielles, la construction d'une « confédération » européenne. Et il a cependant souligné que c'est « à partir » de la Communauté que la France entendait agir et que ce projet ne se voit pas concurrentiel des institutions de coopération existantes qui pour l'instant remplissent leur mission.

Même si la « confédération » est une vision lointaine, M. Gorbatchev aura eu la satisfaction d'y être convié. M. Mitterrand est allé en outre au devant de ses préoccupations de l'heure. Car, s'il a catégoriquement déclaré que l'Allemagne unifiée avait le droit de vouloir rejoindre l'OTAN, il a aussi affirmé que ce choix allemand devait s'accompagner de garanties.

Celles-ci devraient être que le dispositif atlantique « ne s'avance pas » au-delà des frontières de la RFA, que l'intangibilité des frontières allemandes soit acquiescée, et qu'on « se mette d'accord sur le sort des armées stationnées dans les deux parties de l'Allemagne », le président semblant établir sur ce point une sorte de syncretisme nouvelle entre les forces occidentales en RFA et soviétiques en RDA.

M. Gorbatchev n'a pas pas pour autant suivi les perches tendues. Il ne songeait, à la veille du sommet de Washington, qu'à convaincre le monde de sa détermination — tout en sachant, et dans le détail, que la France est déjà prête à jouer les pompiers intéressés. Comme la Grande-Bretagne, elle est après tout puissance nucléaire et entend le rester. Si demain le problème de la sécurité de l'Allemagne devait se poser en termes nouveaux, pourquoi ne pas lui proposer une garantie nucléaire franco-britannique ? Mais de cela on n'a pas parlé — du moins, pas en public.

BERNARD GUETTA et CLAIRE TRÉAN

### De la Nouvelle-Calédonie à la Lituanie...

Décidé à se faire aussi paillard que possible pour son hôte sans pourtant rien renier, M. Mitterrand, face à la presse à côté de M. Gorbatchev, n'eut guère d'autre recours que de prendre un air extrêmement pointu, perdu dans d'autres pensées, lorsque M. Gorbatchev, au terme d'une longue tirade qui l'avait passablement échauffé, finit par comparer la Lituanie à la Nouvelle-Calédonie.

M. Gorbatchev, devant les caméras de la télévision soviétique, avait plaidé la « bonne volonté » dans l'affaire lituanienne, en affirmant que les autorités soviétiques avaient fait diligence et ne souhaitaient rien d'autre que le respect des lois (dont l'une prévoit une procédure de cinq ans pour l'ac-

cession d'une République à la souveraineté). S'attaquant au passage aux États-Unis (« un président américain aurait réglé l'affaire en 24 heures », sous-entendu par la manière forte), il présente comme une édifiante analogie le cas de la Nouvelle-Calédonie, que la sagesse française n'a pas su régler en moins de dix ans. « Notre Constitution prévoit une période de pas moins de cinq ans, mais je pense que ce sera plutôt le désir français », dit-il.

Après quoi il s'en prit avec ferveur aux « aventuriers » lituaniens, ceux « qui entraînent le peuple sur la mauvaise voie » et qu'il « alors qu'une solution politique semblait s'acquiescer, n'ont pas voulu faire ce cadeau à Gorbatchev avant le sommet de Washington ».

C. T.

## AMÉRIQUES

### COLOMBIE : l'escalade de la violence

#### Le couvre-feu a été décrété à Medellin à la veille du scrutin présidentiel

Malgré toutes les mesures de sécurité sans précédent prises à Medellin avant le scrutin présidentiel du dimanche 27 mai, la ville, si bien connue des narco-trafiquants, s'est transformée en véritable zone de guerre. Dans la nuit de jeudi à vendredi, vingt-neuf personnes ont été tuées au cours de plusieurs attentats, imputables selon la police aux sicaires des trafiquants de drogue qui se sont juré d'empêcher le scrutin de dimanche, ainsi qu'aux nombreux délinquants qui profitent du climat de terreur qui règne à l'heure actuelle en Colombie. Six civils sont morts sous les balles de mystérieux agresseurs dans le quartier de Manrique, et cinq autres dans un bureau de l'administration des permis de conduire. Les cadavres de cinq autres personnes, bâillonnées et menottes aux mains, ont été retrouvés près de l'endroit où une voiture piégée a explosé, tuant sept personnes (dont trois policiers et un enfant) et en blessant trente autres. Enfin, une femme policière

et un soldat ont été tués dans le centre-ville, de même que quatre malfruits, au cours d'un échange de tir avec la police dans le quartier chic d'El Poblado, où un attentat à la dynamite visait de faire trois blessés. En réaction, un couvre-feu de vingt-quatre heures a été décrété vendredi soir à Medellin. Cette mesure, qui est assortie d'une loi interdisant la vente et la consommation d'alcool, pourra être maintenue en vigueur en fonction de l'évolution de la situation. Dans le reste du pays, la vague de violence est également sensible. Ainsi à Jamundi, dans la grande banlieue de Cali — autre capitale de la drogue — douze personnes (sept militaires et cinq civils) ont trouvé la mort ces dernières vingt-quatre heures. Enfin, dernière tentative d'intimidation des narcotrafiquants, le cartel de Medellin a porté à 1 million de dollars la « mise à prix » de la tête du chef de la police secrète (DAS), le général Miguel Maza Marquez. — (AFP, Reuters)

BRÉSIL : les Verts interdits. — Les Verts brésiliens qui ont mené campagne pour la sauvegarde de la forêt amazonienne n'existent plus légalement. La Haute Cour électorale de Brasília a jugé que le parti présidé par le journaliste et écrivain Fernando Gabeira n'avait pas observé « toutes les dispositions légales » lors de la dernière élection présidentielle en n'étant pas représentés dans plusieurs États du pays. — (Reuters)

ÉTATS-UNIS : M. Ronald Reagan reporte un voyage en Europe pour raisons de santé. — L'ex-président Ronald Reagan a annoncé, vendredi 25 mai, le report d'un voyage qu'il devait effectuer en Europe, le mois prochain. Ses médecins lui ont conseillé de se ménager en raison de l'apparition de nouvelles adhérences aux intestins, conséquence probable, selon eux, de l'extraction d'un polype cancéreux en 1983. M. Reagan prévoit toujours, en revanche, de se rendre à San Francisco le 3 juin pour y rencontrer le numéro un soviétique, M. Mikhail Gorbatchev. — (AFP)

### ARGENTINE

#### Scènes de ménage présidentiel

BUENOS-AIRES de notre correspondant

C'est désormais à coups de décrets et de télé que le couple présidentiel argentin poursuit une scène de ménage qui occupe l'opinion publique depuis plus de quinze jours. Le dernier épisode d'une dispute largement médiatisée est passé par la publication, au Journal officiel, d'un décret signé par M. Carlos Menem et son conseiller présidentiel de M. Jorge Mazuchelli, qui était, en fait, le secrétaire particulier de M. Zumele Yoma de Menem. Celle-ci répliquait par un télégramme signé « Résidence présidentielle » où elle demeure seule depuis le 8 mai dernier dans lequel elle confirmait M. Mazuchelli dans ses fonctions.

« Zumele ne se rend pas », titrait alors Pagina 17, un quotidien de la capitale. La presse argentine suit avec passion les débâcles du couple présidentiel, une nouvelle (roman) qui prend de plus en plus la dimension d'une affaire d'État. L'éventualité d'un divorce qui, pour d'aucuns, semble la solution la plus indiquée au vu de la dégradation des relations entre le chef d'État et son épouse pourrait cependant un problème constitutionnel délicat et, bien que le couple présidentiel ne se soit pas marié à l'église, le président serait créateur d'une telle situation serait clairement inacceptable pour la hiérarchie catholique.

Ce n'est pas la première fois que Rome doit intervenir dans les querelles des Menem. L'ultime

réconciliation du couple, en 1988, après des années de séparation, quand Carlos Menem était déjà lancé dans la course à la présidence, aurait requis la médiation du nonce apostolique lui-même.

Le scandale lève aussi le voile sur de nombreuses intrigues de palais. Il attise la vieille inimitié qui oppose Zumele à son beau-frère, Eduardo Menem, président du Sénat, et trouve ainsi un écho au sein de nombreuses chancelleries qui manœuvrent pour le pouvoir au sein du péronisme.

M. Menem a clairement choisi ses amis parmi les ennemis politiques de son épouse : le secrétaire général de la CGT (Confédération générale du travail), Saul Usandini, qui, il y a encore quelques semaines, ne ménageait pas ses critiques à l'égard de la politique économique en cours, ou le colonel Mohamed Ali Saïneddin, leader de « Cara pintada », la droite nationaliste de l'armée, qui avait donné tant de fil à retordre au gouvernement antérieur. Au-delà des démentis purement conjugués — Zumele n'apprécie pas la vie privée mouvementée qui serait celle de son épouse, et le couple diverge sur l'éducation à donner à leurs deux enfants, — la première dame argentine se bat aussi pour le pouvoir. Ses ambitions ont été en partie rognées au lendemain de l'investiture de son mari, en juillet dernier. Elle avait annoncé à l'époque vouloir créer sa propre fondation d'aide aux défavorisés. Ses détracteurs l'ont alors soupçonnée de vouloir devenir la nouvelle Evita.

EDITH CORON

## ASIE

### BIRMANIE

#### Les militaires organisent des élections sous haute surveillance

Promises par la junte militaire, les premières élections sur la base du multipartisme, depuis le coup d'État du général Ne Win en 1962, ont lieu dimanche 27 mai, mais en l'absence des principaux opposants assignés à résidence ou détenus.

Si quatre-vingt-dix formations sont en principe en lice, l'opposition a été pratiquement décimée. Personnalité la plus populaire du pays, M. Aung San Suu Kyi est assignée à résidence à son domicile depuis juillet 1989 et sa candidature a été refusée. Le général Ne Win, officiellement à la retraite depuis juillet 1988, n'en continue pas moins d'inspirer la politique de ses successeurs. U Nu, l'ancien premier ministre renversé en 1962, âgé aujourd'hui de quatre-vingt-trois ans, est également en résidence surveillée et interdit de candidature.

En vertu de la loi martiale toujours en vigueur, les réunions et les meetings politiques sont interdits, de même que les rassemblements de plus de quatre personnes. La répression du mouvement étudiant avait déjà fait, en 1988, des milliers de morts. Le nombre de personnes détenues ou disparues depuis se compte également par milliers.

### EN BREF

CHINE : Pékin loue la « perspicacité » du président Bush. — Le premier ministre chinois, M. Li Peng, s'est félicité, vendredi 25 mai, de la « perspicacité » manifestée par le président Bush en renouvelant la clause de la nation la plus favorisée à l'égard de la Chine (le Monde du 26 mai).

Le Japon a également salué la décision américaine. « Le gouvernement du Japon espère que la partie chinoise prendra acte de cette décision et continuera également à faire des efforts », a ajouté, vendredi, le porte-parole du ministère japonais des affaires étrangères. — (AFP)

LIBÉRIA : l'armée a repris le contrôle du port de Buchanan. — Les troupes libériennes ont repris le port minéralier de Buchanan et tué plus de 350 rebelles dans le comté central de Bong, a annoncé, jeudi 24 mai, la radio officielle libérienne. Ce port d'une importance vitale, situé à 144 kilomètres à l'est de Monrovia, avait été

### Les relations entre le Japon et la Corée du Sud

#### La visite de M. Roh Tae-woo à Tokyo a scellé la réconciliation

TOKYO de notre correspondant

La visite au Japon du président sud-coréen, M. Roh Tae-woo, qui s'est achevée samedi 26 mai, s'est traduite par une réconciliation entre Séoul et Tokyo qui, au-delà du caractère protocolaire et formaliste des « regrets impériaux », pourrait ouvrir la voie à un renforcement de l'intégration régionale en Asie. Prenant la parole, vendredi, devant le Parlement japonais, M. Roh Tae-woo a tenu à marquer qu'une page dans les relations nippo-coréennes était bel et bien tournée, et que les séquelles du passé, la colonisation japonaise de la péninsule (1910-1945) — ne devaient plus entraver l'affermissement des liens entre les deux pays. « La malheureuse période que nous avons connue est relativement courte, compte tenu d'une longue histoire d'amitié et de bon voisinage entre nos deux pays », a-t-il déclaré.

Allant plus loin et appelant ses concitoyens à oublier le passé, M. Roh a rompu avec un tabou de l'historiographie officielle coréenne depuis la guerre qui fait peser sur le Japon la seule responsabilité de

tous les maux de cette période, opinion qui demeurait largement partagée par la population coréenne, qui manifeste toujours une attitude d'écœurement vis-à-vis du Japonais. « Les Coréens d'aujourd'hui, a-t-il dit, sont conscients que nous étions trop faibles pour nous défendre. Nous ne devons pas nous enfermer dans notre passé et condamner les autres ou éprouver des ressentiments à leur égard pour des choses dont nous sommes responsables. » A Séoul et dans plusieurs villes, les étudiants ont manifesté violemment, accusant le président Roh de « brader l'honneur national ».

Tout en soulignant les réticences japonaises à transférer des technologies à la Corée, M. Roh a déclaré : « Je pense que le développement de la Corée est aussi dans l'intérêt du Japon en ce qu'il contribuera au renforcement de l'économie de l'Asie du Nord-Est en général. » Une plus forte intégration régionale, donc un affermissement des liens avec Séoul constitue une première étape, est également une condition à l'affirmation, par Tokyo, de son poids dans la définition d'un nouvel ordre international.

PHILIPPE PONS

### INDE : à la suite de la répression

#### Limogeage du gouverneur au Cachemire

M. Jagmohan, gouverneur de l'État du Jammu-et-Cachemire, a abandonné ses fonctions, vendredi 25 mai, à la demande du gouvernement.

NEW-DELHI

de notre correspondant

Conseiller du premier ministre indien pour la sécurité nationale et ancien chef des services spéciaux (RAW), M. Girish Saxena lui succède. Cette décision intervient à la suite de la mort, le 21 mai, à Srinagar, d'une centaine de personnes, tuées par les troupes paramilitaires alors qu'elles s'apprêtaient à quitter l'entrée du Mirwaiz Maulvi Farooq, chef religieux musulman de la vallée du Cachemire assassiné par des tueurs non identifiés (le Monde du 26 mai).

Exécuteur d'une politique de répression sans nuances, M. Jagmohan, qui avait pris ses fonctions le 19 janvier, était haï par les Cachemiris, qui lui imputaient la responsabilité de la mort de Maulvi Farooq, mais aussi celle des innombrables bavures policières qui se sont produites depuis cinq mois. Sa démission était réclamée par le Parti du Congrès (I) de M. Rajiv Gandhi, mais aussi par la gauche et certains hauts responsables du propre parti du premier ministre, le Janata Dal.

En revanche, le Bharatiya Janata Party (BJP), parti hindouiste de droite, qui est partisan d'une politique « musclée » pour faire taire les revendications autonomistes des Cachemiris, et dont M. Jagmohan était très proche, a estimé, par la voix de son président, M. Advani, que le départ de l'ancien gouverneur était « une erreur monumentale ».

D'autre part, en ce qui concerne les efforts diplomatiques pour faire baisser la tension entre l'Inde et le Pakistan, provoquée par la crise du Cachemire, un porte-parole de la Maison-Blanche a indiqué, vendredi, que lors de sa visite à Moscou, le 15 mai, le secrétaire d'État américain, M. James Baker, n'avait pas réussi à convaincre les Soviétiques de la nécessité d'une initiative conjointe soviéto-américaine.

LAURENT ZECCHINI



# POLITIQUE

Les propositions de M. Joxe pour la Corse

## Un exécutif régional distinct de l'Assemblée aurait des compétences élargies

Le ministère de l'intérieur a rendu public, vendredi 25 mai, la lettre envoyée aux élus corses, mercredi et jeudi, pour leur soumettre les orientations actuellement retenues par M. Pierre Joxe pour rédiger un projet de loi global sur la Corse qui comporterait d'importants aménagements du statut particulier de l'île (le Monde du 26 mai) et pourrait être soumis au Parlement à la session d'automne.

Dans cette lettre, adressée aux parlementaires, aux membres de l'Assemblée régionale, aux présidents du Conseil de la culture, de l'éducation et du cadre de vie et du Conseil économique et social de la région Corse, le ministre de l'intérieur dresse d'abord trois constats, auxquels, écrit-il, il a abouti « avec la plupart des élus » rencontrés lors des consultations déjà effectuées ces derniers mois. Ces constats sont les suivants :

1) Les compétences dans les domaines cruciaux du développement économique et culturel sont trop souvent partagées de manière incertaine entre les différentes collectivités locales et l'Etat : elles ne sont pas suffisamment concentrées à un échelon de décision capable d'assumer pleinement les responsabilités qui en découlent.

2) Les adaptations législatives nécessaires n'ont pas pu être menées à bien dans ces secteurs. En effet, le statut de 1982 a rapidement perdu une grande part de son originalité avec la définition du régime général des institutions régionales (...).

3) La région Corse n'a pas trouvé l'efficacité et l'équilibre correspondant à l'évolution sociale et culturelle de la société insulaire dont chacun s'accorde aujourd'hui à reconnaître l'originalité et la personnalité (...). Au-delà des clivages de partis et de votes, chacun partage la conviction qu'un mode de développement pré-établi ne peut être imposé à la Corse en méconnaissant son identité culturelle et sociale.

### En dehors du droit commun

En fonction de ces trois constats, M. Joxe « pense qu'il convient de revenir aux principes mêmes de la décentralisation ». « Il appartient aux Corses eux-mêmes (...), continue, le ministre, de se déterminer sur les conditions de l'indispensable développement de la Corse, dans le cadre d'institutions établissant un lien tangible entre l'exercice des compétences et la responsabilité réelle de ceux qui ont la charge de les exercer ».

M. Joxe juge donc souhaitable de « procéder à une nouvelle définition des institutions locales en dehors du droit commun des régions ». Le ministre fait à ce propos référence à

l'article 72 de la Constitution (1).

Pour M. Joxe, « cette option (...) rendrait possible, par exemple, l'élection des membres de l'Assemblée de la région sur une base régionale (...). Dans le cadre de nouvelles institutions, on pourrait envisager (...) de donner à l'exécutif de la région davantage de compétences et donc de responsabilités en le dissociant clairement de la présidence de l'Assemblée elle-même. Les membres de l'exécutif, élus par l'Assemblée, seraient responsables des grands dossiers intéressant l'avenir de la région et, par exemple, présidentiel de droit tel ou tel office (...).

Selon les propositions de M. Joxe, les compétences de la région seraient élargies dans les domaines qui « à eux seuls justifient l'existence d'un statut particulier : aménagement et développement économique, transports, formation, culture et langue corses. Dans ces domaines, elle se verrait reconnaître la possibilité (...) de proposer ou de décider des adaptations nécessaires ».

Les nouvelles institutions auraient aussi la charge d'élaborer un plan de développement à moyen terme, un schéma d'aménagement spatial, un « ensemble cohérent de dispositions

dans le domaine des transports » ainsi que des propositions sur la fiscalité. Elles seraient aussi souveraines en matière culturelle et devraient, par exemple, élaborer un plan pour la langue corse « précisant notamment les conditions de son usage ».

M. Joxe souhaite que son texte d'orientation soit enrichi par un « large débat ». Il précise qu'il a tenu compte des « nombreuses propositions » qui ont été formulées ces derniers mois et que si elles paraissent « parfois contradictoires, elles ne paraîtront pas inconciliables à ceux qui mesurent les enjeux du

débat actuel pour l'avenir de l'île et veulent le conduire dans le respect du droit, de la paix publique et de l'identité de la Corse ».

(1) L'article 72 de la Constitution affirme : « Les collectivités territoriales de la République sont les communes, les départements, les territoires d'outre-mer. Toute autre collectivité territoriale est créée par la loi. Ces collectivités s'administrent librement par des conseils élus et dans les conditions prévues par la loi. Dans les départements et les territoires, le député du gouvernement a la charge des intérêts nationaux, du contrôle administratif et du respect des lois. »

## L'autonomie sans le dire

par Jean-Louis Andréani

TOUT en proposant un statut inédit pour une région de France métropolitaine, M. Pierre Joxe, dans la lettre adressée aux élus corses, réalise un assez joli numéro d'équilibre : le mot « autonomie » n'y figure pas une seule fois, alors que c'est, évidemment, de cela qu'il s'agit.

La prudence formelle du ministre de l'intérieur tient au fait que ce terme fait à une partie des élus locaux corses (RPR et MRG) l'effet

d'un chiffon rouge agité devant le muet d'un tableau. L'octroi d'un réel statut d'autonomie interne à la Corse exigeait, d'ailleurs, des modifications constitutionnelles qui n'entraient pas dans les intentions du gouvernement, pour qui le problème est déjà assez compliqué comme cela (1). C'est pourquoi les propositions de M. Joxe sont conçues comme pouvant s'appliquer dans le cadre strict de la Constitution.

Tel qu'il est rédigé avant d'être passé au crible des observations des élus corses, ce texte constitue, en effet, ni plus ni moins, une variante du statut d'autonomie de gestion qui, dans les TOM, particulièrement en Polynésie, a précédé l'obtention de l'autonomie interne. La conception qui le sous-tend évoque même certains aspects de ce statut, car elle renforce l'exécutif corse, dont la faiblesse endémique n'est pas pour rien dans l'immobilisme de l'Assemblée régionale.

Si le mot n'est pas prononcé, il s'agit bien de constituer un « gouvernement corse », issu de cette Assemblée, gouvernement dans lequel chaque « ministre » aurait la pleine responsabilité d'un secteur de la vie de l'île (en dehors, bien sûr, de la police, de la diplomatie et de la défense, entre autres). Ainsi, le futur « ministre » corse des transports détiendrait la présidence de l'office des transports, présidence qui échappe à l'actuelle Assemblée régionale, privée de tout moyen d'action réel dans ce secteur névralgique.

aussi difficile de dégrader une majorité. En fait, M. Joxe sait bien qu'il fait un pari sur la responsabilité des Corses eux-mêmes, dont la prise de conscience a grandement progressé ces dernières années.

Les Corses ont désormais la parole. Les premières réactions politiques sur place sont sans surprise. Toute la question est maintenant de savoir quels sont les contours de l'accord minimal dont M. Michel Rocard estime avoir besoin pour mettre en œuvre cette réforme. Comme il paraît difficile que ce consensus inclue tous les « grands élus » de la Corse, le gouvernement pourrait avoir à faire un choix difficile entre l'audace et le consensus. Avec, toujours, la même obsession : préserver la paix civile sur l'île.

(1) Selon par opposition du projet de statut particulier de 1982 pour la Corse, le Conseil constitutionnel avait déclaré ce projet conforme à la Constitution dans la mesure où il ne portait pas « atteinte au caractère indivisible de la République et à l'unité du territoire national » (article 2 de la Constitution). En outre, le Conseil constitutionnel demandait que le même régime électoral soit appliqué à tous les conseils régionaux de France : l'Assemblée de Corse ne pourrait donc pas être le seul élu au scrutin proportionnel sur une base régionale.

M. Giacobbi : la France. M. François Giacobbi, sénateur (MRG), président du conseil général de la Haute-Corse, déplore qu'à aucun moment la lettre de M. Pierre Joxe ne mentionne « la France ou la République ». M. Giacobbi rappelle que le MRG s'est toujours opposé à toute modification institutionnelle.

M. Rossi positif. M. José Rossi, député (UDF-PR), président du conseil général de la Corse-du-Sud, estime que les propositions de M. Joxe semblent « aller enfin dans le sens d'une réforme positive et réaliste », le statut de 1982 n'ayant « pas produit (...) les adaptations législatives et réglementaires concrètes attendues par la population corse ».

M. Simeoni : autonomie. M. Max Simeoni, député européen, dirigeant du l'Union du peuple corse (UPC), estime que « la proposition de Pierre Joxe permet la rupture avec le système ancien », mais il regrette qu'elle ne fasse « pas référence à l'autonomie » telle que l'UPC la conçoit.

M. Zaccarelli : développement économique. M. Emilio Zaccarelli, président du MRG, député de la Haute-Corse et maire de Bastia, observe que M. Joxe « propose des modifications institutionnelles » et affirme : « Nous n'en voulons pas. Nous demandons simplement un plan de développement économique, social et culturel. Nous ne demandons pas que la Corse sorte de la République ».

## LIVRES POLITIQUES

L'UNE des singularités du fascisme est de s'ouvrir à des chemins très différents, voire antinomiques, avant de les enfermer dans une étroite idéologie. On y vient par la droite, mais aussi, par la gauche ; avec les excès des extrémismes comme avec les craintes et le sursis du marais. La plupart de ces voies d'accès ont été décrites. Francis Arzallier s'est penché sur l'une des moins connues. « Au cours de la dernière guerre, un certain nombre de Bretons, Corses, Basques, Nord-Africains, ont suivi le même parcours, du militantisme régional à la collaboration active avec les occupants nazis ou fascistes », écrit-il dans une étude intitulée : les *Perdants* et consacrée à « la dérive fasciste des mouvements autonomistes et indépendantistes au XX<sup>e</sup> siècle ».

Si le sujet n'est pas entièrement neuf, il a cependant été longtemps couvert par le silence, pour diverses raisons, la moindre n'étant pas la difficulté de l'approche : la plasticité originelle du fascisme, évoquée plus haut, et sa diversité qui n'a d'égal que celle des mouvements autonomistes et indépendantistes, existant un sens aigu de la nuance dans l'examen de données si complexes. Afin de mieux cibler son enquête, Francis Arzallier s'est appuyé sur les chemins personnels des plus notables incarnations de cette dérive idéologique : l'avocat Hermann Blicher, autonomiste alsacien, qui devint pendant la guerre un suppléant du nazisme ; Petru Rocca, « maître à penser de la corse », qui fut condamné pour collaboration avec le fascisme italien ; Olivier Mordrelle, « just-qua-boutiste de l'indépendance bretonne », qui se mit au service des occupants allemands.

Derrière ces trois figures se dessinent des revendications autonomistes dont l'auteur rappelle combien elles étaient à la fois fondées et combattues par le pouvoir central. (Le tableau qu'il peint de la Corse depuis la conquête française décidée par Louis XV jusqu'à la III<sup>e</sup> République permet de saisir ce qui peut paraître incompréhensible ou anachronique dans l'action des indépendantistes actuels.)

Ces mouvements furent, en réalité, des mosaïques de revendications culturelles, religieuses, politiques, avec comme dénominateur commun « une extrême confusion idéologique et la cohabitation de militants parfaitement dissemblables par leurs options politiques et sociales, des réac-

## Dérives fascistes

tionnaires aux révolutionnaires ». Au reste, les mêmes contradictions s'observaient au sein d'autres courants régionalistes ou infra-nationalistes en Europe. Aussi bien, si certains autonomistes ont cru trouver leur voie dans le nazisme ou le fascisme italien, d'autres les ont combattus par conviction démocratique et parce que ce type de régime nationaliste, s'il lui arrive d'utiliser les particularismes de l'adversaire, ne saurait les tolérer sous son joug, comme on l'a vu en Espagne franquiste. L'auteur estime indéfendable la thèse selon laquelle il y aurait « une pente naturelle qui mène de l'autonomisme au fascisme ». Selon lui, ceux des autonomistes qui sont venus au fascisme y ont été conduits parce qu'ils partageaient déjà des convictions propres à l'idéologie contre-révolutionnaire. Textes à l'appui, à partir des personnages qu'il a retenus et de quelques autres, Francis Arzallier n'a aucune peine à étayer son jugement. « L'imprégnation fasciste » des années 30, qui a touché la plupart des courants politiques a d'autant moins épargné les autonomistes que ceux-ci s'abreuyaient à plusieurs sources.

Et, c'est ainsi que, paradoxalement, d'anciens séparatistes se prêtèrent à la nazification de l'Alsace, que des nationalistes bretons participèrent à la répression contre la Résistance aux côtés des occupants qui avaient pourtant mis un holà à leurs ambitions.

La revendication autonomiste sortira dévalorisée de ces épreuves, sauf là où, comme ce fut le cas en Corse, elle sut ne pas se compromettre aussi gravement.

L'auteur élargit son champ d'étude à la dérive en faveur des puissances de l'Axe des mouvements du monde arabo-musulman. Si la perspective de jouer l'Allemagne contre les colonialismes britanniques et français s'est mêlée, dans certains pays, à un germanisme plus ancien, le fascisme ne s'est pas durablement implanté sur ce terrain nationaliste. Au terme de ce survol des mouvements identitaires, Francis Arzallier observe que, s'il y a eu des passerelles idéologiques entre eux et le fascisme, on

ne saurait ignorer la fossé qui les sépare. « Chaque fois que la nation, la race, la religion, la langue, tout ce qui fait l'identité, passe avant l'homme, le risque de dérive est présent », conclut-il.

La leçon des erreurs du passé, qu'il remémore, reste actuelle. S'il est vrai que les hommes ont « un besoin d'identité », ils ne sauraient se définir, et encore moins se reconnaître pleinement, en quelques signes réducteurs qui isoleraient les uns et excluraient les autres.

Voici l'itinéraire d'un autre perdant, un « vaincu », que retrace Yves Guéhenot dans son étude sur Georges Valois (rééditée avec quelques modifications). Si Valois est venu au fascisme via l'Action française, après avoir côtoyé dans sa jeunesse les milieux anarchistes, c'est parce qu'il croyait pouvoir lutter plus efficacement contre le capitalisme. Et s'il est un « vaincu », c'est parce que « une partie au moins de son histoire est celle de l'échec en France d'une certaine forme de fascisme, d'un fascisme qui s'est refusé à la violence ».

Séduit par l'« illusion fasciste », Georges Valois, qui avait rompu avec la droite monarchiste pour fonder le *Faisceau* en 1925, fut déçu par le fascisme après le succès rapide mais éphémère de son mouvement. Sans doute était-il illusoire de croire que l'ordre fasciste ne se fonde pas sur la violence.

Il ne fut pas davantage entendu comme « apôtre d'une révolution syndicale et coopérative qui laisse indifférente la classe ouvrière et s'oppose au syndicalisme officiel », observe l'auteur. Georges Valois peut apparaître comme un personnage contradictoire, instable et versatile. Yves Guéhenot situe sa cohérence dans son aversion pour l'argent et son combat incertain pour l'homme. On peut voir en lui l'illustration d'une de ces époques confuses où certains croient trouver leur voie dans des engagements idéologiques différents et radicaux, au risque de s'enliser ou de se perdre. Il faudrait aussi apprendre à craindre les solutions prétendantment salvatrices qu'appellent régulièrement les temps d'incertitude. Il existe - s'en souvient-on ? - des remèdes pires que le mal.

Les *Perdants*, par Francis Arzallier. La Découverte, 268 pages, 150 F.  
Georges Valois, par Yves Guéhenot. Editions Erasmé, 326 pages, 120 F.

ANDRÉ LAURENS

### Préserver la paix civile

Bien que cela ne soit pas écrit dans la lettre de M. Joxe, l'idée du ministre est que cet exécutif aurait son propre président, issu lui aussi des rangs de l'Assemblée et dont le poste serait distinct de celui de président de l'Assemblée. Cette dernière fonction deviendrait, toutes proportions gardées, comparable à celle de président de l'Assemblée nationale, avec la dimension honorifique que cela suppose. C'est pourquoi, s'il le souhaite, cette fonction irait comme un gant à l'actuel président de l'Assemblée, M. Jean-Paul de Rocca Serra, le « renard argenté » du RPR insulaire, pour lequel M. Joxe a toujours manifesté beaucoup d'égard, même si les orientations des deux hommes sont substantiellement différentes.

L'analogie avec le régime parlementaire métropolitain trouve évidemment ses limites. Ainsi, dans l'esprit des propositions de M. Joxe, il n'est pas question que le gouvernement puisse être renversé par l'Assemblée. De même, celle-ci n'aurait pas de pouvoirs législatifs, ce qui différencierait ce régime de celui de l'autonomie interne. Toutefois, certains secteurs seraient délégués à l'Assemblée régionale. Dans les domaines restant de la compétence de l'Assemblée nationale, il est envisagé que les députés ne puissent pas légiférer sur la Corse sans avoir, au moins, pris l'avis de l'Assemblée régionale.

Ce montage politico-juridique n'évite pas un écueil : l'application de la proportionnelle intégrale pourrait faire coexister un exécutif stable avec une Assemblée où il serait toujours

RECTIFICATIF. - Rapportant, dans le Monde du 8 mai, une déclaration de M. Jean Pierre-Bloch sur l'entourage du maréchal Pétain à Vichy, nous avons, par erreur, donné le patronyme du poète Paul Fort à Paul Faure, ancien secrétaire général de la SFIO.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5268  
HORIZONTALEMENT

I. Un humain plus qu'humain. Eclair le monde. - II. Avec lui, il faut jouer le jeu. Qui sont donc bien suffisantes. - III. Est souvent mêlée aux grains. Oiseaux gâtés ou bien variétés de pigeons. - IV. Cours asiatique. Fait

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I															
II															
III															
IV															
V															
VI															
VII															
VIII															
IX															
X															
XI															
XII															
XIII															
XIV															
XV															

dans le noir. Bâton que l'on trouve dans de nombreuses mains. - 11. Avait des cornes. Eau. - 12. Porte la barbe. A le corps mou. - 13. Connu et reconnu. Fut très aimé. - 14. Fut inspiré par la religion. Créait des liens. Étoile qui s'est rapidement éteinte. - 15. Ont souvent un verre devant elles. Apporta une correction.

Solution du problème n° 5267

Horizontalement  
I. Carnéscopé. - II. Obsè. Lit. - III. Ur. Saie. - IV. Recoudre. - V. Sur. Sole. - VI. lres. Nat. - VII. Eon. Es. Na. - VIII. Reuses. IX. Patate. - X. Hamster. XI. Stase. Re.

Verticalement  
1. Courrier. As. - 2. Abrevoir. - 3. Me. Cerné. Ha. - 4. Essore. Upas. - 5. Seau. Sésame. - 6. Ide. Sats. - 7. Oléron. Sats. - 8. Pl. Ean. Tel. - 9. Est. Eglise.

GUY BROUTY



هكذا من الأصل



# SOCIÉTÉ

## RELIGIONS

Polémique autour du financement de l'Eglise catholique par le contribuable

### La révolte des libres-penseurs italiens

Attaques verbales, insinuations, campagne de presse, et enfin saisine de la Haute-Cour en attendant le verdict du Conseil constitutionnel. Cela n'a jamais été le grand amour entre l'Eglise catholique et les libres-penseurs d'Italie, mais le climat s'est tellement détérioré ces dernières semaines, que le pape lui-même a cru devoir jeter son poids dans la bataille. C'est que la querelle est sérieuse, puisqu'il s'agit du nouveau mode de financement de l'Eglise catholique italienne.

ROME

de notre correspondant

Pour la première fois, le gouvernement demande cette année aux contribuables italiens de bien vouloir indiquer sur leur déclaration de revenus s'ils sont d'accord pour réserver 0,8 % de leurs impôts aux œuvres et au fonctionnement de l'Eglise catholique. C'est un scandale anticonstitutionnel, s'écrient les intellectuels, agnostiques, athées et autres incroyants, rébélés depuis l'an dernier au sein d'un mouvement spécialement créé pour l'occasion. « La Charte 89 », « L'Italie, disent-ils, est, jusqu'à preuve du contraire, un Etat laïque. Nous n'avons pas à financer l'Eglise catholique. Qu'elle se débrouille avec le denier du culte ! ».

Devant l'assemblée plénière de l'épiscopat italien, Jean-Paul II en personne a répliqué le 17 mai : « Les citoyens qui apprécient les services offerts par l'Eglise sont appelés à assurer librement des ressources convenables, quoique modestes, à la subsistance des prêtres et au fonctionnement des structures nécessaires à la vie religieuse. » Selon l'évêque de Rome, la proposition de l'Etat est non seulement « conforme à son caractère démocratique », mais également « au concile Vatican II et au nouveau code de droit canon ». En clair l'Etat et le Saint-Siège, « après un long et difficile chemin », ont signé en 1984 un nouveau concordat. Il doit être respecté.

Un enjeu de 400 millions de francs

Les sommes en jeu sont énormes, puisque même s'ils demeurent les champions d'Europe de la fraude fiscale, les Italiens ont versé l'an dernier à l'Etat l'équivalent de plus de 50 milliards de francs au titre de l'impôt sur le revenu. Bref, si l'Eglise catholique était choisie par la totalité des contribuables, elle encaisserait environ 400 millions de francs par an. Coquette somme, quand on sait que le seul denier du culte recueilli dans les vingt-cinq mille paroisses d'Italie, ajouté aux revenus annuels propres de l'Eglise italienne (droits d'entrée dans les musées, location d'un parc immobilier, dons divers), « n'atteignent pas, selon un spécialiste, le dixième de cette somme ».

Il y a plus d'un siècle que l'Etat italien, en vertu du concordat précédent, verse une confortable obole à l'Eglise. Environ 200 millions de francs par an. Les libres-penseurs de la Charte 89 préféreraient-ils cette solution « anonyme » ? « Ce n'est pas le problème », répond M. Roberto Muggia, avocat du groupe. Avec le nouveau système, l'Etat pourra connaître les opinions religieuses de chacun et cela est inacceptable. »

Au moment de remplir sa déclaration de revenus, le contribuable n'a qu'un choix limité. Ou il offre ses 0,8 % à l'Eglise catholique, ou alors aux Adventistes du septième jour, à l'Assemblée de Dieu, ou à l'Etat. C'est tout, et c'est trop peu. Les autres confessions, soumises à la vieille loi fasciste de 1930 sur les « cultes admis », n'y figurent, par exemple, ni l'islam, ni les Témoins de Jéhovah - ont choisi de conserver l'ancien système des dons privés, avec possibilité de réduction d'impôts. C'est leur affaire. Mais si les contribuables

de ces confessions, ou d'autres, refusent ou oublient de remplir l'une des cases prévues, leurs 0,8 % seront de toute façon distribués à l'une des trois Eglises retenues et ce, de manière proportionnelle au nombre de « voix » obtenues par chacune d'entre elles.

« Pas de miracle »

D'où la fabuleuse campagne de publicité - radio, télévision, presse écrite, tracts, cassettes vidéo dans les églises, panneaux publicitaires, etc. - lancée depuis quelques semaines par l'épiscopat italien. Deux paniers d'osier, l'un rempli de poissons, l'autre de petits pains. Musique légère. Sur l'écran bleu, les paniers tressés se vident peu à peu. Comme par enchantement, la parabole de la multiplication des pains est inversée. Trente secondes de magie, puis une voix off, plutôt grave : « sans ton aide, on ne peut pas faire de miracle. Alors, ne nous oublie pas. » C'est avec ce message, avant la diffusion à coûté jusqu'ici environ 20 millions de francs, que l'Eglise catholique espère récolter les deux tiers au moins des quatre cents millions en jeu. Qu'en fera-t-elle ? C'est l'autre tollé soulevé par l'initiative du gouvernement italien.

Car s'il est prévu par la loi que l'Etat - comme les Adventistes ou l'Assemblée de Dieu - devra impérativement utiliser les

sommes allouées pour des œuvres caritatives, l'Eglise catholique italienne, elle, sera la seule à pouvoir dépenser l'argent comme elle l'entend, pour faire sa catéchèse, financer ses frais de fonctionnement ou la rémunération de ses prêtres. « N'oubliez pas », disait récemment M. Margiotta Broglio, président de la commission du concordat, que si l'immense majorité des Italiens sont catholiques, 20 à 21 % seulement sont pratiquants. Certes, mais, laissait entendre tout aussi récemment son homologue religieux, Mgr Attilio Nicora, pour les bonnes œuvres, l'Eglise est imbattable. Ajoutant : « L'Etat, lui, apparaît de plus en plus inexorablement bureaucratique ».

Au total, l'épiscopat italien apparaît si sûr de son affaire, qu'il a décidé, le 17 mai, au cours de son assemblée, d'augmenter de 20 % les pensions des prêtres et des évêques. Pour les prêtres, la rémunération nette passe ainsi à huit mille francs par mois. Et si, malgré tout, cela ne marchait pas ? Si les contribuables fantasques choisissaient par exemple en majorité de confier leur obole à l'Etat ? Pas de problème. Les accords de 1985 ont prévu que, quoi qu'il arrive, le gouvernement italien garantirait à l'Eglise catholique au moins 200 millions de francs par an jusqu'en 1992. La providence, c'est bien, mais rien ne vaut un bon et solide contrat...

PATRICE CLAUDE

## DÉFENSE

Face à l'instabilité du bassin méditerranéen

### M. Chevènement expérimentera en septembre une nouvelle hiérarchie du commandement

A compter du 1<sup>er</sup> septembre prochain, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a décidé de dissoudre la V<sup>e</sup> région militaire à Lyon et, sous l'autorité de ce PC de l'armée de terre, les cinq divisions militaires territoriales de Lyon, Clermont-Ferrand, Marseille, Montpellier et Ajaccio. A cette organisation du commandement se substitue une nouvelle chaîne hiérarchique qui crée, sous la dépendance d'une région militaire de défense « Méditerranée », deux circonscriptions militaires de défense à Lyon et à Marseille. Cette région militaire de défense « Méditerranée » a pour mission de contrôler les risques d'instabilité au Sud.

Selon M. Chevènement, qui a informé, mardi 22 mai, les syndicats du ministère de la défense, cette réorganisation est la première application du plan « Armées 2000 », approuvé l'an dernier par le gouvernement, pour simplifier les structures militaires et donner la priorité aux moyens opérationnels. Plus globalement, ce plan « Armées 2000 » consiste à ramener de trois à deux le nombre des corps d'armée français (non comprise la force d'action rapide), sous l'autorité directe d'un PC de la 1<sup>re</sup> armée installé à Metz et juxtaposé au commandement de la force aérienne tactique (FATAC). Les deux corps d'armée sont basés à Lille et à Baden-Baden (Allemagne).

La région militaire de défense aura pour tâche de coordonner la planification et l'emploi des forces de plusieurs circonscriptions militaires de défense, et elle élaborera les plans généraux de protection pour la défense du territoire. Sous son autorité, les circonscriptions

Un char américain ou un char allemand pour l'Espagne. - Le ministère espagnol de la défense a retenu le char américain M 60 (dans ses versions A 1 ou A 3) et le char ouest-allemand Leopard comme candidats au remplacement de ses chars américains M 48 et français AMX 30 qui, en attendant le choix final, devraient être modernisés. Le char AMX 30 a été construit sous licence par l'Espagne qui n'a donc pas retenu, parmi les candidats possibles, le nouveau char français AMX. Leclerc. - (AFP.)

militaires de défense sont plus spécialement chargées des formations qui ne relèvent pas des deux corps d'armée et de la force d'action rapide, de la mobilisation des réserves, des questions d'infrastructure et des relations entre civils et militaires.

M. Chevènement a précisé que la création à Lyon de la région militaire de défense « Méditerranée », avec ses deux circonscriptions militaires de défense à Lyon et à Marseille, est une première expérimentation du plan « Armées 2000 » et que cette réforme sera étendue ultérieurement à deux autres régions militaires de

## SPORTS

Finale de la Coupe Stanley

### Wayne Gretzky, le « Rembrandt du hockey »

Les Oilers d'Edmonton (Canada) ont remporté, vendredi 25 mai, la finale de la Coupe Stanley de hockey sur glace à Boston (Massachusetts) malgré l'absence de leur héros, Wayne Gretzky, vendu aux Los Angeles Kings. Meilleur marqueur de tous les temps, Gretzky est immortalisé par une statue de bronze à Edmonton.

MONTREAL

de notre correspondant

Lorsque Wayne Gretzky se regarde dans le miroir de sa chambre à Los Angeles, il peut se dire qu'il est toujours le meilleur hockeyeur du monde. Réaliste, il sait aussi, sans qu'aucune voix n'ait besoin de lui souffler, qu'il ne le restera plus très longtemps.

A vingt-neuf ans, Gretzky, le héros canadien exilé aux Etats-Unis depuis deux ans, a certes été, pour la huitième fois de sa carrière, le meilleur marqueur de la saison, mais son nouveau rival, Mario Lemieux, le centre des Penguins de Pittsburgh qui lui avait ravi ce titre en 1988 et en 1989, a été souvent blessé cette année. C'est ce qui souligne les mauvaises langues, avant d'ajouter que les scores de Gretzky sont en baisse.

Le héros peut commencer à fatiguer, il porte déjà sur sa tête les « plus beaux de tous les lauriers. » « The Great One », comme on l'a surnommé, avait déjà égalé ou battu cinquante et un records de la ligue « nationale » de hockey (1) lorsqu'il est devenu en octobre dernier le meilleur marqueur de tous les temps, totalisant 1 852 points (642 buts et 1 210 assistances) marqués en 11 saisons et 788 matchs. Dans le Panthéon du hockey,

il a ainsi détrôné l'Américain Gordie Howe, héros des années 50 et 60, qui avait dû jouer 1 767 matchs dans les 26 saisons de sa carrière pour obtenir 1 858 points.

Au-delà des records et statistiques, Wayne Gretzky aura surtout marqué son époque par son intelligence du jeu. Alors que ses prédécesseurs se sont souvent imposés grâce à leur stature et à leur force physique ; le « Rembrandt du hockey », presque délaissé avec son 1,80 mètre et ses 77 kilos, a invinciblement déjoué des forêts de bâtons et de patins en misant sur ses formidables dons d'anticipation, sa rapidité foudroyante et son extrême agilité sur la glace.

A trois ans, il vivait déjà sur la patinoire de fortune que son père, Walter, un modeste employé d'origine polonaise, avait construit dans le jardin de la maison familiale à Brampton, en Ontario, pour ses cinq enfants. A huit ans, il avait déjà à son actif cent quatre buts sur quarante matchs. Il est devenu célèbre à quatorze ans, trois ans avant de passer « pro ». Adolescent timide, il est engagé en 1979 au sein de l'équipe des Oilers d'Edmonton, admise l'année suivante au sein de la Grande Ligue. Les quatre Coupes Stanley (championnats) que la ville a remportées depuis, c'est à lui avant tout qu'elle les doit.

Propriétaire des Oilers, Peter Pocklington, l'homme d'affaires des grands abattoirs de l'ouest du Canada, ne s'est pas acquitté très longtemps de cette dette morale. Il a « échangé » Wayne Gretzky et deux de ses coéquipiers contre deux joueurs des Kings de Los Angeles, en faisant au passage 15 millions de dollars US. La nouvelle, annoncée le 8 août 1988, a fait l'effet d'une bombe. Le Canada se remuait à peine du mariage de son séduisant héros

blond aux yeux bleus avec une starlette du Missouri, Janet Jones, ancienne Miss Dance America, établie en Californie, à qui l'on ne reprochait guère que d'avoir pris des poses suggestives pour le magazine Playboy. Wayne Gretzky a donc émigré en Californie. Son salaire a augmenté d'un tiers pour atteindre, dit-on, deux millions de dollars par an. Sans compter les contrats de publicité. Les grandes firmes d'équipements sportifs, d'assurances et de boissons gazeuses (Coca-cola notamment), trouvent que ce génie du bâton, fervent adversaire de la violence au hockey, donne l'« image saine » d'un sportif responsable. De son côté, Bruce McNall, le propriétaire des Kings de Los Angeles, n'a pas regretté son investissement ; les ventes de billets ont doublé dans une ville où le hockey laissait plutôt de glace. L'équipe, qui se traînait au bas du classement avant l'arrivée de Gretzky, caracole maintenant parmi les meilleures.

Nouveau père de famille, Gretzky peut sans aucun remords envisager de terminer sa carrière dans le luxe californien. Comme pour prouver que personne n'est irremplaçable, les Oilers ont remporté sans lui les finales de la Coupe Stanley, vendredi 25 mai, aux dépens de Boston (4 victoires à 1). En reconnaissance de ses services rendus, la ville lui a quand même dédié, l'an passé, une statue de bronze, si haute que la gloire de Gretzky peu sembler indéboulonnable.

MARTINE JACOT

(1) Cette ligue est en fait nord-américaine. Elle rassemble vingt et une équipes, sept canadiennes et quatorze américaines.

## TENNIS

### Le tirage au sort des Internationaux de France 1990

M. Christian Taittinger, maire du seizième arrondissement de Paris, n'a pas eu la main très heureuse pour les joueurs et les joueuses françaises engagés à partir de lundi 28 mai aux Internationaux de France à Roland-Garros. Pascale Paradis affrontera en effet au premier tour la championne du monde Steffi Graf, Isabelle Demongeot rencontrera pour sa part la Tchèque Jitka Novotná, tête de série numéro onze. Sandrine Testud sera opposée au jeune espoir américain Jennifer Capriati ; Noëlle Vanlonthum rencontrera la championne en titre Arantxa Sanchez et Cathy Tuver, Natalia Zvereva tête de série numéro dix.

Chez les hommes si Yannick

Noah doit rencontrer un qualifié, les choses seront plus dures pour Henri Leconte qui aura en face de lui le Haïtien Ronald Agénor, et pour Thierry Tulasne face à l'Américain Jim Pugh. Au reste, les huitièmes de finale devraient théoriquement mettre en présence dans le tableau masculin Edberg et Perez-Roldan, Berger et Chesnokov, Agassi et Courier, Chang et Emilio Sanchez, Krickstein et Aguilera, Gustafsson et Gomez, Muster et Jaité, Steeb et Becker ; et dans le tableau féminin Graf et Tazari, Martinez et Garrison, Sabatini et Novotná, Fairbank et Catarina Maleeva, Fernandez et Reggi, Weisner et Sanchez, Manuela Maleeva et Zvereva, Gildemeister et Seles.

## ÉDUCATION

### Une lettre de M. Bernard Lugan maître de conférences à Lyon-III

M. Bernard Lugan, maître de conférences à l'université Lyon-III nous écrit après la publication dans notre édition du vendredi 18 mai d'un article intitulé : « Les ramifications de l'extrême droite à l'université » :

« Sous la rubrique « affaire Notin » vous écrivez : « M. Notin n'est pas le seul de sa famille politique à Lyon-III », et vous citez mon nom quelques lignes plus loin. Rien ne vous permet de me rattacher à la famille politique de M. Notin. La mienne est celle de la monarchie héréditaire et décentralisée.

Contrairement à ce que vous laissez entendre au moyen de l'arti-

ficé de l'anagramme, je ne suis membre ni du Front national ni de son conseil scientifique dont vous avez publié la liste il y a quelques semaines. La seule organisation dont je fus membre - il y a plus de vingt ans de cela - est l'Action française. J'ai donc un point commun avec de multiples responsables politiques actuels.

Le texte de la revue Identité que vous citez est tiré d'un interview et non d'un article que je n'ai aucunement écrit. »

[M. Bernard Lugan ne figurait pas parmi les enseignants de l'université Lyon-III par ailleurs membres du conseil scientifique du Front national énumérés dans notre édition du 18 mai.]

Antisémitisme : un universitaire de Nancy suspendu de ses fonctions. - Un professeur de l'institut universitaire de technologie (techniques de commercialisation) de Nancy a été suspendu de ses fonctions pour avoir proposé à ses étudiants, lundi 21 mai, un exercice de comptabilité utilisant le nom, fictif, d'une « société Carpentras » et des factures établies au nom d'un « monsieur Juf » et d'une « madame Antisémitie ». Le

recteur de l'académie de Nancy, M. Claude Mesliand, a estimé que, devant cette attitude « ahurissante », « une personne n'aurait compris que l'éducation nationale ne régit pas ». Quant à M. Jospin, ministre de l'éducation, il a déclaré, le 25 mai à Toulouse, qu'un tel sujet d'exercice, après les profanations de Carpentras, était « au mieux une preuve de mauvais goût ».















## RÉGIONS

Le projet de TGV-Transmanche

### Le design pour combattre l'angoisse

Le designer français Roger Tallon aménage avec ses confrères anglais et belges le futur train Transmanche. Pour combattre l'angoisse du tunnel, il a révélé par les travaux préliminaires, cela tombait bien : il est lui-même claustrophobe.

Eurotunnel, double angoisse : celle du tunnel et celle du passage sous la mer. Peut-on y remédier, sans demander au voyageur de se bourrer d'anxiolytiques ? De façon un peu maternelle, la réponse est esthétique. Le design comme remède. L'un des grands de la spécialité, Roger Tallon, s'y est attaqué.

« Cette question m'a turlupiné, explique-t-il, car enfin quelqu'un qui parcourt en métro le trajet Porte-de-la-Chapelle - Mairie-d'Issy fait le même voyage sous terre, environ trente kilomètres. Il y a donc autre chose qui effraie, une peur irrationnelle qui nous vient de loin : la transgression séculaire d'un passage de mer qui d'un seul coup se trouve à pied sec. »

Tallon retient le message, celui-là même que les psycho-sociologues de l'aéronautique lui avaient déjà livré auparavant. L'angoisse du vol aérien n'est pas une angoisse de mort au premier degré. C'est « Je vais être puni parce que je vole, ce qui n'est pas humain ». Il devient alors logique que l'aviation s'écroule, illogique qu'il vole. « Voler ou passer sous la mer, pour l'inconscient c'est pareil. Il s'agit de faire quelque chose qui on ne devrait pas. »

Avec son équipe, il s'intéresse alors aux trains fantômes des fêtes foraines, ces petits wagonnets qui circulent dans le noir, ces monstres qui surgissent et nous effraient, l'enfer, quoi... Tallon va jouer sur les espaces, les couleurs, les lumières. Et même le son, puisqu'il rêve, pour le Transmanche, d'un téléphone à chaque place comme raccordement au réel. Il a toujours eu pour principe de valoriser la lumière. « Pour ne pas créer de problèmes, il faut retrouver les conditions naturelles. Cela exclut donc l'artifice. Bien éclairer un appartement, c'est cela aussi. Les Français ne sont pas sensibles à la lumière, regardez les taudis bourgeois : avec les lustres on a remplacé les chandeliers, mais c'est toujours le dix-huitième siècle, la bougie. Dès qu'il n'est plus central mais rejeté à la périphérie, l'éclairage ouvre l'espace. Le volume paraît plus large, on a l'impression que la lumière est produite à l'extérieur, non à l'intérieur. Le claustrophobe que je suis « tient » son issue. »

#### Confiance dans l'insitution

Cette réflexion élaborée jadis pour le Corail est poussée plus loin pour le Transmanche (1). Il faut faire oublier au passager qu'il est enfermé dans une caisse en tôle, elle-même enfoncée dans un tunnel, lui-même enfoncé sous les eaux.

Les fenêtres sont regroupées par deux pour former des baies latérales, avec l'éclairage interne, produisant une lumière zénithale qui combat la claustrophobie. Dans l'hypothèse d'un transbordement par les quais du tunnel, en cas de panne par exemple, les rames sont aussi éclairées de l'extérieur. Ainsi l'angoisse qui ne perçoit pas de volumes effrayants reste confiant en l'institution qui le transporte. En outre, l'intensité d'éclairage des voitures est invariable, qu'on soit ou non sous la Manche.

Il y a aussi le confort, qui valorise et diminue l'anxiété par le sentiment de sécurité qu'il procure. « Le ferroviaire étant fédérateur, les différences ethnologiques de perception des couleurs n'ont posé aucun problème », assure Roger Tallon. Les sièges de seconde classe seront en velours rose flanelle et soie (couleur sécurisante pour les Anglais) ; les premières, plus

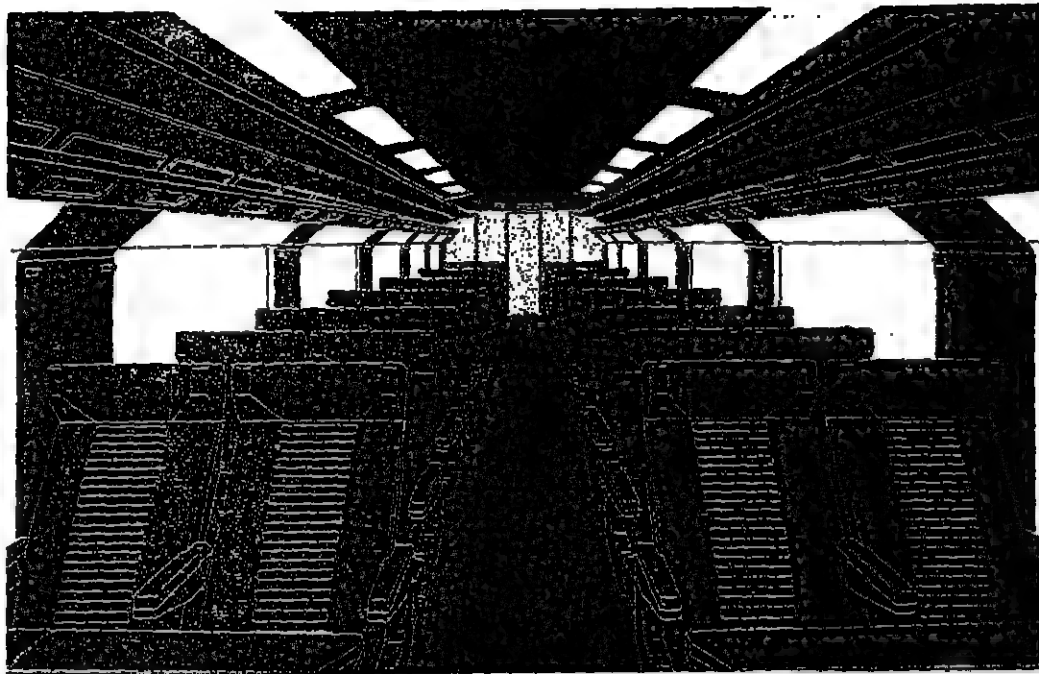


Diagramme d'éclairage de salle du futur TGV-Transmanche

neutres, dans la gamme qu'affectionnent les nantis : Tallon en est sûr, les riches n'aiment pas la couleur.

Deux nuances de gris, donc, pour les sièges, qui seront couverts de velours molletonné à grosses côtes et rehaussés de têtes rouges opéra. Les tables des vis-à-vis sont équipées de lampes. En première toujours, les passagers disposeront de coins fumeurs à l'extrémité des voitures. Le train comportera plusieurs nurseries et un bar de style anglais. Voyage nouveau style, nouveau règlement.

Les contraintes de sécurité vont venir dans le sens d'un confort accru : les voyageurs utiliseront deux porte-bagages aériens, un pour les valises, un pour les journaux. Dans les deux classes, les bas-parleurs installés à chaque place pour la diffusion des messages, la musique, les repos-pieds et de jolis stores ajourés à l'agrément de la traversée.

On oublie trop souvent que le Transmanche transportera surtout des Britanniques. L'emprunt sera pour eux synonyme de fête, de quête

d'exotisme. Le contraire de l'angoisse, pourrait-on croire. Tallon sourit : « Ce sont eux les plus angoissés, ils vont changer de nature, perdre leur caractère insulaire. D'ailleurs, ils le disent : les renards pourront-ils prendre le tunnel et leur apporter la rage ? »

CATHERINE NISAK

(1) Roger Tallon et son équipe ont travaillé sur les premiers TGV, puis le TGV Atlantique ; il poursuit avec le futur TGV national et les rames à deux étages.

### Trois régions mettent en commun leur tourisme

Le tunnel sous la Manche, qui fonctionnera à partir du 15 juin 1993, était une occasion extraordinaire de faire connaître aux Américains et aux Japonais les trois régions qui se trouvent à ses portes : le Nord-Pas-de-Calais français, le Kent britannique et la Flandre occidentale belge. Trois régions ignorées l'une par l'autre, que l'on interroge les touristes, ceux-ci déclarent avoir entendu parler de Cantorbéry, mais pas du Kent ; de Bruges, mais pas de la Flandre ; de Calais, mais pas de la région la plus septentrionale de la France.

Les responsables du tourisme des trois régions ont décidé de retenir le plus longtemps possible les visiteurs qui emprunteront le tunnel et de s'associer pour y parvenir. « Nous sommes partis de l'idée que nous pouvions offrir ensemble un triple dépaysement », explique M. Bruno Farniaux, directeur du comité régional du tourisme du Nord-Pas-de-Calais. « Pour persuader les visiteurs de s'arrêter un moment chez nous, nous pouvons offrir les châteaux et les pubs de Douvres, les abbayes et la bière flamandes, nos châteaux de la mer et nos fêtes nordistes. Nous avons donc discuté ensemble pour mettre au point des circuits et des séjours qui offrent, en plus de Paris, Londres et Bruxelles, les beautés

et l'art de vivre de nos trois régions réunies. »

Cette coopération a pris la forme d'informations croisées dans les brochures officielles, mais aussi d'échanges d'informations techniques sur les moyens de satisfaire une clientèle de plus en plus exigeante. Du côté français, on a déjà rénové 1 400 chambres d'hôteliers classiques sur le littoral ; on s'efforce de porter à trois et quatre étoiles les campings ouverts ; on persuade les banques, les stations-service et la SNCF d'améliorer la qualité de l'accueil et la pratique des langues chez leur personnel.

Dans le cadre de l'année européenne du tourisme, les trois régions ont choisi un logo commun. Elles ont décidé de participer ensemble aux Salons du tourisme de Londres, Bruxelles et Paris, d'éditer un « passeport Transmanche » mettant en valeur solennellement et de soutenir solennellement événements culturels marqués de part et d'autre du détroit. Un label commun de qualité de service a été mis en place. Il ne manque plus que le tunnel.

ALAIN FAUJAS

#### Un colloque à Caen

### Vivre et apprendre l'Europe

Quatre cent cinquante personnes de douze régions d'Europe se sont réunies du 17 au 19 mai à Caen, à l'initiative de la municipalité. Echanges, projets, ardeur militante.

CAEN

de notre envoyé spécial

Jean-Marie Girault, le maire (UDF) de Caen et sénateur du Calvados, a une conviction : « L'Europe, ce seront les peuples qui la feront. » Le premier pas est de se rencontrer. Lorsqu'il a confectionné sa nouvelle municipalité pour les élections de 1989, il est allé chercher un universitaire qui venait justement de créer une Association pour le développement des idées et activités européennes en Normandie (ADIE). Michel Lefranc, qui se veut farouchement « apolitique », partage et même devance les idées du maire : « Je suis fondamentalement et passionnément européen, avant d'être français », proclame-t-il.

Ce premier colloque « Girault-Lefranc » a donc vu le jour, avec la participation de quatre cent cinquante élus et spécialistes, dont une majorité d'étrangers (universitaires, médecins, urbanistes, juristes, etc.) venus, outre de Basse-Normandie, de onze régions d'Europe (1), surtout pour se rencontrer et faire concrètement vivre l'Europe dans la connaissance mutuelle et l'échange.

Au-delà des contacts humains et de l'enrichissement réciproque, les participants ont mesuré l'importance de la barrière des langues. Refusant l'irrésistible avancée de l'anglais, ils affirment que la construction de l'Europe « à la base » passe par un

apprentissage précoce (5 ans) d'une langue, puis d'une deuxième. Quelles initiatives concrètes prendre ? Par exemple former des enseignants de toutes disciplines à une langue supplémentaire de leur choix, en s'appuyant sur le programme européen Lingua. Ou encore, comme cela commence à se faire dans le cadre des échanges Caen-Portsmouth, utiliser les jeunes avec une nouvelle méthode d'hébergement « au pair » : la valiselle et la garde des enfants sont remplacées par des cours dans les écoles pour les élèves, les parents, les enseignants... Autre piste : utiliser les retraités de l'enseignement primaire et secondaire d'une ville ou d'une région, dans les cas des jumelages notamment.

Mais l'ambition de Michel Lefranc est de développer, à travers un réseau d'instituts qu'il voudrait créer, une véritable « éducation à l'Europe ». Caen joue les initiateurs avec la mise sur pied cette année d'un institut universitaire européen de région, qui a déjà accueilli deux groupes d'étudiants étrangers. L'originalité de cet institut est un enseignement à triple visée : linguistique (en s'appuyant sur les filières universitaires) ; connaissance de l'Europe ; stage dans un pays de la CEE. A l'étude pour la rentrée : la création d'un diplôme sanctionnant une année de cours, dont un tiers dans la spécialité de l'étudiant.

L'idée a séduit les universitaires qui participent en nombre à cette rencontre. Ils se sont aussi proposés de créer une banque de données sur les cursus, les activités de recherche et les conditions de vie des étudiants, accessible dans les divers pays de la Communauté comme, plus tard, à l'Est (2). Évoquée aussi, l'organisation d'un programme d'enseignement du management qui s'appuie sur les diverses « cultures » économiques de l'Europe.

Les ratonnements des travaux en commissions ont mis en évidence chez bien des participants le « feu sacré » de l'Europe vécue au quotidien, selon le mot de Michel Lefranc. Le maire-adjoint de Caen voudrait que son initiative soit imitée et que chaque région française noue aussi des contacts avec onze autres régions de la Communauté.

YVES AGNÈS

(1) Province d'Anvers (Belgique), Castille et León (Espagne), région de Coimbra (Portugal), Basse-Franchie (RFA), Luxembourg, comté de Galway (Irlande), Brabant septentrional (Pays-Bas), comté d'Aarhus (Danemark), Crète (Grèce), Devon et ville de Portsmouth (Grande-Bretagne), région de Puglia (Italie). Ces régions ont participé pour certaines d'une chaîne universitaire, le réseau de Coimbra.

(2) Des universitaires de Budapest, Prague et Varsovie étaient présents au colloque.

#### HAUTE-NORMANDIE

### Une ciné-cité UGC à Rouen

A la fin de 1991, Rouen accueillera « Ciné-Cité », le plus grand complexe de cinéma et de loisirs jamais construit en France par UGC. Cet hypermarché du cinéma sera construit sur un espace de deux hectares, en pleine zone portuaire, par la transformation de deux bâtiments industriels actuellement utilisés à des fins de stockage.

L'ensemble abritera 14 salles de cinéma d'une capacité de quelques 45 000 spectateurs. La plus grande salle offrira à elle seule 1 500 sièges de très grand confort, avec un écran géant de 320 mètres carrés. Elle pourra se muer en théâtre ou en salle de concert. Ainsi, « Ciné-Cité » consacrera 10 000 mètres carrés à d'autres formes de loisirs avec une vidéothèque, une brasserie, un restaurant, une salle de gymnastique, un bowling de 19 pistes, un night-club, ainsi qu'un espace important d'activités polyvalentes et d'expositions d'une surface de 2 000 mètres carrés. L'ensemble du projet se chiffre à 150 MF.

Selon Guy Verrecchia, PDG d'UGC, le doublement du nombre des salles rouennaises de cinéma avec la création de « Ciné-Cité » n'est pas un problème, dans la mesure où, contrairement à une idée largement répandue, le septième art n'est pas particulièrement en crise, mais plutôt en évolution constante, « avec des hauts et des bas ».

#### PAYS DE LA LOIRE

### Un groupement d'intérêt scientifique pour aider les PMI

Afin de favoriser les transferts de technologie en direction des PMI, quatre laboratoires des pays de la Loire ont décidé de rassembler leurs compétences au sein d'un groupement d'intérêt scientifique : le GEIPDEL (Groupement d'électrothermie des pays de la Loire).

Le GEIPDEL réunit ainsi le laboratoire d'induction de l'UT de Saint-Nazaire, le Laboratoire central des ponts-et-chaussées de Bouguenais, le centre d'innovation et de transfert de technologie en agro-alimentaire ADRIANT, de Nantes, et le laboratoire de thermocinétique de l'ISTEM de Nantes. L'ENTITIA (agro-alimentaire) de Nantes pourrait s'y rattacher.

La région des pays de la Loire ne disposait pas jusqu'ici de structure coordonnée d'aide à la recherche et

Cette page a été réalisée avec nos correspondants : Etienne Bange, Jean-Claude Chemin, Michel Lévyque. Coordination : Yves Agnès.

au transfert de technologie dans le domaine de l'électrothermie. Le GEIPDEL, issu donc de l'interaction entre la recherche et les PMI. Pour ce faire, les laboratoires participant bénéficieront d'une subvention de 4 millions de francs sur cinq ans dans le cadre du contrat de plan, Etat-région.

► GEIPDEL, IUT de Saint-Nazaire, 38, rue Michel-Ange, 44600 Saint-Nazaire.

#### POITOU-CHARENTES

### Le conseil régional investit en faveur de l'enseignement privé

La session de printemps du conseil régional Poitou-Charentes s'est ouverte par un débat sur l'aide à l'enseignement privé. Le sujet n'est pas nouveau, mais c'est la première fois qu'un non de la part du public et le privé le président Jean-Pierre Raffarin proposait d'investir dans les locaux.

Expédié le bilan du IX<sup>e</sup> Plan, escomptés les engagements financiers supplémentaires de 1990, toute l'énergie oratoire s'est concentrée sur ce chapitre, qui a fait monter les socialistes au créneau. Pour eux, la loi n'établit pas la parité, mais la primauté du public, et il n'est pas dans l'esprit de la décentralisation de subventionner l'immobilier privé. Même position du PCF, qui refuse toutefois de se laisser enlever dans un débat « entre un laïcisme sclérosé et un cléricisme désuet ». Au Conseil économique et social, quelques jours plus tôt, le porte-parole de la FEEN avait dénoncé l'atmosphère en taxant les partisans de l'aide à l'enseignement privé de mauvais foi !

Au terme d'un débat assez vif, la majorité UDF-RPR l'a finalement emporté. Ainsi la région s'engage-t-

elle à financer désormais, à hauteur de 40 %, les établissements techniques et agricoles inscrits au schéma régional de formation. Ceux-ci ne sont pas visés par la loi Falloux, qui ne s'applique qu'à l'enseignement général et limite la participation des collectivités à 10 %.

#### PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

### Une vidéothèque d'art lyrique à Aix-en-Provence

Une vidéothèque internationale d'art lyrique sera créée à Aix-en-Provence. La décision en a été prise par le conseil municipal à la quasi-unanimité de la majorité de gauche et de l'opposition de droite. Cette opération avait été envisagée à l'automne dernier par le maire, Jean-François Picheral (PS), et Jeanne Langlois-Glandier, alors présidente de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

La première source d'archives sera constituée par le fonds vidéo du Festival d'Aix. L'INA en possède des images depuis 1959 (le festival a été créé en 1948). Ce fonds aixois représente plus de quatre-vingt heures, documentaires non compris. De plus, les archives nationales « opéra » (autres que celles d'Aix) représentent quatre cents heures d'émissions. Dans la seconde étape, des accords internationaux seront menés visant à obtenir le dépôt des bandes des scènes lyriques les plus prestigieuses. Un bâtiment rénové de l'ancienne usine des allumettes sera aménagé. Le coût prévisionnel a été estimé à 3 millions de francs.

En année pleine, le coût prévisionnel de fonctionnement est établi à 2,3 millions de francs.

«A l'écoute de ses jeunes, Monsieur le Maire entendait déjà le groupe de Jazz dans la future salle de spectacle...»

...Tout naturellement, il a rencontré le Crédit Foncier.

CRÉDIT FONCIER

En premier, le Crédit Foncier.



Sept amendements rédigés en commun

## Accord entre les partenaires sociaux et M. Laignel sur la formation professionnelle

Entre M. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, et les partenaires sociaux, la hache de guerre est enterrée. Les deux parties se sont mises d'accord, le 23 mai au soir, sur sept amendements au projet de loi sur le crédit formation, la qualité et le contrôle de la formation professionnelle, qui seront déposés, au nom du gouvernement, au cours de la discussion devant le Sénat, les 31 mai et 1<sup>er</sup> juin.

Les partenaires sociaux et le secrétaire d'Etat ont élaboré plusieurs modifications considérées comme déterminantes au projet de loi sur le crédit formation. Pour répondre aux préoccupations du patronat et des syndicats qui gèrent paritaire la formation en alternance et, avec les régions, l'apprentissage, un code d'usage sera défini qui lève toute ambiguïté. Les pouvoirs publics ne tenteront pas de mettre la main sur ces dispositifs, contrairement à l'idée qu'on prêtait au secrétaire d'Etat. De plus, des experts signeront dans les futurs comités d'évaluation, désignés par les partenaires, les conseils régionaux et l'Etat, plutôt que composés d'élus politiques, à la fois juges et partie. Enfin, les procédures de contrôle seront allégées et les organismes de formation n'auront pas à subir la publicité de leurs abus, sauf en cas de récidive.

Mouvement des engagements, le CNPF, la CGPME et la CFDT, écrit le secrétaire d'Etat dans un communiqué rendu public le 24 mai, « considèrent que le texte (...) répond positivement à l'ensemble des demandes qu'ils avaient exprimées ». A la CFDT et au CNPF, on reconnaît avoir obtenu satisfaction sur le fond comme sur la forme, et certains syndicalistes estiment que « le contrat est marqué d'un point ». Théoriquement, cette situation nouvelle devrait faciliter le débat au Sénat sur le texte. On peut également supposer que le vote en deuxième lecture par l'Assemblée nationale n'en trouvera simplifié, alors que le résultat, en première lecture, avait été obtenu de justesse, grâce à l'aide de députés non-inscrits, débouchés par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail.

M. Laignel revient de loin. Après la séance du 4 mai à l'Assemblée nationale, ses chances de faire aboutir son texte sans dommages semblaient minces. Les députés, mais aussi les conseillers régionaux, mécontents de n'avoir pas été assez consultés, ne cachaient pas leur mauvaise humeur. Les sénateurs risquaient de mettre en pièces le projet. Pour la première fois depuis 1966, il devenait possible qu'un texte sur la formation professionnelle soit rejeté ou qu'il ne recueille pas l'unanimité des suffrages. Le CNPF, la CGPME, la CFDT et la CFTC rejoignent par la CFE-CGC menaçant de ne pas participer aux Entretiens Concorde, organisés par M. Laignel, si celui-ci ne modifiait pas son projet (le Monde du 18 mai). La CGT et FO n'étaient pas en reste. Le dossier semble désormais sur la voie du règlement.

ALAIN LEBEAUE.

Baisse du taux de chômage en avril

## Les nouvelles inscriptions à l'ANPE ont diminué de 15,7 % en un an

Publiés le vendredi 25 mai, les chiffres officiels du chômage en avril - M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, avait partiellement levé le voile deux jours auparavant (le Monde du 25 mai) - font apparaître une baisse de 22 900 en données corrigées (-0,9 % en un mois et -2,3 % en un an). En données brutes, le recul, sans précédent depuis le début de la crise, est encore plus impressionnant : on dénombre 2 430 900 chômeurs, soit une diminution de 88 500 en un mois (-3,3 % par rapport à mars, -2,2 % en un an). Le taux de chômage régresse de 0,1 point à 9,3 %.

Deux facteurs expliquent ce résultat considéré comme exceptionnel. Les nouvelles inscriptions à l'ANPE plongent de 12,5 % en un mois et de 15,7 % en un an et toutes les causes d'arrivée au chômage diminuent. L'autre raison, moins évidente, tient dans la montée en puissance des nouveaux programmes mis en place dans le cadre des plans pour l'emploi. Les contrats emploi solidarité (14 000) commencent à compenser la chute des TUC alors que les divers stages de formation se développent à nouveau et que les dispositions en faveur de l'emploi aidé, notamment par les exonérations de charges sociales, produisent de plus en plus d'effet.

Malgré ce dynamisme retrouvé, la durée moyenne de chômage (386 jours) s'allonge de 12 jours en un an et les chômeurs de plus d'un an représentent maintenant 32 % du total, contre 31,3 % il y a deux mois. Enfin, contrairement à une idée reçue, le nombre de chômeurs diminue dans les plus faibles qualifications mais augmente chez les employés, les agents de maîtrise (+2,3 % en un an) et les cadres (+3 % en un an).

A. La

## La Compagnie générale de papier céderait son carton à l'irlandais Jefferson Smurfit

Les acquisitions étrangères se poursuivent dans le domaine du papier-carton. Le groupe irlandais Jefferson Smurfit, 18<sup>e</sup> papeter mondial, s'apprête à racheter la division carton ondulé de la CGP (Compagnie générale de papier), filiale de la holding Novalliance, cotée au règlement mensuel. Le montant de la transaction avoisinerait les 200 millions de francs.

L'opération devrait être annoncée officiellement au début de la semaine prochaine. La CGP se contentait d'indiquer dans un communiqué, publié vendredi 25 mai, qu'elle entendait finaliser sa production de papier-carton ondulé en vue d'une cession « pour laquelle des négociations sont en cours ». La CGP, qui veut se concentrer sur des activités à plus forte valeur ajoutée, cède - via la Compagnie générale de papier - la production de ses usines d'Uzerches et de Chateau-Bernard (25 000 tonnes de papier pour ondulé et 22 000 tonnes de carton et caisses pour ondulé) et celle de l'usine de Font-de-Maraix (26 000 tonnes de papier et 23 000 tonnes de plaques et caisses).

## Un entretien avec M. Heinz Ruhnau président de la Lufthansa

Suite de la première page. Nous ne chahurons pas de stratégie. Nous ne prenons pas d'autre participation dans des compagnies aériennes de l'Est : nous croyons d'abord au développement interne. Nos trois domaines de croissance resteront l'Europe - et elle ne l'arrête pas à l'Elbe -, l'Asie et le fret.

Est-ce que la Commission de Bruxelles ne regarde pas d'un œil méfiant vos fiançailles avec Interflug, au nom de la protection de la concurrence ? Elle nous a écrit de façon informelle et nous allons lui répondre. Je constate que la Commission ne connaît pas très bien le monde de l'aviation. Nous ne sommes pas des libéraux. D'accord, nous croyons aussi que c'est la bonne voie. Malheureusement, elle ne se préoccupe pas de l'engorgement des infrastructures, des aéroports, des couloirs aériens, de la répartition de l'espace avec les militaires. Une libéralisation sans infrastructures suffisantes aboutira à transférer à d'autres institutions les réglementations.

M. Bernard Attali a raison

## Les contrôleurs aériens de Nice suspendent leur grève

Les quarante-neuf contrôleurs aériens de l'aéroport de Nice-Côte d'Azur ayant décidé de suspendre leur grève de grève pour le 26, 27 et 28 mai, le trafic devrait progressivement revenir à la normale. Air France invite cependant les passagers à se renseigner avant de se rendre à l'aéroport, à Paris, au 43-35-61-61, à Nice au 93-83-91-00.

A Nice toujours, les agents de conduite de la SNCF ont décidé de suspendre la grève jusqu'au dimanche 26 mai à 14 heures, tandis que les agents des gares ont décidé de poursuivre leur mouvement. Enfin, le trafic aérien pourrait être perturbé lundi 27 mai par un arrêt de travail des contrôleurs et électroniciens du centre de contrôle d'Albi-Montauban, qui règle les flux aériens de tout le nord de la France.

## Le FMI débloque des crédits pour l'Argentine

Après plusieurs mois de négociations avec le gouvernement de Carlos Menem, le Fonds monétaire international (FMI) devait débloquent, vendredi 25 mai, un crédit stand-by pour l'Argentine (1). Celui-ci avait été accordé, en novembre dernier, pour un montant total de 1,4 milliard de dollars. Mais une nouvelle poussée d'inflation avait retardé l'octroi du prêt. Le déblocage d'une tranche de 240 millions de dollars est évidemment bien reçu par les autorités argentines dont la tâche ne sera pas facile. L'inflation entre avril et décembre ne devrait pas dépasser 65 % alors que l'inflation entre avril et mai a déjà atteint 20 %.

Les résultats économiques des deux derniers mois sont cependant encourageants. L'austérité, la monnaie nationale, est restée ferme par rapport au dollar, et l'inflation est passée de 95 % en mars à 11,4 % en avril. Les responsables argentins veulent voir les premiers succès de la politique de réformes et d'austérité qu'ils ont engagée. Celle-ci est récemment passée par des mesures aussi brutales que la mise à la retraite anticipée de 80 000 fonctionnaires ou la suspension par l'Etat de tout paiement à ses fournisseurs depuis plus de deux mois. Le président de la Banque centrale, M. Javier Gonzalez Fraga, pourra se prévaloir de ces résultats, à Washington, où il assiste à la réunion avec le FMI.

## EN BRIEF

Le maire de La Ciotat demande l'annulation des chantiers navals. M. Jean Pierre-Lafont, maire UDF de la Ciotat, a engagé le vendredi 25 mai une procédure en référé auprès du tribunal de grande instance de Marseille pour obtenir l'expulsion des salariés de Lexmar (en grande majorité des membres de la CGT) qui occupent la partie nord du site des chantiers navals. Depuis janvier 1990 à la commune qui s'était opposée à la banque Worms (celle-ci agissant au nom de l'Etat), pour 45 millions de francs. La commune veut y construire une cité administrative et un grand parking. Cette action judiciaire, décidée selon M. Lafont après l'échec de négociations entre les pouvoirs publics, la CGT et Lexmar, risque d'accroître la tension à La Ciotat.

General Motors va produire des voitures en RDA. Le numéro mondial de l'automobile a confirmé, vendredi 25 mai, qu'il commencerait à assembler des véhicules en RDA dès l'automne prochain. Dans un premier temps, 10 000 modèles Vectra de la firme Opel, filiale

ouest-allemande de General Motors, seront montées chaque année dans les usines automobiles d'Eisenach (sud-ouest de la RDA). Cette opération qui devrait aboutir à la fabrication de 150 000 véhicules en 1993 sera réalisée dans le cadre d'une société conjointe avec le constructeur est-allemand Auto-Union (AWU). L'investissement de départ est fixé à 20 millions de deutschemarks. Dès à présent une réduction des effectifs des usines est envisagée : ceux-ci devraient passer de 8970 à 7000 en 1993.

Grève de 7 000 techniciens à l'aéroport de Londres. Vendredi soir 25 mai, 7 000 techniciens de British Airways, à l'aéroport de Heathrow, près de Londres, ont commencé une grève sauvage et illimitée pour protester contre une tentative de la compagnie d'imposer de nouveaux plans de travail. La compagnie a décidé d'assurer ses deux cents vols par jour au départ de Heathrow en faisant appel à cinq cents cadres pour assurer le travail courant.

Mme Rolande Ruelan, nouveau directeur de la CNAV.

## Réduction du déficit commercial américain

Le déficit du commerce extérieur des Etats-Unis s'est sensiblement réduit au premier trimestre 1990, revenant à 26,4 milliards de dollars contre 28,7 milliards au quatrième trimestre 1989, soit une baisse de 8 %. Ces chiffres calculés sur les données de la balance des paiements - et non sur celles des douanes - sont les meilleurs enregistrés depuis la fin de 1983. Ils s'expliquent notamment par une progression des exportations plus forte que celle des importations (+4,7 % contre -1,6 % entre le dernier trimestre 1989 et le premier trimestre 1990). La poursuite de la croissance des ventes américaines à l'étranger a surtout concerné les biens industriels et l'agriculture.

La première joint-venture (société commune) nipponne a été créée à Varsovie par deux anciens ministres communistes du précédent gouvernement, a indiqué vendredi 25 mai l'agence officielle PAP. Poinippon doit promouvoir les produits et le savoir-faire japonais sur le marché polonais et servir d'intermédiaire entre le Japon et les pays occidentaux. La partie japonaise comprend, selon PAP, la société électronique Rid P. Le capital polonais est détenu par quatre actionnaires dont MM. Sekula et Wilczek qui furent vice-premier ministre et ministre de l'industrie du gouvernement Rakowski. (AFP.)

## Le Cyclope 1990 est paru

La quatrième édition du Cyclope, les Marchés mondiaux, vient de paraître aux éditions Economica (500 p., 400 F.) sous la direction de Philippe Chalmel et Jean-Louis Gombaud. Les auteurs apportent un éclairage détaillé sur l'évolution des grands marchés de matières premières au cours de l'année passée, ainsi qu'une analyse en perspective du commerce international, des économies d'Europe de l'Est et d'Afrique.

Année après année, le Cyclope confirme sa place de choix au milieu de la littérature consacrée à chacun des produits de base. Outre des séries statistiques complètes et suivies, cet ouvrage (toujours plus volumineux depuis sa première version en 1986) renseigne clairement sur la stratégie des grandes firmes de négoce et des Etats producteurs. Les grands marchés industriels ne sont pas occultés, puisque Cyclope ouvre son œil sur l'automobile, la chimie, le ciment et même les semi-conducteurs, que les auteurs considèrent non sans raison comme des matières premières...

Marie-Louise von Franz  
**RÊVES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI**  
de l'Hermetisme à Descartes et à C.G. Jung  
Editions Jacqueline Renard  
DIFFUSION DERVY-LIVRES  
Cet ouvrage sur l'Hermetisme, la PSYCHOLOGIE ET RELIGIONS  
Se trouve au 10 rue de la Harpe - 75002 Paris

هكذا من الأصل



PARIS

A pas comptés

Deux séances de hausse, deux de baisse, cette nouvelle semaine de quatre jours, entrecoupée par la fête de l'Ascension ressemble à s'y méprendre aux deux précédentes marquées par le désir des investisseurs de souffler, sans pour autant se désengager. Elle s'achève, comme la précédente sur une petite bouffée de hausse (+0,56 %) agrémentée, en plus, d'un record. L'indice CAC 240, l'un des deux indicateurs de santé de la place parisienne a culminé mercredi à 562,90, dépassant enfin son précédent sommet (561,8) atteint le 11 octobre dernier. Le CAC 40, jeune indicateur créé au premier jour de 1988, clôturait vendredi la semaine à 2111,9, à 0,81 % de sa meilleure performance (2129,32) établie voici plus d'un mois, le 20 avril.

La semaine aura été marquée mardi par la fin du mois boursier de mai. Cette liquidation quasi stable (-0,67 %) a démenti pour la troisième année consécutive le célèbre dicton « in may sell and go away », dont l'équivalent en français se résume à « en mai, prend l'ossille et tire-toi ». Après la progression de 11,24 % en avril, due en grande partie au retour massif des investisseurs étrangers sur le marché, les positions ont consolidé leurs gains sans prendre trop d'initiative. Un peu comme si, à ce niveau, il fallait, pour l'instant, avancer à pas comptés afin de

ne pas vaciller à la moindre déconvenue. Ainsi, après une séance sans grand intérêt lundi (-0,38 %), le marché devenait très actif le lendemain, dopé par le nouveau record du Dow-Jones à New-York. Tant et si bien que la dégradation du commerce extérieur français (4,3 milliards de francs de déficit en avril) annoncé ce jour-là eut peu d'effet. L'indice CAC 40 enregistrait son meilleur score de la semaine (+1,09 %) et poursuivait sur sa lancée durant une grande partie de la séance le lendemain. Toutefois, au fil des heures, la perspective imminente d'un jour férié jeudi et surtout d'un grand pont pour beaucoup d'intervenants freinait les ardeurs (+0,39 %). Vendredi, comme prévu, dans un marché amorphe et déserté, les valeurs se dépréciaient de 0,54 %. Seule des applications sur près de 1,6 % du capital de Michelin retenaient l'attention.

Lafarge et Elf très actifs

Lafarge et Elf-Aquitaine auront été parmi les titres les plus actifs de la semaine. La signature, mercredi, par le groupe pétrolier d'un accord de coopération avec les autorités soviétiques ouvrant pour la première fois directement à une firme occidentale l'exploration et la production de gisements d'or noir en URSS a été saluée sur le moment par la Bourse. Mais, la dégradation du climat politique au Gabon, où le pétrolier français a des intérêts

importants, a terni l'événement. Elf perdait 3,6 % vendredi et sa filiale Elf Gabon après avoir dégringolé de plus de 10 %, limitait les dégâts en ramenant la chute à -5,7 %.

Chez Lafarge, la sérénité a du mal à revenir car « personne n'y voit très clair » et n'arrive à interpréter les mouvements boursiers. Seul événement concret cette semaine, le renforcement de l'autocontrôle du groupe à 5,3 % après l'achat par l'Espagnol Aslind de 1 % du capital de sa maison mère. Mais, cette acquisition n'a en soit rien de révolutionnaire. Elle était prévue depuis un an, lors de la reprise par le cimentier français de cette entreprise ibérique. L'assemblée générale de Lafarge, réunie le 30 mai prochain, lèvera-t-elle un pan de ce voile mystérieux en obligeant un éventuel nouvel actionnaire à se manifester ?

Cette crainte du « raidier caché » ne hante plus le groupe Bouygues depuis le réaménagement de son capital. Évoquant ce thème, lors de l'assemblée annuelle lundi, le président du numéro un mondial du STP, M. Martin Bouygues a révélé que les actionnaires « amis » détenaient désormais 48,6 % du capital de la société et 54,2 % des droits de vote.

La perspective de ces rendez-vous annuels avec leurs actionnaires devrait accélérer le réajustement dans l'affaire Paribas-Mixte. Un accord serait en bonne voie prévoyant un désengagement du groupe de M. Fournier dans Paribas où il ramènerait sa participation à moins de

10 %. Dans le même temps, la Compagnie financière de la rue d'Antin céderait 12 % à 15 % des 40 % qu'elle détient dans la Mixte.

Le chapitre des OPA s'est enrichi de deux offres, l'une amicale, l'autre inamicale, portant à chaque fois sur des firmes dotées d'actifs immobiliers. La première concerne le rachat par Magnat, entreprise rassemblant des investisseurs autour du promoteur M. Jean-Claude Aaron, des Entrepôts et magasins généraux de Paris (EMGP). Cette firme a été cédée par le groupe Axa pour la somme de 3,2 milliards de francs (4 066 francs par action).

Une contre-offre, faite par la Samvac, société marseillaise dirigée par M. Jean-Claude Pick, sur la Coffia (Compagnie financière France Afrique) a bloqué la transaction que s'appropriait à faire la BNP avec la famille Fleury Duval. Ces derniers proposaient de reprendre au prix de 2 019 francs l'action les 57 % détenus par la banque. L'offre concurrente est à 2 100 francs. Elle valorise à 545 millions de francs la Coffia, cet ancien holding de tête de la BIAO qui possède deux immeubles, l'un à Paris, l'autre à Dakar.

Plusieurs annonces d'évolution de participations ont rythmé la semaine à commencer par le renforcement du groupe Pinault dans le CFAO (33,13 %), et l'arrivée de la Financière Strafor comme actionnaire de référence dans la firme d'outillage Facom avec 16,5 % du capital.

DOMINIQUE GALLOIS

NEW-YORK

Chaud et froid

Le chaud et le froid auront soufflé successivement à Wall-Street cette semaine. Après avoir battu à trois reprises, lundi, mardi et mercredi, son précédent record et culminé à 2856,26 points, le Dow Jones a abandonné durant les deux séances suivantes et principalement vendredi la presque totalité de ses gains. Cet indice des valeurs vedettes a clôturé la semaine à 2 820,92 en baisse de 34,63 points par rapport à la veille. A l'origine de ce mouvement, de nouvelles inquiétudes quant à l'instabilité des taux d'intérêt, malgré de nouveaux signes de ralentissement de la croissance. De plus ce mouvement a été amplifié par une vague de ventes, à la veille du long week-end de Memorial Day.

Dans ces conditions d'un vendredi à l'autre, le bilan est quasi nul, le Dow Jones s'étant apprécié de 0,03 %.

Les hausses ininterrompues jusqu'à mercredi ont été stimulées par la diminution lente mais persistante des taux d'intérêt obligataires. Les statistiques publiées tendaient à confirmer une croissance économique molle mais saine, sans pression exagérée de l'inflation: les commandes de biens durables ont chuté de 4,1 % en avril

et la croissance du produit national brut (PNB) au premier trimestre a été révisée à 1,3 % contre 2,1 %, précédemment annoncée. Toutefois, un premier point d'ombre est apparu jeudi avec la légère hausse des taux sur les bons du Trésor à trente ans. Les prises de bénéfices se sont accentuées vendredi, la faiblesse des titres de haute technologie troublant les investisseurs. Ces valeurs avaient en effet contribué en grande partie à la récente reprise de la Bourse new-yorkaise.

	Cours 18 mai	Cours 25 mai
Alcoa	65 3/4	65
AT&T	42 1/8	41 5/8
Biochem	77 1/8	81 3/4
Chase Man. Bank	26	25 3/4
De Post de Nouvel	40 1/2	39 1/4
Eastman Kodak	40 1/8	40 1/2
Exxon	68 1/8	66 1/2
Ford	47 1/8	46 5/8
General Electric	68 1/4	68 3/8
General Motors	47 7/8	48 7/8
Goodyear	33 3/4	34 1/2
IBM	116 1/4	116 3/8
ITT	56 1/4	55 7/8
Mobil Oil	62 1/4	60 3/4
Pfizer	60 1/8	62 1/2
Schlumberger	56 3/4	55 1/8
Tesoro	29 3/4	29 1/2
UAI Corp. (ex-Allegis)	153 1/2	150 1/2
Union Carbide	19 1/4	19 7/8
USX	33 5/8	33 7/8
Westinghouse	42 7/8	44 7/8
Xerox Corp.	72 1/8	70 1/2

LONDRES

Moins 0,15 %

A un début de semaine enthousiaste en raison d'une faible progression des crédits bancaires en avril, a succédé une forte baisse après l'annonce d'un déficit de 1,78 milliard de livres de la balance des paiements courants britanniques en avril. L'indice Footsie des cent principales valeurs s'est finalement déprécié de 0,15 %, dans un marché peu actif, notamment à l'approche d'un long week-end de trois jours. La semaine précédente, les valeurs avaient progressé de 4,3 %, anticipant une entrée rapide de la livre dans le système monétaire européen (SME).

Indices à FT du 25 mai : 100 valeurs 2.265,6 (contre 2.269,1) ; 30 valeurs 1.800 (contre 1.793,3) ; Fonds d'Etat 78,25 (contre 78,74) ; mines d'or 211,2 (contre 207,1).

	Cours 18 mai	Cours 25 mai
Bovator	584	512
BP	322	318
Charter	418	425
Comptons	321	335
De Beers (*)	15,50	15
Glaxo	797	785
GUS	13,50	13,50
ICI	11,50	11,57
Reuter	11,47	11,57
Shell	459	453
Unilever	673	667
Victors	216	227

(\*) En dollars.

FRANCFORT

Moins 1,1 %

Les querelles sur l'union monétaire inter-allemande ont fait réfléchir la bourse de Francfort qui a perdu 1,1 %. Le marché a été désagréablement influencé par la surenchère du parti social-démocrate SPD, principale formation d'opposition de RFA, sur le traité inter-allemand sur l'union économique, monétaire et sociale, alors que son assentiment est indispensable à une prompt ratification du texte.

De plus, des nouvelles négatives en provenance des entreprises ont contribué à assombrir la tendance. Le groupe de chaudronnerie lourde Deutsche Babcock a ainsi averti ses actionnaires qu'il fera l'exercice sur une perte. Thyssen (sidérurgie, mécanique) a annoncé des résultats semestriels en léger retrait.

Indices du 25 mai : DAX 1.823,17 points (contre 1.843,59) ; Commerzbank 2.242,80 points (contre 2.281,7).

	Cours 18 mai	Cours 25 mai
ABG	296,50	298
BASF	296,20	292,50
Bayer	299,50	296,50
Commerzbank	297	276,50
Deutschebank	775,50	775
Hochtief	287,50	284,18
Kasseler	487	486
Mannesman	363	361,50
Siemens	746,10	719,50
Volkswagen	588	591

TOKYO

Rétablissement confirmé

Ouvrant lundi à 31 987 yens pour clôturer à 32 793 yens, l'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo confirme le rétablissement engagé il y a trois semaines. Un autre signe traduit ce retour d'optimisme: les volumes ont franchi, vendredi, la barre du milliard de titres traités, faisant de cette journée l'une des plus animées depuis le début de l'année.

« C'est la fermeté du yen qui tire le Nikkei et non le contraire » estime Joel Jeunell, de la Société Générale Securities, la maison de titres japonaise de la banque française. Le yen a en effet repris du poids vis-à-vis du dollar. La devise américaine, qui valait 154 yens lundi, était cotée en fin de semaine moins de 150 yens.

La prudence reste pourtant de mise. Le potentiel de croissance reste limité. « Les taux sur le marché obligataire demeurent attractifs », poursuit l'analyste de la banque française.

Valeurs à revenu fixe

	18-5-90	Diff.
PIKE 10,6 % 1976...	100,05	-0,15
6,80 % 1977...	117,70	-1,40
10 % 1978...	100,15	-0,25
9,30 % 1978...	99,90	+0,08
9 % 1979...	98,65	-1,05
10,80 % 1979...	101,10	+0,05
16 % 1982...	100,37	-0,09
CNE 3 %...	371,8	+30
CNE 5 000 F...	99,50	-0,12
CNE 5 000 F...	100,20	inch.
CNI 5 000 F...	99,58	-0,07

L'atmosphère des locomotives du marché, les grands fonds d'investissement est également source d'interrogations. Ne vont-ils pas être tentés de sortir du marché une fois que le seuil des 33 000 aura été franchi et reporter leurs intérêts sur l'Europe ? L'heure, ils investissent la Bourse de Tokyo. Fidèles à leurs traditions, les quatre grands (Nomura, Daiwa, Nikkei, et Yamaichi) se sont réunis vendredi et ont décidé de pousser une dizaine de titres dont les noms n'ont pas été précisés.

La publication des résultats des entreprises cotées (+10 %) a été un bon événement. « La nouvelle a été conforme aux attentes des analystes », explique l'un d'entre eux. Elle n'a eu aucun effet sur les cours. En définitive, les valeurs exportatrices ont fait les frais du regain de vigueur du yen. Sony par exemple a perdu 200 yens. En revanche, les actions des sociétés orientées vers le marché japonais se sont bien comportées, en particulier les compagnies d'électricité comme Kansai Electric et les chantiers navals (Nippon Kokan, Mitsui...).

de notre correspondant BRUNO BIROLLI

	Cours 18 mai	Cours 25 mai
Alcatel	1 070	1 030
Bridgestone	1 530	1 530
Canon	1 720	1 770
Fuji Bank	2 750	2 850
Honda Motor	1 820	1 800
Mitsubishi Electric	2 260	2 160
Mitsubishi Heavy	978	1 070
Sony Corp.	8 680	8 550
Toyota Motor	2 420	2 470

Matériel électrique

	25-5-90	Diff.
CGE	633	+2
CSF (ex-Sigaus)	392,50	-13,60
Général des eaux	2 722	+39
IBM	672	+20
Internelectronique	1 356	+56
ITT	320,50	+5,70
Legrand	4 490	+40
Lyonnais des eaux	735	+16
Matra	410	+2
Mertin-Gerin	6 260	+288
Moulinex	127	-0,50
PM Labinal	1 101	-53
Radiotechnique	710	-11
Schlumberger	318,50	+3,70
SEB (I)	1 312	+18,50
Sextant-Avionique	671	-7
Siemens	2 430	-90
Thomson-CSF	127,10	+0,10

(1) Coupon de 27,50 F.

Pétroles

	25-5-90	Diff.
BP-France	159	+2,80
ELF-Aquitaine	711	+7
Esso	701	+54
Exxon	270	+2
Petrolina (2)	1 900	+69
Prinogit	826	+1
Raffinage (Fr. del.)	226	+1
Royal Dutch	430,30	+15,70
Sogehap	525	-7
Total	701	-21

(1) Coupon de 9,90 F.

(2) Coupon de 68 F.

Alimentation

	25-5-90	Diff.
Beghin-Say	931	+56
Boulogne	3 440	+80
BSN	887	+11
Carrefour	3 740	+69
Euronorm	950	+150
Guyenne et Gasc.	1 127	+17
Moët-Hennessy	4 630	+151
Nestlé	35 080	+80
Océid (Gle.)	779	+4
Oliver	381	-12
Pern-Ricard (1)	1 267	+49
Primoled	4 200	inch.
Sil-Louis-Bouchard	1 585	+9
Source Pénier	1 759	+14

(1) Coupon de 13 F.

Valeurs diverses

	25-5-90	Diff.
Accor	990	inch.
Air liquide	740	+7
Arjomann	2 545	-15
Bic	599	-8
Bil	718	+18
COIP	1 460	+18
Club Méditerranée	648	+11
Exilor	2 471	-6
Euro-Disney	1 05	-2,50
Europe I	1 416	+4
Eurotunnel	50,90	+0,90
Groupe Cifé	910	+40
Hachette	417	+17
Havas	684	+7
Navigation mixte	1 900	-40
Nord-Est	201,50	+3,50
L'Oréal	5 450	-40
Saint-Gobain	585	+17
Safran	1 035	+16
Saunders Châtillon	338,10	+8,10
Stas Rosignol	1 080	+20

Banques, assurances

	25-5-90	Diff.
Bad Equipement	328	+16,90
Banque (C*)	645	-7
Cicreim	249,70	+2,80
CCF	1 407	+10
CFI	496	+4
Chargers	1 093	+3
Eurifrance	2 475,50	+1
CPK	2 101	-77
Midland Bank	1 378	-2
Hélio (La)	646	+26
Locifrance	513	-7
Lucidus	347	-31
Midland	1 168	-2
OFF	1 920	-75
Paribas	680	-19
Prétabail	1 195	+3
Schneider	1 134	+4
Société générale	618	-4
Suez (C* fin.)	472	+2,60
UAP	625	-7
UCB (*)	226,20	+1,20

Métallurgie

	25-5-90	Diff.
Alsip	563	-12
Avions Dassault-B	498	-13
De Dietrich	2 000	+94
Façon	1 760	+160
Five-Lite	430	inch.
Marine Wende	445,10	+20,10
Probat	607	+15
Prugnot SA	839	+6
Sagem	1 440	+51
Strafor	1 285	inch.
Valco	641	-7
Valloire	402,20	+11,20

Produits chimiques

	25-5-90	Diff.
Ind. Mérieux	4 690	-60
Lab. Bell	2 751	+21
Raoult-Lafite	2 327	-27
SASF	995	+5
Bayer	1 000	-8
Hoechst	965	+5
Imp. Chemie	113	+4,60
Norsk Hydro	177,10	+0,10

Filatures, textiles

	18-5-90	Diff.
Agache (Fin.)	1 635	-45
BHYO	770	+19
Bouygues	631	+24
Danart	3 439	+269
DMC	605	+6
Galeria Lafayette	1 890	+92
La Redoute	3 200	+80
Nouvelles Galeries	771	+22
Printemps	707	+29
SCOA	29,10	-1,90

Bâtiment, travaux publics

	25-5-90	Diff.
Axill, d'entr	1 039	+8
Bouygues	665	+65
Ciments français	1 752	+25
Dumez	648	-23
GTM	1 605	+54
Immo. Phéas	116,30	+8,30
J. Leclerc	023	-46
Lafarge	472	+4
Poliet et Chausson	621	+20
SOE-SB	257	+5

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 25 mai 1990

Nombre de contrats : 27 596.

	COURS	21 mai	22 mai	23 mai	24 mai	25 mai
Premier	-	-	-	-	-	-
+ haut	-	102,50	102,52	102,54	-	-
+ bas	-	102,34	102,36	102,54	-	-
Dernier	-	102,40	102,38	102,54	-	-
Compensation	-	102,40	102,40	102,44	-	-

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	21 mai	22 mai	23 mai	24 mai	25 mai
RM	2 835 664	4 915 072	-	3 227 963	-
Comptant	-	-	-	-	-
R. et obl.	8 274 877	4 688 660	-	7 152 776	-
Actions	219 139	412 726	-	320 683	-
Total	11 329 680	10 016 458	-	10 701 422	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1989)

françaises	102	102,8	-	103,3	-
étrangères	94,8	95,8	-	96,4	-



# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### L'amélioration du marché de l'ecu se confirme

L'amélioration du marché des titres en écu pourrait amener prochainement le Trésor français à ouvrir une des transactions libellées dans la devise européenne. Il est fort question d'une nouvelle tranche de titres libellés en écu, qui s'ajouteraient aux obligations 9 % de dix ans de durée. Lorsque cet emprunt sera lancé, le rendement qu'il procurera aux investisseurs sera de 1 % supérieur à celui des fonds d'Etat de même durée libellés en francs français. Le coût très élevé du service de cette dette avait alors conduit à limiter le montant de l'opération à environ un demi-milliard d'écus, vendredi, au lendemain de l'Ascension, les titres en écu ne rapportaient plus que 57 points de base (soit 0,57 %) de plus que ceux en francs.

On sait que la baisse des rendements de l'ecu est essentiellement due à la perspective d'une adhésion de la livre sterling au système monétaire européen. Le franc français ne bénéficie pour sa part d'aucun soutien de ce genre et, d'une manière générale, les spécialistes estiment maintenant peu probable que les taux d'intérêt qui y sont liés diminuent bientôt. C'est ainsi que s'explique la multiplication récente d'emprunts non swapés en eurofrancs français. N'espérant pas de meilleures conditions, les investisseurs qui tiennent à lever des fonds en francs ne cherchent pas à différer leurs projets. Le Crédit commercial de France, la banque la plus dynamique dans ce compartiment, sollicite le marché pour 750 millions de francs d'euro-obligations dont elle entend émettre le produit tel qu'elle l'aura recueilli. Sa transaction sera rémunérée au taux facial de 10,25 % l'an durant six ans. A son lancement, mercredi 23 mai, elle rapportait 69 centimes de plus que les fonds d'Etat comparables.

Une seconde émission en eurofrancs français a été lancée la semaine passée, dont le produit est carté, swapé, mais qui, pour autant, ne contredit pas les prévisions générales. Le débiteur, l'Interfinance crédit national, a en effet conclu un contrat d'échange qui ne concerne que le mode de rémunération de son emprunt de 500 millions de francs. Au lieu d'un taux fixe, il lui faudra servir un intérêt variable, de 0,10 % inférieur à la référence du Pibor, le taux offert sur le marché de Paris. Telle qu'elle se présente aux investisseurs, la transaction que dirige le Crédit commercial de France est assortie d'un coupon de 10,25 % l'an pour une durée de trois ans. Les obligations sont assimilables à

celles émises il y a environ un mois pour un même montant par l'intermédiaire de Paribas. Parallèlement, l'interfinance s'est adressée à un autre marché, celui du franc luxembourgeois qui, par le truchement de la Kredietbank, lui a fourni l'équivalent d'une cinquantaine de millions de francs français à des conditions encore meilleures puisqu'il ne lui en coûtera, après swap, que le taux du Pibor moins 0,15 %. Le marché luxembourgeois offre fréquemment de bonnes possibilités d'arbitrage mais pour des montants restreints.

#### Une mesure d'urgence en francs suisses

Un emprunteur international venant à lever des fonds en francs suisses court un risque souvent insoupçonné de lui. Il s'expose à essayer publiquement le refus d'une partie de la communauté financière locale si son projet ne suscite pas l'approbation générale.

Une telle mesure d'urgence vient d'arriver à un des meilleurs débiteurs du monde, la Banque européenne d'investissement. Cet organisme a fait mardi dernier la proposition suivante : 200 millions de francs de titres de dix ans de durée, à 102 % du pair et remboursés au taux facial de 7,25 % l'an. Ces conditions sont très exigeantes, trop pour autoriser l'espoir d'un placement rapide des obligations auprès des investisseurs. Plus d'une douzaine de banques ou de groupes bancaires parmi les plus puissants du pays, le Crédit suisse et la Société de banque suisse en tête, ont décliné l'invitation de l'Union de banques suisses qui assure le secrétariat de l'opération et qui cherchait à les y associer.

Il n'est pas rare que, pour des raisons diverses, des situations semblables se produisent dans d'autres compartiments du marché international des capitaux. Toutefois, normalement, ces discordances ne sont pas étalées au grand jour et, surtout, elles ne menacent pas le prestige de l'emprunteur. Si le marché suisse est plus transparent que d'autres sur ce point, cela tient au fait qu'il est encore sollicité par des investisseurs nationaux. Ainsi, le plus grand des émetteurs en francs suisses, les émissions en souscription publique sont effectuées par l'intermédiaire de groupes de banques, de syndicats de prise ferme, qui garantissent le placement de l'emprunt. Lorsqu'un débiteur confie un mandat à une des principales banques du pays, celle-ci est tenue d'inviter tous les membres d'un consortium dont la composition, connue de tous, est presque

invariable. Mais ceux qui sont conviés ont toute liberté de se dérober. Le nombre de ceux qui acceptent est un des éléments qui permet de juger de la réussite d'une opération. Sur l'euromarché, il n'existe pas officiellement de syndicat fixe, déterminé d'avance. Deux débiteurs français de premier plan se présentent actuellement sur le marché suisse. Leurs obligations bénéficient de la garantie de la République française. L'ensemble des grandes banques suisses a participé à leurs transactions pourtant lancées à des conditions dépourvues de toute trace de générosité. La Caisse nationale de télécommunications cherche à drainer pour 200 millions de francs suisses en une opération qu'il son choix elle pourra rembourser dans huit ans déjà (à 102 %) ou qu'elle pourra prolonger jusqu'à dix ans, et pour laquelle elle servira un taux d'intérêt de 7,25 %. Cet emprunt est placé sous la direction du Crédit suisse. Pour sa part, la Caisse centrale de coopération économique émet à 101,75 % du pair, sous la direction de l'Union de banques suisses, pour 150 millions de francs suisses, remboursables à son gré d'ici dix ans à 101 % et dont la durée de vie sera de quinze ans au maximum, la rémunération faciale étant également de 7,25 % l'an.

De toutes les émissions internationales de la semaine passée, celle qui a eu le plus grand retentissement a été la plus grande pour le compte de la banque américaine Citicorp. Il s'agit d'une gigantesque opération de titrisation, d'un montant global de plus de 1,4 milliard de dollars, destinée à se placer auprès d'investisseurs institutionnels dans le monde entier. La transaction dont la direction était assurée par Salomon Brothers, reprendrait la formule des emprunts pluriannuels de la Banque mondiale. C'est dire que son profil est plus semblable à celui d'un emprunt américain que d'un euro-emprunt et qu'en particulier les obligations sont nominatives. Les investisseurs d'Europe continentale qui tiennent à l'anonymat des titres au porteur n'ont pas été convaincus du mérite de l'affaire. C'est pourtant dans l'ensemble une assez belle réussite, car environ la moitié des titres ont trouvé preneurs hors des Etats-Unis, surtout au Proche et en Extrême-Orient.

CHRISTOPHE VETTER

## DEVICES ET OR

### Regain de santé du yen

Les responsables du groupe des sept peuvent être satisfaits. Eux qui en avril avaient qualifié d'« indésirable la poursuite de la baisse du yen » après sa chute du début de l'année ont pu voir au cours des derniers jours la monnaie japonaise se raffermir contre l'ensemble des devises. Le dollar, surtout, est retombé vendredi 25 mai au-dessous de la barre symbolique de 150 yens. Un tel niveau n'avait pas été enregistré depuis début mars. La convalescence de la bourse de Tokyo n'est certainement pas étrangère à cette reprise du yen.

Comme il est de rigueur depuis désormais plusieurs mois, les tendances sur les marchés des changes sont très étonnantes. Elles sont d'autant plus difficiles à analyser que de complexes transactions croisées entre le dollar, le mark et le yen dominent l'activité des cambistes.

Le cours du dollar n'a donc pas fluctué violemment, mais son niveau du vendredi 25 mai était nettement supérieur, en Europe, à celui du vendredi précédent : 1,6807 DM à Francfort contre 1,6512, et 5,6595 francs à Paris contre 5,5645. Alors qu'on aurait pu s'attendre à ce que l'annonce d'une révision en nette baisse de la croissance américaine au premier trimestre (à 1,3 % contre 2,1 % précédemment estimée) provoque une dérive du billet vert, il n'en a rien été. Il faut dire que malgré ce net ralentissement, le défacteur des prix, bon indicateur de l'inflation, a cru de 3,7 % en rythme annuel au cours des trois premiers mois de l'année, ce qui laisse présager que le marché obligataire américain pourrait prochainement offrir des rendements plus attrayants.

Vendredi, la Maison Blanche a fait savoir qu'elle révisait en baisse, de 2,6 % à 2,4 % ses pré-

sions de croissance pour 1990. Selon ses responsables, les taux d'intérêt devraient également être plus élevés en moyenne cette année que ce qu'ils avaient précédemment prévu : 8,6 % contre 7,7 % pour les obligations à 10 ans. L'effet de la révision en baisse du PNB a largement été largement estompé par les déclarations de l'un des responsables du département du Trésor, selon lesquelles le dollar est actuellement sous-évalué. La poursuite d'une forte pression mark, liée aux dissensions qui se font jour parmi les dirigeants allemands à propos du traité d'union monétaire, contribue également à la formation du billet vert.

Malgré la fermeture de plusieurs places européennes à l'occasion de la fête de l'Ascension, la communauté n'a pas été en manque d'événements monétaires. La lire italienne tient toujours la vedette dans le SME, en dépit de la baisse du taux d'escompte (de 13,5 % à 12,5 %) dans la péninsule annonciée le 19 mai. La monnaie italienne n'a pas décroché de son plafond, obligeant la banque centrale à intervenir contre le mark et le franc afin d'éviter que la marge limite de fluctuations autorisée dans le système ne soit franchie. A Paris, 1000 livres s'échangeaient le 25 mai à 4,5833 francs, tout comme le vendredi précédent.

En matière de fermeté, la livre britannique n'est pas en reste, les cambistes réagissant toujours de manière positive à la perspective de son entrée prochaine dans le SME, récemment évoquée par le chancelier de l'Echiquier M. John Major. Le sentiment est suffisamment favorable pour que l'annonce d'un mauvais résultat commercial en avril (le déficit s'est élevé à 1,78 milliards de livres) ne soit pas

venu « casser » la tendance. Contre le mark, le redressement de la livre est impressionnant puisqu'en moins de deux semaines, le sterling est passé de 2,73 à 2,84 marks. Face aux espoirs de baisse des taux, après deux années de hausse, M. Major a même dû déclarer vendredi que « bien qu'il y ait de nombreux signes que l'économie est sur la bonne voie, il en faudra beaucoup d'autres avant que quiconque puisse espérer un relâchement des taux d'intérêt ».

#### La Belgique dans la zone mark

Le troisième événement, enfin, est venu de la Belgique qui a fait état de sa volonté de rattracher son franc, et donc celui du Luxembourg qui lui est attaché, à la monnaie allemande. Si on lui ajoute le poids des franc belge et luxembourgeois, ainsi que celui du florin néerlandais qui lui est lié depuis longtemps, la zone mark représente donc près de la moitié du panier de l'ecu (le mark entre dans sa composition à hauteur de 30,1 %, le florin de 9,40 %, et les franc belge et luxembourgeois de 7,90 %).

Le franc français, pour sa part, n'a pratiquement pas varié au cours d'une semaine très calme et n'a ni bénéficié de la faiblesse du mark, ni souffert de l'annonce d'un creusement du déficit commercial en avril, après les excellents résultats des trois premiers mois de l'année. De 3,3698 francs le 18 mai, le mark fléchissait à 3,3652 francs le 25.

F. L.

## COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 21 MAI AU 25 MAI 1990

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Libre	£ S.E.U.	Point	Franc	Danish	Franc	Finland	Line
New-York	1,6910	-	17,4416	76,2242	99,4530	2,9394	51,2681	6,8108
Paris	1,6807	-	17,9858	71,1490	66,0668	3,5026	53,0853	6,8204
Bruxelles	1,6744	5,6201	-	391,61	236,97	16,3658	289,73	4,0862
Zurich	1,6689	5,5588	25,1591	395,58	244,611	4,1128	25,2842	1,1590
Amsterdam	2,7753	1,0022	25,2793	-	85,1818	4,1217	28,2842	1,1595
Frankfurt	2,8443	1,0020	26,7668	118,17	-	4,8571	89,041	1,3438
Bratislava	2,7785	1,0280	26,6763	117,39	-	4,8387	89,488	1,3609
Stockholm	28,4297	34,63	4,2929	25,0211	21,1851	-	18,3862	2,0663
Oslo	34,6296	34,98	6,1338	34,2618	26,6444	-	18,3827	2,0111
Copenhague	-	1,0915	33,4049	132,83	112,45	5,4638	-	1,5596
Madrid	1,1149	1,0559	33,3633	131,39	112,42	5,4599	-	1,5596
Milano	288,49	1234	217,84	866,57	723,65	5,6338	643,19	-
Barcelone	288,39	1213,55	216,15	863,31	725,38	5,5792	642,84	-
Tokyo	253,13	140,75	25,4813	165,16	99,8309	4,3243	78,7108	1,1214
Seoul	258,06	152,79	27,4642	168,64	97,5454	4,4788	82,5190	1,1259

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 25 mai, 3,7810 F contre 3,6411 F le vendredi 18 mai.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Indécision inquiète

Cette semaine, et comme les précédentes, les marchés ont guetté les signes qui pourraient parvenir des grands pays « à point d'interrogation », à savoir l'Allemagne avec sa fusion et les Etats-Unis avec leur conjoncture et leurs problèmes budgétaires. De l'autre côté du Rhin, l'un des membres du directoire de la Bundesbank (Buba), M. Wilhelm Noellinger, président de la banque centrale du Land de Hambourg, affirmant que le gouvernement n'avait pu tenir compte de l'avis de l'Institut Bundesbank concernant le projet d'union économique et monétaire avec la RDA, a laissé entendre que la Buba pourrait relever ses taux directeurs « pour des raisons psychologiques », pour manifester son indépendance et pour marquer sa détermination de stabiliser le prix.

Mais, à Francfort, on estime que le point de vue de M. Noellinger n'est pas partagé par les autres administrateurs de la Buba, d'autant qu'il appartient au parti social-démocrate, opposé, on le sait, aux modalités de l'union monétaire décidées par le gouvernement de coalition. Le président de la Bundesbank lui-même, M. Karl Otto Poehl, a déclaré au magazine économique Capital qu'il ne pensait pas que le risque d'inflation soit particulièrement aggravé par l'unification des deux Etats allemands. « Si les prix restent stables, et cela est vraisemblable, les perspectives à long terme seront certainement favorables à la baisse des taux d'intérêt », a-t-il déclaré. En attendant, la Bundesbank a néanmoins le marché en opposition, on le voit, en changeant de 7,80-8,10 %, ce qui a apaisé les opérateurs. Toutefois, le rendement des obligations d'Etat à 10 ans s'est élevé à 8,73 % contre 8,67 % il y a huit jours.

Aux Etats-Unis, le secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, a

inquiété les marchés en affirmant que le sauvetage des caisses d'épargne américaines en difficulté coûterait de 90 à 130 milliards de dollars, au lieu de 73 milliards de dollars prévus précédemment. En conséquence, il a demandé au Congrès d'autoriser le département du Trésor à émettre des obligations de 30 ans pour financer le paiement de la dette d'épargne insolvable, de la fin de la rupture de paiement à la fin de 1990 ou au début de 1991. Le rendement des emprunts du Trésor à 30 ans s'est néanmoins maintenu aux environs de 8,65 %.

#### Le Matif hésitant

Intégrant toutes ces données, le MATIF de Paris s'est montré hésitant, oscillant entre 102 et 102,80, le rendement de l'FOAT à dix ans ne variant guère à 9,50 %.

Sur le marché obligataire, l'atmosphère se ressent de l'ambiance générale, c'est-à-dire que l'indécision et l'attente continuent de régner, les émissions se plaçant en fonction des sentiments des opérateurs et souscripteurs. Ainsi, Paribas rencontre un succès plus que modeste pour son emprunt d'un milliard de francs en dix tranches, à 10,10 % nominal et 9,95 % réel pour le compte de sa filiale la Compagnie bancaire : la rémunération est considérée comme satisfaisante, mais la Compagnie bancaire a déjà émis beaucoup et les quotas de beaucoup de souscripteurs sont pleins, comme ils le sont déjà pour le Crédit Local de France (CLF). Le Crédit Lyonnais a reçu un bon accueil pour son émission de titres subordonnés à intérêt progressif (TSIP), nouvelle version des titres perpétuels non remboursables, avec faculté de remboursement par l'émetteur à la huitième année, puis

chaque année à la fin de la douzième année. Si le remboursement n'est pas demandé, le taux de base (PIBOR unmois), déjà majoré de 0,10 % à l'émission, est rehaussé de 0,90 % entre 8 et 12 ans, de 1,50 % entre douze et dix-sept ans, et de 1,75 % à partir de la dix-huitième année. Le montant de l'émission a été porté de 800 millions de francs à un milliard de francs.

Pour la semaine prochaine, il est prévu un emprunt Crédit Foncier de France de 2 milliards de francs et un emprunt d'Air France de 1 à 1,5 milliard de francs, qui constitue un bon test pour le marché aux prises avec l'appréhension d'un risque industriel. Relevons, enfin, un fait intéressant. La Banque d'Italie a abaissé d'un point son taux d'escompte, le ramenant de 13,50 % à 12,50 %, pour deux raisons. La première est que la lire est trop forte, menaçant de crever son cours plafond par rapport aux autres devises du Système monétaire européen. La Banque d'Italie étant obligée de vendre des lire et d'acheter des francs français et du mark, pour soutenir ces deux dernières devises.

Il est vrai que les rendements offerts dans la péninsule ont de quoi séduire les détenteurs de capitaux. La seconde raison est qu'un point de moins est une aubaine pour le Trésor italien, circulant sous le poids de la dette publique. Cette mesure, toutefois, n'a eu aucun effet sur la tenue de la lire, toujours aussi demandée. Après tout, 12,50 %, c'est toujours mieux que 8,50 % à 9,50 % allemands et français. De plus, lorsque la banque centrale abaisse ses taux, elle donne confiance dans sa monnaie. Résultat : la Banque d'Italie a continué d'intervenir en faveur des autres devises.

FRANÇOIS RENARD

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Consolidation pour le diamant

« Une année de consolidation », c'est ainsi que le président du groupe diamantaire sud-africain De Beers, M. Julian Ogilvie Thompson a qualifié le cru 1989. Les ventes de pierres brutes, dont son groupe assure 80 % du commerce mondial, ont reculé de 2 % pour s'établir à 4,086 milliards de dollars. Le relèvement de 15,5 % des prix du diamant de joaillerie à partir de mars n'a pas empêché ce tassement. La demande a, en particulier, baissé pour les pierres de deux carats, et les stocks détenus par la De Beers ont au total augmenté de 473 millions de dollars.

S'agissant des diamants taillés pour les ventes de détail, le marché s'est montré plus soutenu, les transactions progressant pour la septième année consécutive et pulvérisant un nouveau record.

« Toutefois », a déclaré M. Thomp-

son, « trois années de croissance exceptionnelle de plus de 10 % ont cédé le pas à une évolution plus normale des ventes. Celle-ci est affaiblie en dollars par une progression globale de 4 %, le freinage étant, en bonne partie, dû au raffermissement de la devise américaine ». Si les Etats-Unis sont restés le premier marché mondial pour les diamants polis, la croissance a été faible, à l'image de l'activité économique ralentie outre-Atlantique. Le Japon, en revanche, confirmant son grand appétit de pierres, l'aligement de la taxe sur les articles de joaillerie dans ce pays a encouragé les achats de ménages nippons.

Détenant un quasi-monopole sur le diamant, la De Beers a créé au printemps une nouvelle société de droit helvétique, De Beers Centenary, qui rassemble tous les intérêts étrangers du groupe hors d'Afrique du Sud, à savoir ses participations au Botswana, en Namibie, dans sa filiale de commercialisation londonienne CSO (Central Selling Organisation) et dans quelques autres firmes. Les actifs sud-africains ont été maintenus dans l'actuelle De Beers Consolidated Mines. Cette séparation traduit pour les dirigeants du groupe la volonté de mieux coordonner leur activités internationales qui représentent 80 % du bénéfice total.

#### Réintroduire le Rhinocéros noir

S'agissant de la production minière proprement dite, elle a atteint l'an passé 24,8 millions de carats, en progression de 2 %. Les géologues de la De Beers ont donné leur feu vert pour l'exploitation d'une nouvelle grande mine à Venetia, au nord du Transvaal. Au cours de la durée d'exploitation à ciel ouvert (prévue pour une vingtaine d'années), 1 millions de carats de diamants de qualité

moyenne devraient être extraits. Autour de la zone minière, De Beers a, en outre, acquis 20 000 hectares en vue de la création d'une réserve géologique pour réintroduire, en particulier, le Rhinocéros noir.

En Namibie, dont l'indépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud a été proclamée en mars, la mine d'Auchas, sur la rive Nord de l'Orange, devrait prochainement fournir de gros diamants de qualité gemme. La nouvelle mine d'or de Navachab, dont le groupe Sud Africain possède 23 % du capital, est aussi entrée en activité.

En Afrique du Sud et en Namibie, le groupe a multiplié ces derniers temps ses recherches en vue d'exploiter les fonds marins. « Nous espérons que nous pourrions acquiescer pour élargir nos méthodes et nous espérons qu'ils formeront, à plus long terme, la base d'une flotte d'exploitation minière », indique le dernier rapport annuel de la De Beers. Profitant de l'abrogation récente des clauses discriminatoires de la loi sur les mines et les usines, la direction de la société a nommé 29 salariés noirs à des postes d'encadrement, jusque-là réservés aux personnes blanches. « Dans nos mines d'Afrique du Sud, précise De Beers, les noirs représentent près du quart des ouvriers professionnels et plus de la moitié des apprentis ». M. Ogilvie Thompson ne manque pas une occasion de rappeler l'attachement personnel des fondateurs de la De Beers et de ses dirigeants (dont anglais M. Harry Oppenheimer) à une émancipation des Noirs. On en est encore loin, même si les discours se veulent progressistes. La De Beers soutient officiellement « les développements politiques remarquables en Afrique du Sud ».

ERIC FOTTORINO

PRODUITS	COURS DU 25-5
Cuivre h. g. (London)	1,516 (+ 22) Livres
Aluminium (London)	1,572 (+ 28) Livres
Nickel (London)	8,475 (+ 38) Dollars
Sucre (Paris)	2,487 (+ 68) Francs
Café (London)	658 (+ 48) Livres
Cacao (New-York)	1,464 (+ 15) Dollars
Biz (Chicago)	330 (+ 55,75) Centobouras
Mais (Chicago)	264 (+ 4,25) Centobouras
Sole (Chicago)	182,38 (+ 2,2) Dollars

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

مركز من الأصل



Pour le 31 mai  
Préavis de grève  
dans le métro et le RER

Le syndicat autonome « traction », majoritaire chez les conducteurs de métro et de RER, a déposé un préavis de grève de 24 heures pour le jeudi 31 mai, afin de « protester contre la multiplication des agressions physiques sur l'ensemble du réseau ferré de la RATP », a annoncé vendredi 25 mai un communiqué de ce syndicat. Celui-ci ajoute que la direction de la RATP et les pouvoirs publics sont « restés insensibles » aux appels de travail auxquels il a déjà appelé au cours du mois de mai sur ces mêmes revendications.

FOOTBALL : en demi-finale de la Coupe de France

Marseille est éliminé par le Racing

La saison de football s'achève par le gag de l'année : l'Olympique de Marseille, champion de France 1990, demi-finaliste de la Coupe d'Europe des clubs champions contre les Portugais de Benfica, a été éliminé en demi-finale de la Coupe de France sur son terrain du stade vélodrome, vendredi 25 mai, par la modeste équipe du Racing Paris 1 (3-2) qui évoluera pourtant en deuxième division la saison prochaine !

Les Marseillais, privés de leur libéro brésilien Carlos Mozer, ont sans doute connu la défaite la plus humiliante depuis l'arrivée de Bernard Tapie, en 1986.

Les buts du RPI ont été inscrits par Aziz Bouderbala (37°), Michel Mitrojevic (82°) et Abdel Aïd (88°).

Robert Herbin démissionne de ses fonctions. - Le directeur technique de l'AS Saint-Etienne Robert Herbin a été démis de ses fonctions par le président du club André Laurent, au lendemain de l'élimination des Verts de la coupe de France et d'une mauvaise saison en championnat. Robert Herbin a fait l'essentiel de sa carrière à Saint-Etienne, en tant que simple joueur, capitaine de l'équipe, puis entraîneur, et dernièrement directeur technique.

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a cinquante ans, les déportations de masse en Pologne orientale..... 2

ÉTRANGER

Tension en Jordanie  
Une situation économique critique..... 3

Crise  
chez les Républicains  
en RFA  
M. Schönhuber démissionne de la présidence..... 4

Les élections  
roumaines  
La publication des résultats définitifs confirme la victoire écrasante de M. Ion Iliescu..... 4

POLITIQUE

Le projet Joxe  
pour la Corse  
L'autonomie : sans le dire..... 6

Livres politiques  
« Dérives fascistes », par André Laurens..... 6

SOCIÉTÉ

Le financement  
de l'Eglise  
La révolte des libres penseurs italiens..... 8

Hockey sur glace  
Le meilleur joueur du monde..... 8

RÉGIONS

Le projet de  
TGV-Transmanche  
Pour combattre l'angoisse du tunnel..... 9

Une circulaire du ministère de la santé

Les parents pourront donner leur sang à leur enfant

Le ministère de la santé autorisera bientôt et pour la première fois les parents à donner, sous certaines conditions, leur sang à leur enfant lorsque l'état de santé de ce dernier impose une transfusion sanguine.

Dans le cadre du 27<sup>e</sup> congrès national de la fédération française des donneurs de sang bénévoles, M. Claude Evain, ministre de la Santé, de la Famille et de la Protection sociale, a abordé, samedi

26 mai à Grenoble, les difficiles questions éthiques que soulèvent dans le domaine transfusionnel, compte tenu notamment de la pénurie nationale de plasma, les prochaines échéances de 1992.

L'évolution des techniques médicales, l'épidémie de sida ou encore l'approche des échéances européennes, bouleversent depuis quelques années déjà le monde de la transfusion sanguine française, bâti sur le concept du monopole transfusionnel et sur quelques grands principes éthiques au premier rang desquels le bénévolat, l'absence de profit et l'anonymat.

En définissant pour la première fois un cadre officiel pour le don de sang « dirigé », une prochaine circulaire ministérielle relative à l'autotransfusion témoigne à sa manière de la nécessaire évolution des textes. Depuis peu, quelques médecins, des spécialistes de néonatalogie notamment, s'inquiètent du refus opposé aux parents préoccupés par les risques de contamination post-transfusionnelle de leur enfant (par le virus du sida en particulier) et désireux, lorsque la chose était immunologiquement possible, donner un peu de leur sang pour leur enfant lorsque l'état de santé de celui-ci nécessitait une transfusion.

Regrettant l'attitude de certains de leurs confrères qui, en la matière, ne respectaient pas les protocoles en vigueur, certains praticiens en avaient récemment appelé au ministre de la Santé (« Le Monde sciences-médecine » du 23 mai).

La modification des textes officiels n'aura donc guère tardé. On indique en effet aujourd'hui, dans l'entourage de M. Claude Evain, qu'aux termes d'une circulaire qui sera diffusée dans les prochains jours, un tel don dirigé par un parent sera possible dès lors que les parents volontaires, dûment informés (des risques encourus comme des bénéfices escomptés), auront confirmé leur accord par écrit.

Cette décision ministérielle mettra en terme à une situation confuse et mal comprise, tant des parents volontaires que des médecins concernés. Elle ne règlera pas pour autant l'ensemble des problèmes. On prend notamment soin de souligner, dans l'entourage du ministre de la Santé, que le don dirigé d'un parent pour son enfant ne peut être en lui-même garant de sécurité.

« On peut ainsi penser qu'un

donneur, certain de l'anonymat, répondra avec moins de réticence aux questions préalables au don et concernant sa vie sexuelle (nombre de partenaires, homo ou bissexualité, etc.), qu'un père pressé par son épouse de donner son sang immunologiquement compatible pour leur enfant », souligne-t-on au ministère.

On met aussi en relief les conséquences psychologiques que pourrait avoir chez les parents une contamination post-transfusionnelle de l'enfant, contamination dont ils seraient alors responsables.

Atteinte à l'éthique ?

Une telle ouverture vers le don dirigé, qui rompt avec le principe de l'anonymat, sera longuement commentée et sans doute critiquée chez les membres des fédérations de donneurs qui pourraient voir là une atteinte à leur éthique.

A Grenoble, M. Evain a précisément rappelé tout l'attachement qu'il porte à l'éthique de l'organisation transfusionnelle française.

Il a notamment souligné le risque actuel de voir la France ne plus être en situation d'autosuffisance nationale pour ce qui concerne le plasma. « On ne peut porter d'autosuffisance sans aborder la question des importations », a déclaré M. Evain. Je n'ignore pas les polémiques qui se sont ouvertes à ce sujet. J'observe que dans certains cas, les importations sont indispensables quand l'offre est insuffisante. D'autres importations correspondent à des ajustements quantitatifs. C'est le cas du plasma dont j'ai estimé qu'il était nécessaire d'augmenter les entrées en France, mais sous certaines conditions. Ne sont autorisées que les demandes dûment justifiées lorsque le plasma importé est produit par un organisme clairement identifié qui obéit aux règles éthiques de la transfusion (bénévolat et non-profit) et qui effectue sur chaque don les mêmes contrôles que ceux imposés par la réglementation française. La transfusion sanguine doit prendre en compte le fait que l'autosuffisance ne se joue plus seulement à trois partenaires (donneurs, établissements de transfusion, pouvoirs publics) mais à quatre. Les producteurs européens ont, depuis l'adoption de la directive européenne du 14 juin 1989, le droit de proposer leurs produits sanguins sur l'ensemble du territoire de la Communauté ».

JEAN-YVES NAU

Avec deux magazines hebdomadaires et un canal spécialisé

L'information sur les programmes du câble devient un marché

Comment s'y retrouver dans le maquis des chaînes - souvent plus de vingt - diffusées sur les réseaux câblés ? Conscients du casse-tête posé aux quelque 300 000 abonnés français, les opérateurs de réseaux ont apporté des réponses, sous forme de magazines distribués gratuitement. Mais, bimensuels et peu pratiques, ceux-ci ne répondaient pas complètement aux besoins.

C'est pourquoi deux nouveaux hebdomadaires consacrés aux programmes du câble vont voir le jour. Le premier, TV Câble hebdo, est lancé à 140 000 exemplaires par le groupe Hommedit (Télé K7, TV Hebdo), majoritaire dans une nouvelle société créée avec deux opérateurs, Communication Développement (groupe Caisse des dépôts) et la Lyonnaise des eaux. En 68 pages en couleur, pour un prix de 9,50 francs au numéro ou de 290 francs l'abonnement annuel, il développe les programmes hebdomadaires de 36 chaînes, avec des versions adaptées à chaque réseau.

Le troisième grand opérateur national, la Générale des eaux, a choisi pour sa part de s'allier avec l'Express pour lancer en juillet TéléCâble. Cet hebdomadaire de 68 pages en couleur, tiré à 100 000 exemplaires, sera vendu 9 F le numéro ou 30 F l'abonnement mensuel.

Puisqu'il s'agit de télévision, les trois opérateurs ont aussi décidé d'informer en images leurs spectateurs. C'est ainsi que la SPDV (société qui édite déjà la chaîne d'information Canal Infos) lance TV Guide. Ce nouveau programme pour les réseaux câblés (il en touchera 25 des juin, et 55 d'ici à la

fin de 1990) informe en permanence le public sur tous les programmes des heures qui suivent et de la soirée. Composés de modules de quatre minutes, TV Guide pourra être diffusé séparément sur un canal ou intégré en alternance au canal Mosaïque des réseaux. Personnellement aux couleurs de chaque réseau, TV Guide accueillera aussi leurs messages, complétant ainsi son rôle d'instrument de promotion et de fidélisation auprès des abonnés.

Avec un budget de 2,5 millions de francs annuels, TV Guide appartient à une nouvelle génération de programmes vidéographiques, tels Canal Infos ou Canal Bis (météo, informations pratiques) qui marient images fixes et textes, diffusés à bas prix par satellite.

A l'occasion du lancement de TV Guide, la SPDV fondée par l'Agence France Presse et Communication Développement (qui conservent respectivement 20 % et 35 % de la société), accueille dans son capital la Lyonnaise et la Générale des eaux (20 % chacune) ainsi que le Club Méditerranée (5 %).

M. C. I.

« L'Union » de Reims : le Livre CGT veut étendre la grève dans la presse régionale. - La Fédération des travailleurs du Livre (FILPAC-CGT) a appelé, le 25 mai, « les travailleurs des entreprises de presse quotidienne régionale et départementale à des arrêts de travail d'une à deux heures » pour protester contre le lock-out décidé à l'Union de Reims depuis le 22 mai (Le Monde

Premier meeting de M. Le Pen après l'affaire de Carpentras

« La victime, c'est le Front national »  
déclare son président

DIVONNE-LES-BAINS

de notre correspondant

S'exprimant devant près de quatre cent cinquante convives, deux cents venus de la Suisse voisine - réunis vendredi 25 mai, à l'initiative du Cercle national des Français de l'étranger, au centre nautique de Divonne-les-Bains (Ain), M. Jean-Marie Le Pen a très longuement évoqué l'affaire de Carpentras en se livrant, pendant plus de quarante minutes, à ce qu'il a appelé « une mise au point de l'actualité ».

Le président du Front national estime que son parti et lui-même sont « victimes d'une campagne de désinformation, de calomnies et de mensonges, soigneusement orchestrée par le monde politique et le monde médiatique ». « Il faut savoir à qui le crime - odieux - de Carpentras profite, a-t-il souligné. D'ailleurs, ce n'est pas à nous. » M. Le Pen a évoqué l'éventualité d'une « provocation de toutes pièces », arrivant à point nommé « pour gommer la délinquance morale de la classe politique ».

« Les foudres meurtrières de M<sup>me</sup> Duras »

« Ce qui est essentiel, a-t-il ajouté, c'est que l'on puisse accuser le Front national de l'acte fait, ou du moins, de l'avoir inspiré. La classe politique a désigné de la main les innocents que nous sommes. Ce discours est un discours de forfaiture. » « S'il est un parti qui a le respect des morts, a insisté le dirigeant d'extrême droite, c'est bien le Front national puisque, intrinsèquement, la patrie, c'est la terre des pères. »

Le président du Front national, qui s'est défendu de s'avoir « jamais rien dit qui incite à la haine raciale », s'en est pris au communisme : « Le FC n'est pas raciste. Il extermine celles qui sont les races et les religions avec la même efficacité. » M. Le Pen n'a pas oublié le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, coupable à ses yeux d'un « manque de conscience professionnelle répugnant », parce qu'il a « désigné d'emblée les coupables avant de procéder à l'enquête d'usage ».

« Quoi qu'il en soit, a conclu M. Le Pen, cette opération tournera à la confusion de ceux qui l'ont imaginée ou qui s'en sont rendus complices. Le Front national est la seule force d'alternance possible,

qui saura aller vers le pouvoir de Jaxon rassurante. »

M. Le Pen a aussi ironisé sur les « foudres bégayantes, nocturnes et meurtrières de M<sup>me</sup> Marguerite Duras », qui, dans le *Nouvel Observateur* (daté 24-30 mai), écrit : « Chaque matin, dans ma tête, je tue Le Pen de toutes mes forces. » « Que ne dirait-on pas si Le Pen avait comme seule obsession de tuer M. François Mitterrand », a-t-il lancé avant de conclure, en déclenchant l'hilarité générale : « Mais personne, chez nous, ne pense à faire ce que Le Bon Dieu finira bien par faire un jour. A chaque jour suffit sa peine. » Avant cette réunion, quelques centaines de personnes avaient manifesté, dans le calme, contre la venue de M. Le Pen.

LAURENT GUIGUON

■ M<sup>me</sup> Germon dément que son mari ait été sympathisant du Front national. - Dans une interview publiée par le *Quotidien de Paris* le 22 mai, M. Jean-Marie Le Pen affirmait que Félix Germon - dont le corps a été exhumé et empalé par les profanateurs du cimetière de Carpentras - était « un sympathisant du Front national ». Interrogé sur cette affirmation du dirigeant d'extrême droite au cours du journal de la Cinq, le 23 mai, la veuve de Félix Germon a répondu : « Ce sont des mensonges, monsieur. Mon mari ne s'est jamais occupé de politique. Il a toujours fait son devoir de citoyen, comme moi, en votant selon ses opinions. »

■ Un conseiller régional du Front national porte plainte contre M. Joxe. - M. Jacques Bompard, président du groupe FN du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, a porté plainte, vendredi 25 mai, contre le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, pour incitation au meurtre. « Une heure après la découverte de l'horrible profanation de Carpentras et avant que toute enquête policière ait commencé, le ministre de l'intérieur déclarait les coupables, l'extrême droite », écrit cet ancien député Front national dans sa plainte déposée auprès du procureur de la République à Carpentras. Pour M. Bompard, « le gouvernement socialiste s'est comporté vis-à-vis du FN exactement de la même manière que Hitler faisait en 1936 ».

« TAK »  
fête les mères

SAINT-DENIS DE LA RÉUNION

de notre correspondant

Le maire du Tampon, M. André Thien Ah Koon, député (non inscrit) de la Réunion, a été élu président de la Réunion, soit entretenir sa clientèle électorale. Grâce à un « marketing » politique inimitable, il peut se permettre de « faire la bise à 85 % des femmes de la commune ». Parfois, les hommes non plus n'échappent pas au baiser du député, qu'on a même vu embrasser des journalistes, correspondants sur le territoire.

A l'occasion de la Fête des mères, monsieur le maire, qui est politiquement proche de son compatriote réunionnais, M. Raymond Barre, se dévoue donc en « bisous » et dispense aussi force cadeaux à près de dix mille mères de familles tamponnaises.

A la manière d'un ancien président de la République, « TAK » sort son accordéon personnel pour chaque distribution et joue un « séga » (musique traditionnelle de la Réunion) devant les mères enchantées. Son morceau favori est une vieille chanson réunionnaise, *Gelopé mon cheval de bois*. TAK, lui, fait plutôt donner les chevaux-vapeur de sa grosse voiture pour saluer la commune et jouer au Père Noël au mois de mai.

ALEX DUJOUX